

Institut d'Aménagement, d'Urbanisme et de Géographie de Lille

MASTER de Sciences et Technologies
Mention Urbanisme et Aménagement
Parcours : Construction Durable, Aménagement & Design (CADD)

Titre du mémoire

L'évolution de la planification urbaine des métropoles d'Amérique centrale : vers un chemin stratégique en matière de développement durable



Source: fr.freepik.com, un.org

Tuteur universitaire : Maryvonne PRÉVOT

Tuteur professionnel : Silvia ROSALES-MONTANO
Organisme : Municipalité de la Ville de Guatemala
dans le service d'Apoyo Urbano

**María Cristina CERRUD
CANDELARIA**
Année : 2022-2023



apoyo urbano
urbanisme et aménagement du territoire participatif

Faculté des sciences
économiques, sociales
et des territoires

**Université
de Lille**

Introduction

L'Amérique centrale est actuellement la deuxième région du monde à s'urbaniser le plus rapidement, avec des taux d'urbanisation qui augmentent à un rythme sans précédent. Ses villes font face à des dynamiques de développement qui présentent des scénarios divers entre défis et opportunités. Selon les prévisions, au cours de la prochaine génération, 7 Centraméricains sur 10 vivront dans des villes, ce qui représente 700 000 nouveaux citadins par an au cours des trois prochaines décennies. Au rythme actuel d'urbanisation, la population urbaine de la région doublera d'ici 2050, ce qui représentera plus de 25 millions de nouveaux habitants dans les villes. Face à cette projection de croissance future, une bonne mise en œuvre du développement durable est nécessaire et urgente, sinon les conséquences continuera d'être le reflet d'une inégalité sociale qui se traduira par : augmentation de l'habitat informel, expansion de la tache urbaine sans contrôle, concentration de la population dans les villes considérées comme des centres d'opportunités et des activités économiques dans des zones à risque, entraînant de cette manière des répercussions négatives sur la productivité et diminuant la capacité des pays et des villes à gérer les chocs extérieurs. (GRUPO BANCO MUNDIAL, 2018, p. xiii)

L'urbanisation non planifiée et non contrôlée augmentera la ségrégation sociale, la criminalité et la violence, les défis auxquels la région est confrontée aujourd'hui. Pour améliorer ses mécanismes de gestion, les villes d'Amérique centrale et surtout leurs aires métropolitaines qui ont été développés à partir de la ville capitale devront se préparer et s'adapter afin de fournir des services plus nombreux et de meilleure qualité, d'améliorer les infrastructures, d'élargir les offres et possibilités d'accès au logement et de permettre au secteur privé de créer des emplois de qualité pour tous. Il convient de renforcer l'action commune entre les différentes autorités nationales et locales des secteurs public et privé afin de prévenir les risques futurs, de réduire la vulnérabilité et de construire des villes plus résilientes. (Ibid.)

Afin d'avoir une meilleure approche en face du contexte présenté, il est nécessaire un regard à partir d'un point de vue des antécédents historiques pour comprendre l'impact de l'héritage du passé. Il est indispensable, d'identifier et de comprendre les causes et les impacts potentiels de l'urbanisation pour créer une vision plus durable de l'avenir et s'assurer que tous les citoyens bénéficient des avantages de la transformation de leurs villes, mieux connectées à leur territoire, plus compétentes et mieux planifiée.

Les pays d'Amérique centrale ont connu des tendances de croissance différentes au cours du dernier demi-siècle. Tous les pays n'ont pas connu cette transition démographique au même moment. D'une part, la migration de la population de la campagne vers la ville (zones urbaines) a d'abord eu lieu au Panama et au Nicaragua, où la population est devenue majoritairement urbaine à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (c'est-à-dire que plus de 50 % de la population vit dans des zones urbaines). À cette époque, seule une personne sur trois vivait en ville dans les autres pays d'Amérique centrale. Bien que le Costa Rica et le Salvador aient suivi une tendance similaire depuis 1960, devenant tous deux majoritairement urbains entre 1990 et 1992, cependant, les deux pays ont suivi des tendances différentes à partir de la première décennie des années 2000. Enfin, le Honduras et le Guatemala ont atteint le seuil de 50 % plus tard (en 2008 et 2012, respectivement), un facteur qui peut être considéré comme avantageux, car ils peuvent bénéficier des expériences et des leçons apprises par leurs voisins de la région. Il est à noter que d'ici 2050, tous les pays devraient dépasser un taux d'urbanisation de 70 %, à l'exception du Guatemala (67,3 %). Les populations urbaines du Costa Rica et du Panama devraient atteindre 90 % la même année. (Ibid., p.35)¹

En comprenant ces tendances de croissance urbaine à partir d'un point de vue d'Amérique centrale et en sachant que cette région fait partie de l'Amérique latine, nous sommes en mesure de mentionner des aspects généraux qui les mettent en relation en comprenant les réalités vécues. Nous les examinons également à partir de l'approche historique présentée précédemment afin de souligner les transitions similaires qu'ils ont subies et de mettre en lumière l'opportunité qu'ils ont de se considérer comme un réseau résilient de problèmes communs et de pratiques urbaines qui peuvent être reproduits avec succès, s'ils sont correctement mis en œuvre et gérés à travers le dialogue d'expériences ou de feuilles de route partagées.

L'Amérique latine a été le laboratoire expérimental du néolibéralisme où les principaux sites de « recherche » sont les villes, ce qui a entraîné une modification des cartes urbaines et un déclin des zones industrialisées face à de nouveaux espaces pour les investissements étrangers. (Méndez, 2014). Les centres urbains génèrent d'une part la centralisation d'emplois de qualité, de groupes de population plus qualifiés et la concentration des services. D'autre part, ce sont des lieux de refuge pour la population exclue de l'économie formelle. (Meza, 2018).

La sociologie urbaine en Amérique latine, ou plus précisément l'intérêt des sciences sociales pour la ville et notamment par le processus d'urbanisation, est née à la fin des années 1950 et au début des années 1960, au sein de la « sociologie de la modernisation et du développement ». À la fin des années 1960, « la sociologie de la dépendance » a trouvé sa place, avec cela, l'intérêt pour la ville est subordonné à la question du développement. Mais cette nouvelle perspective sur

¹ (Grupo Banco Mundial,2018) : source citée précédemment

l'évolution des sociétés latino-américaines se concentre sur les villes, ou plutôt sur les grandes villes, où les migrations internes se présentent de manière constante comme expression et vecteur d'un modèle de développement dépendant « des sociétés capitalistes industrialisées ». (Emilio Duhau, 2012).

Au cours des années 1970, la formation en Amérique latine dans le domaine de la recherche spécifique sur la ville et l'urbanisation a été notamment influencée par la perspective issue de la nouvelle école marxiste de sociologie urbaine d'inspiration lefebvrienne et althussérienn, née en France à partir de la rénovation du marxisme occidental et de l'essor du structuralisme. Le principal vecteur de cette influence était un bon nombre de jeunes sociologues, architectes et économistes latino-américains qui, intéressés par les questions urbaines, poursuivaient à l'époque des études de troisième cycle dans les universités françaises.

Les années 1980 ont été caractérisés par une période de gestion de crise ce qui a conduit à des années 1990, où, en conséquence du chemin parcouru et affronté dans les années précédentes, se commence réellement à essayer un nouveau modèle dans lequel nous pouvons observer un changement dans l'orientation des politiques urbaines ; dans cette décennie a pris essor la recherche urbaine latino-américaine axée sur les sujets et les problèmes qui circulent internationalement et regardaient l'évolution des villes, notamment celle des grandes métropoles, munie de ces thèmes et problème, principalement les thèmes liés à la globalisation et les villes globales.

Dézoomer de l'Amérique centrale vers l'Amérique latine, nous permet d'avoir une vision générale, plus claire et de mettre en évidence les réalités croisées dans les temporalités présentées, montrant ainsi ce que les villes ont traversé, depuis le courant d'origine jusqu'aux effets qui sont produit de la métamorphose territoriale.

Avant d'entrer en matière, les définitions des concepts clés qui ont guidé le processus de recherche sont citées, à partir du cadre conceptuel présenté dans le rapport Climat Urbanisation et Métropolisation de 2022 (« Clima Urbanización y Metropolización ») réalisé par l'Université Nationale d'Ingénierie du Nicaragua et Apoyo Urbano dans le cadre d'une collaboration entre multiples institutions centraméricaines et participation française.

Métropolisation

« Il s'agit d'un processus de concentration des populations et d'activités de valeur, au sein d'espaces urbains-ruraux de tailles différentes et d'une urbanisation diffuse. Elle crée un processus de concentration des fonctions métropolitaines (économiques, culturelles, internationales, décisionnelles). Elle produit une spécialisation économique et une segmentation socio-spatiale. Elle renforce généralement les villes au sommet de la hiérarchie urbaine. Avec ce processus les Métropoles sont apparus. » (Universidad Nacional de Ingeniería; Apoyo Urbano, 2022)

Aire métropolitaines

« Concentrent les fonctions métropolitaines supérieures liées à la conception-recherche, aux prestations intellectuelles, à la gestion, mais aussi aux éléments de rayonnement international comme le commerce inter-entreprises ou la culture et les loisirs. Les aires métropolitaines sont localisées sur les contours du territoire métropolitain » (Universidad Nacional de Ingeniería; Apoyo Urbano, 2022)

Urbanisation

« De manière simplifiée, il s'agit du processus de concentration et d'expansion (continue ou non) de la population en petit nombre de territoires (villes, centres urbains et périurbains), plus ou moins haute densité. Son fonctionnement économique est généralement considéré comme dissocié de l'économie agricole » (Universidad Nacional de Ingeniería; Apoyo Urbano, 2022)

Les faits présentés nous font réfléchir dans la corrélation et le regard croisé qui doit exister entre le passé et les stratégies de développement urbain actuelles. L'histoire en tant qu'élément structurant, qui révèle l'évolution de la planification urbaine dans les aires métropolitaines d'Amérique centrale, nous montre l'origine de problématiques qui existent encore et les actions déjà développées avec des leçons apprises. En conséquence, des questions se posent :

Comment la prise en compte du passé considéré comme un héritage et indicateur d'évolution de planification urbaine, nous permet de construire une vision stratégique qui mette en relation le passé, le présent et le futur ? et comment l'articulation de ces temporalités nous guidera vers un chemin de transformation urbaine mieux structurée et un avenir plus durable ?

Pour répondre au problème posé, nous verrons dans un premier temps les effets de la métropolisation dans l'Amérique centrale, depuis un regard croisé entre l'approche historique et l'approche prospective à partir d'une vision d'avenir appliquée dans la planification urbaine ; nous amènerons ensuite à mettre en évidence les mécanismes mis en application pour la construction d'un avenir plus durable et la circulation des modèles urbains dans une ouverture internationale et des bonnes pratiques en matière de développement durable reproduites dans l'Amérique centrale ; et pour conclure, nous présenterons une de nos missions plus développées dans la période du stage, qui s'appuie sur l'étude de l'histoire de la planification urbaine du Panama depuis 1940 à nos jours, des plans métropolitains et l'identification des actions en lien avec les 17 objectifs de développement durable. Afin de créer un fil conducteur entre les trois parties et avec le but de mettre l'accent sur le Panama, un focus sur ce pays sera présenté à la fin de la première et deuxième partie.

SOMMAIRE

Introduction.....	i
.....	vii
Remerciements.....	vii
Acronymes.....	1
I. Métropolisation en Amérique centrale les enjeux de l'expansion et de la planification	3
1.1 Un contexte relié à la croissance urbaine et aux défis de développement	3
1.2 L'histoire : élément structurant pour comprendre l'évolution des aires métropolitaines..	10
1.3 Un future planifie : la projection d'un vision stratégique d'avenir comme outil de développement urbain.....	23
II. Les mécanismes de développement durable : un chemin stratégique entre la planification et les défis de mise en application	33
2.1 Les origines du développement durable	33
2.2 Un développement durable mesuré par des actions : l'agenda 2030 comme alternative stratégique.....	36
2.3 L'ouverture à l'international : reproduction des modèles urbains des références	40
2.3.1 Les bonnes pratiques reproduites en Amérique central	46
III. Le cas d'étude des aires métropolitaines au Panama.....	65
3.1 Chronologie de planification urbaine : une approche rétrospective et prospective d'évolution en matière de planification.....	66
3.2 Les Plans Métropolitains : outils révélateurs de planification urbaine	81
3.3 Des actions en lien avec les 17 objectifs de développement durable	92
Conclusion	104
Bibliographie.....	106
Liste des figures	113
Liste des tableaux	115
ANNEXE.....	116

Annexe 1 : entretiens 116
Annexe 2 : notes de conférences en ligne période de stage..... 124

Remerciements

Je remercie à Mme. Maryvonne PRÉVOT (Tutrice Pédagogique) pour leur accompagnement et leurs conseils tout au long de l'élaboration de ma mémoire et à Mme. Silvia ROSALES MONTANO (Tutrice Professionnel) pour le soutien apporté à chaque étape du stage, à ses conseils et son suivi, et à Mme. Silvia GARCIA (Directrice de la Direction de l'urbanisme de la Municipalité de la ville de Guatemala) par l'intégration dans l'organisme d'accueil, je remercie également, M. Christophe LECLERCQ (Responsable du Parcours CADD) pour les conseils fournis au cours de ces 2 années d'étude.

Des remerciements tous particuliers à la SENACYT et au IFAURHU, les institutions responsables de ma bourse au Panama, pour m'avoir donné l'opportunité de faire mes études en France.

De même, je remercie à M. Eric MASSON (Tuteur professionnel de mon stage M1, Laboratoire TVES), pour des conseils donnés sur mon sujet de mémoire de cette année. M. Hugo ROSALES (professeur titulaire en charge des cours de design architecturale et d'urbanisme à l'Université du Panama dans la période 1976-2019) et à Mme. Farah UREÑA (Architecte de la Direction de la planification urbaine et d'aménagement du territoire de la Municipalité de Panama) pour l'entretien qu'ils m'ont permis de lui faire et les orientations données.

Je remercie Dieu de m'avoir donné la force au cours de ces deux années d'études et je tiens également à remercier à ma famille Carmen CANDELARIA, Raúl CERRUD et Pedro VÁSQUEZ, pour leur soutien inconditionnel tout au long de mes études de master et merci enfin à mes proches en France Océane BOYER (Étudiante M2 Urbanisme et Aménagement parcours CADD), Gabriel CARRIZO et Monica KAM.

Acronymes

AL : Amérique latine

AMSS: Area Metropolitana San Salvador(Area Metropolitana San Salvador)

BID : Banque interaméricaine de développement(BID)

BM : Banque mondiale

CA : Centroamérica (Amérique centrale)

CDI: Centralidades densas integrales (Centralités denses intégrales)

CEPAL : Comisión Económica para América Latina (Commission économique pour l'Amérique latine)

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

DREAL : Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DPU : Dirección Planificación Urbana (Direction de l'urbanisme et de l'aménagement)

GAM: Gran área metropolitana de Costa Rica(Grande aire métropolitaine du Costa Rica)

ICES : Iniciativa ciudades emergentes sostenibles(L'Initiative des villes émergentes et durables)

IVU : Instituto de Vivienda y Urbanismo(Institut du logement et de l'urbanisme)

ODD : Objectifs de développement durable

OT : Ordenamiento Territorial(aménagement du territoire)

ONU : Organisation des Nations unies

MCC 2050: Metrópolis Central Colaborativa 2050 (Métropole Centrale Collaborative 2050)

MIVI : Ministerio de Vivienda(Ministère du logement)

MIVIOT: Ministerio de Vivienda y Ordenamiento Territorial (Ministère du logement et de l'aménagement du territoire)

PLOT : Plan Local de Ordenamiento Territorial (Plan local d'aménagement du territoire)

PNOT: Política Nacional de Ordenamiento Territorial (Politique nationale d'aménagement du territoire)

I PARTIE

**Métropolisation en Amérique centrale
les enjeux de l'expansion et de la
planification**

I. Métropolisation en Amérique centrale les enjeux de l'expansion et de la planification

1.1 Un contexte relié à la croissance urbaine et aux défis de développement

Le mouvement d'urbanisation a commencé en Europe au XXe siècle et s'est progressivement étendu au reste du monde, transformant une planète majoritairement rurale en un monde dans lequel aujourd'hui il y a une prédominance sur les villes et comptant plus de 50% d'urbains. Cette évolution est principalement le résultat du développement des périphéries urbaines qui produit l'effacement de la limite entre l'espace urbain et l'espace rural. Pour les grandes villes, elle s'accompagne de la mondialisation dans le cadre du processus de métropolisation. (Pascal, Serge, & Catherine, 2013, p. 529)

Actuellement, la croissance urbaine se traduit, entre autres, par l'accroissement du nombre et de la taille des grandes villes. En effet, à mesure que l'économie se mondialise, les entreprises se délocalisent, la concentration des fonctions de commandement se fait au profit de certaines villes capables d'attirer des investissements, des activités, des hommes et de contrôler les flux de capitaux ; les plus grandes villes sont les plus concernées par le phénomène de métropolisation. (Ibid., p.533)

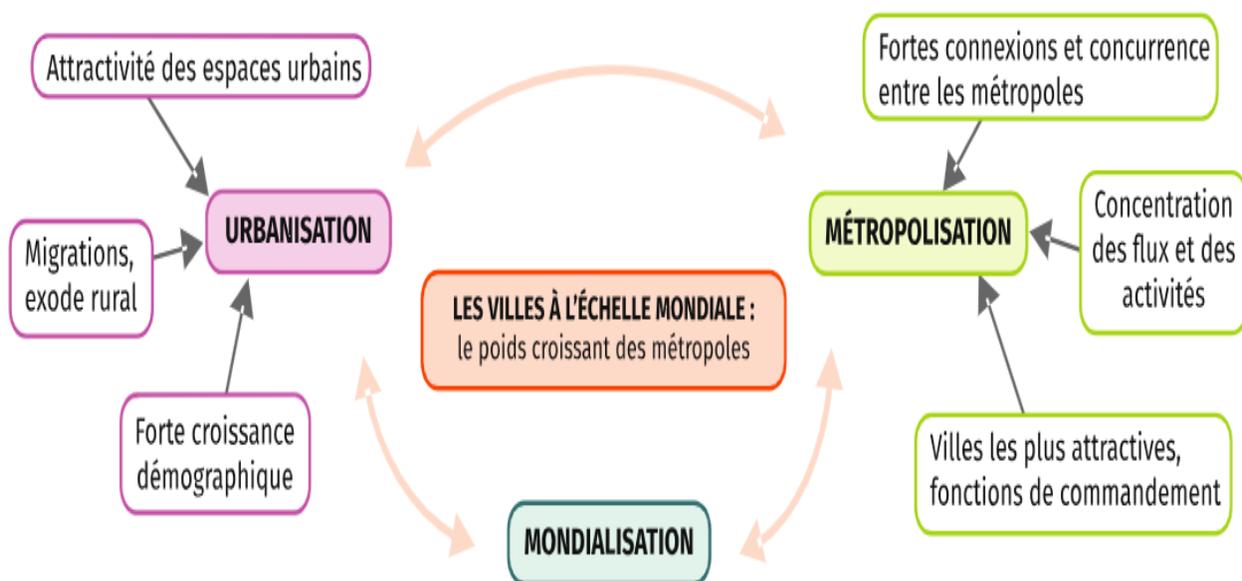


Figure 1- schéma corrélation entre urbanisation, mondialisation et métropolisation
Source : Lelivrescolaire.fr

Le schéma représente la corrélation entre l'urbanisation et le métropolisation et comment elles sont influencées par la mondialisation. En ce sens, nous élargissons de manière conceptuelle, en présentant la définition de mondialisation : « est un processus historique lié au développement du capitalisme qui aboutit à créer à l'échelle mondiale des liens croissants entre les différentes activités humaines, notamment économique, mais aussi culturelles ou politiques. Elle contribue donc à une mise en relation de différents territoires, participant ainsi à créer un véritable système-monde. » (Ibid., p.335)

Comme il a été précédemment évoqué L'Amérique centrale est considérée comme la deuxième région du monde où l'urbanisation est la plus rapide, après l'Afrique. Comparés à la moyenne mondiale de l'urbanisation et aux pays se trouvant à des stades similaires d'urbanisation, les pays d'Amérique centrale ont des taux élevés d'accroissement de la population urbaine. Un indicateur à remarquer est que les zones urbaines ont connu une croissance plus rapide que la population urbaine, ce qui a contribué à l'augmentation des taux d'expansion urbaine à faible densité. (GRUPO BANCO MUNDIAL, 2018, p. 4)

En 1950, les niveaux d'urbanisation dans cette région étaient bien inférieurs à ceux enregistrés dans les pays développés d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie, mais en moins de 40 ans, ils avaient atteint les pourcentages urbains européens, en grande partie en raison de la migration des zones rurales vers les zones urbaines, générant une croissance urbaine explosive (Cunha & Vignoli, 2009)

Le processus d'urbanisation en Amérique latine remonte à l'époque coloniale et a été marqué par la fondation de villes et la création d'une domination primitive dans ces villes, héritée d'économies tournées vers l'extérieur qui concentraient la richesse dans les anciennes capitales de l'empire espagnol et transféraient cette situation à la nouvelle république(Williams, 2004) .En Amérique latine, la Couronne espagnole a commencé à développer une « stratégie coloniale centrée sur la ville » (Smith, 1991), qui a eu une incidence sur l'identification des villes et des villages en tant que centres de contrôle (Williams, 2004).Par exemple, en Amérique centrale, la plupart des villes du Guatemala ont été créées en 1600, tout comme El Salvador, tandis que le Nicaragua et le Costa Rica étaient les provinces présentant les plus grandes zones inhabitées (Smith, 1991). Sur la base de la centralité héritée, depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, les zones rurales d'Amérique latine ont été considérées comme un espace complémentaire, dépendant dans la plupart des cas des villes et surtout des grandes agglomérations qui sont considérées comme les centres de contrôle incontestés. (Hidalgo y Borsdorf, 2009).

L'un des principaux processus qui a façonné les villes latino-américaines est le déplacement de la population de la campagne vers la ville, qui est considéré comme l'un des facteurs à l'origine des déséquilibres régionaux dans les pays où il s'est produit (Ospina, 2013).

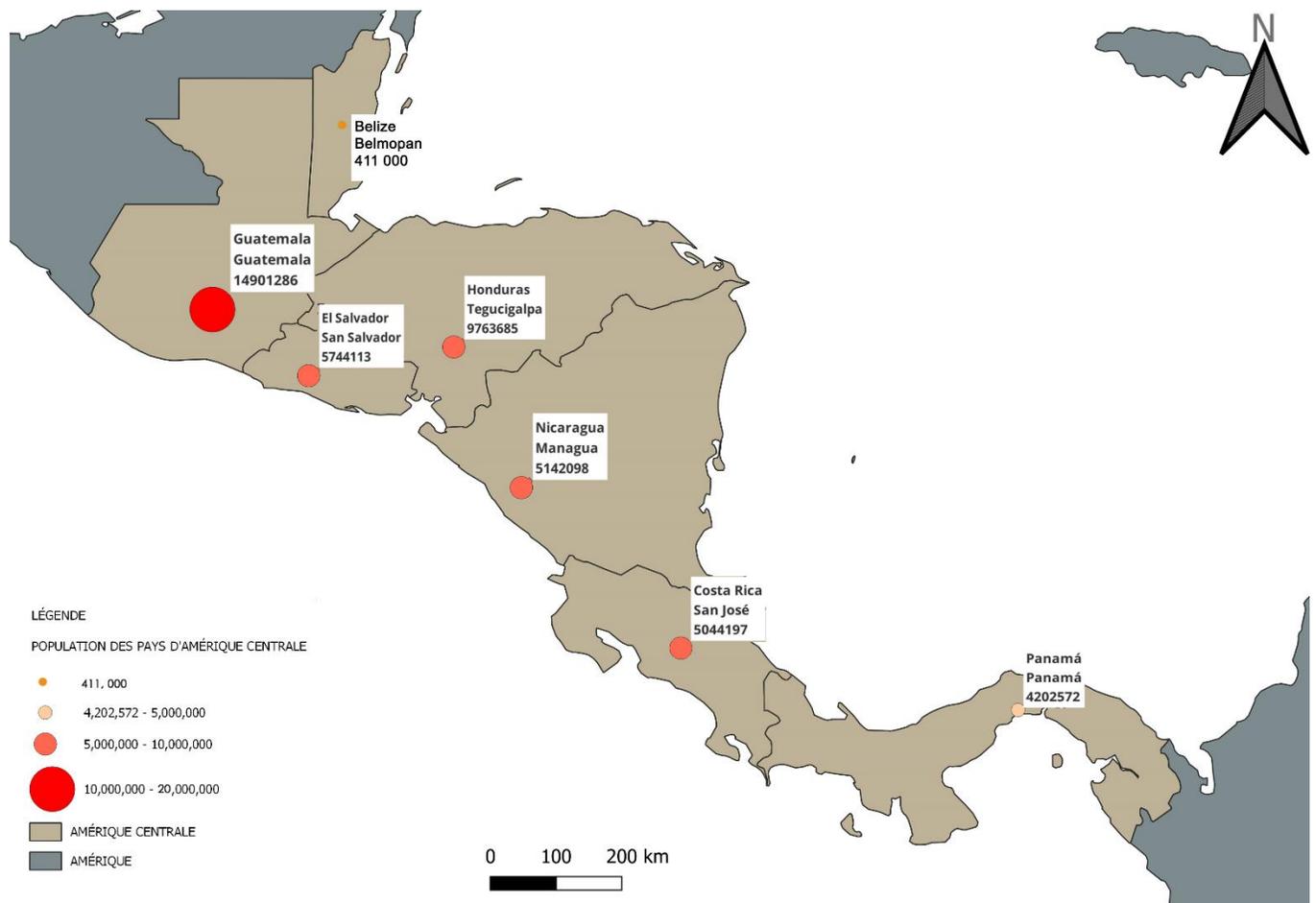


Figure 2- Carte données démographiques par pays d'Amérique central

Source : données hefrainmaps.es., Inec.cr, .ine.gob.gt

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023.

L'Amérique central partie la plus étroite de l'Amérique , englobant sept pays : Le Panama, Le Costa Rica, Le Honduras, Le Guatemala, Le Salvador, Le Nicaragua, Le Belize avec un superficie de 522 000 km² et un population totale de : 52 188(recensement de 2022, Nations Unies) (INED, 2023)

Les donnes démographiques

Pays	Ville principale ou capitale	Extension Km2	Poblation
Panama	Ville de Panama	75 517	4 468 millions
Costa Rica	San José	51 100	5 212 millions
Honduras	Tegucigalpa	112 100	10 594 millions
Guatemala	Ville de Guatemala	109 000	14 901 286 millions
Le Salvador	San Salvador	21 041	6 365 millions
Nicaragua	Managua	121 430	7 046 millions
Belize	Belmopan	23 000	411 mille

Table 1- donnes démographiques de pays d' Amérique Central

Source : Données World Population Prospects. Nations Unies . 2022 présentés dans le site Ined.fr, Inec.cr, .ine.gob.gt

Réalisation : Tableau réalisé par CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

L'évolution de la croissance urbaine

Pays	Zone urbanisée			
	1975	1990	2000	2014
Panama	223.06Km ²	323.31 Km ²	446.31 Km ²	530.79 Km ²
Croissance relative	1	1.45	2	2.38
Costa Rica	211.77Km ²	315.2 Km ²	439.14 Km ²	669.25 Km ²
Croissance relative	1	1.49	2.07	3.16
Honduras	340.03 Km ²	491.5 Km ²	730.66 Km ²	1,212.85 Km ²
Croissance relative	1	1.45	2.15	3.57
Guatemala	555.68	765.24	997.01	1,631.01
Croissance relative	1	1.38	1.79	2.94
Le Salvador	118	212.36	299.71	511.46
Croissance relative	1	1.8	2.54	4.33
Nicaragua	259.92	363.82	514.87	708.16
Croissance relative	1	1.4	1.98	2.72

Table 2- L'évolution de la croissance urbaine donnes de pays d' Amérique Central

Source : basée sur l'émergence de la "métropole". Les zones urbanisées s'étendent à un rythme plus rapide que la population" (p.44). Aguilera et al, 2018. Étude de l'urbanisation en Amérique centrale : Opportunités pour une Amérique centrale urbaine

Réalisation : Tableau réalisé par CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

Les principaux défis en matière de développement d'Amérique centrale sont le manque d'intégration sociale, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et la privation d'opportunités économiques et de compétitivité. Les diagnostics systématiques par pays (SCD) de la Banque mondiale (2015b, 2015d, 2015e, 2015f, 2016) révèlent que le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama ont des défis communs à relever en matière de développement. Les rapports révèlent que les pays connaissent différents degrés de contraintes en termes de croissance économique et de compétitivité. Le Costa Rica et le Panama sont présentés comme les deux économies les plus développées de la région, mais ils ne disposent pas d'un système d'éducation et de formation adapté et réactif au rythme de développement requis. (GRUPO BANCO MUNDIAL, 2018)

Pays	Manque d'opportunités économiques et faible compétitivité	Manque d'inclusion sociale	Vulnérabilité aux catastrophes naturelles
Panama	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité limitée des institutions publiques et du cadre réglementaire - Déficiences dans la couverture et la qualité de l'enseignement secondaire et tertiaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible protection des droits fonciers - Concentration croissante de pauvreté extrême dans les territoires autochtones. - Augmentation de la criminalité et de la violence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le changement climatique et la variabilité accrue des précipitations
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> - Les pressions fiscales qui menacent le pacte social et la marque verte. - L'inadéquation entre compétences et les emplois 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'inclusion sociale et financière 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'inclusion sociale et financière

Honduras	<ul style="list-style-type: none"> -Les frictions réglementaires affectant les marchés du travail et des produits. - Poursuite de l'instabilité fiscale. - Infrastructures inadéquates et accès limité aux capitaux. - Pénurie de main-d'œuvre qualifiée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible accès aux services basique. - Répartition inégale de l'accès aux services, ce qui défavorise les pauvres. - Niveaux élevés de criminalité et de violence. - Accès limité à l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible résistance aux risques naturels naturels
Guatemala	<ul style="list-style-type: none"> -Faible croissance économique. - Faibles niveaux d'investissement et de productivité agricole. - Faiblesse des institutions (faible fiscalité , faiblesse de l'investissement , faiblesse de l'État de droit). 	<ul style="list-style-type: none"> - Un contrat social fragmenté. - Inégalité généralisée et l'exclusion économique. - Malnutrition. - Manque d'éducation de qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> -Vulnérabilité aux catastrophes naturelles qui affectent de manière disproportionnée aux pauvre
El Salvador	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'opportunités et faible compétitivité économique - Mobilité limitée de la classe moyenne 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'inclusion sociale et financière 	<ul style="list-style-type: none"> - Forte vulnérabilité aux catastrophes naturelles
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> - Vulnérabilité extérieure due à en raison de la faible 	<ul style="list-style-type: none"> - Des taux de criminalité élevés. - Inégalité d'accès aux services 	<ul style="list-style-type: none"> Forte vulnérabilité aux risques, en particulier risques, en particulier

	diversification économique. - Vulnérabilité aux prix des denrées alimentaires	entre les différents groupes de revenus. - Accès limité à l'enseignement primaire	ceux qui touchent l'infrastructure basique, routes(accès de transport)et logements
--	--	--	--

Table 3- les défis en matière de développement Amérique Central

Donnés : Diagnostics systématiques par pays (DSP) ; à l'exception du Nicaragua, qui est basé sur la stratégie de partenariat par pays pour la période fiscale 2013-2017.

Source : Tableau se basant sur les défis en matière de développement urbain recensés par GRUPO BANCO MUNDIAL (Groupe Bank mondiale) réalisé par María CERRUD

1.2 L'histoire : élément structurant pour comprendre l'évolution des aires métropolitaines

L'identification des dates clés de l'histoire de la planification urbaine, des instruments créés, des institutions en tant qu'organes de régulation, des problèmes qui sont aujourd'hui connus comme des héritages, fait partie du parcours d'une analyse urbaine qui considère le passé comme un outil de diagnostic pour comprendre la réalité et l'ampleur du défi à résoudre, puisque nous sommes souvent confrontés à des scénarios qui ont déjà tenté d'être résolus et à des dettes dont l'impact est presque insurmontable.

Planifier l'avenir de ces villes de manière durable, en tirant les leçons des erreurs du passé et en donnant la priorité aux personnes et à l'environnement. L'histoire comme un fil rouge qui permet de comprendre les héritages urbains des territoires d'aujourd'hui en considérant des bonnes et des mauvaises pratiques.

Les Aires métropolitaines de l'Amérique centrale

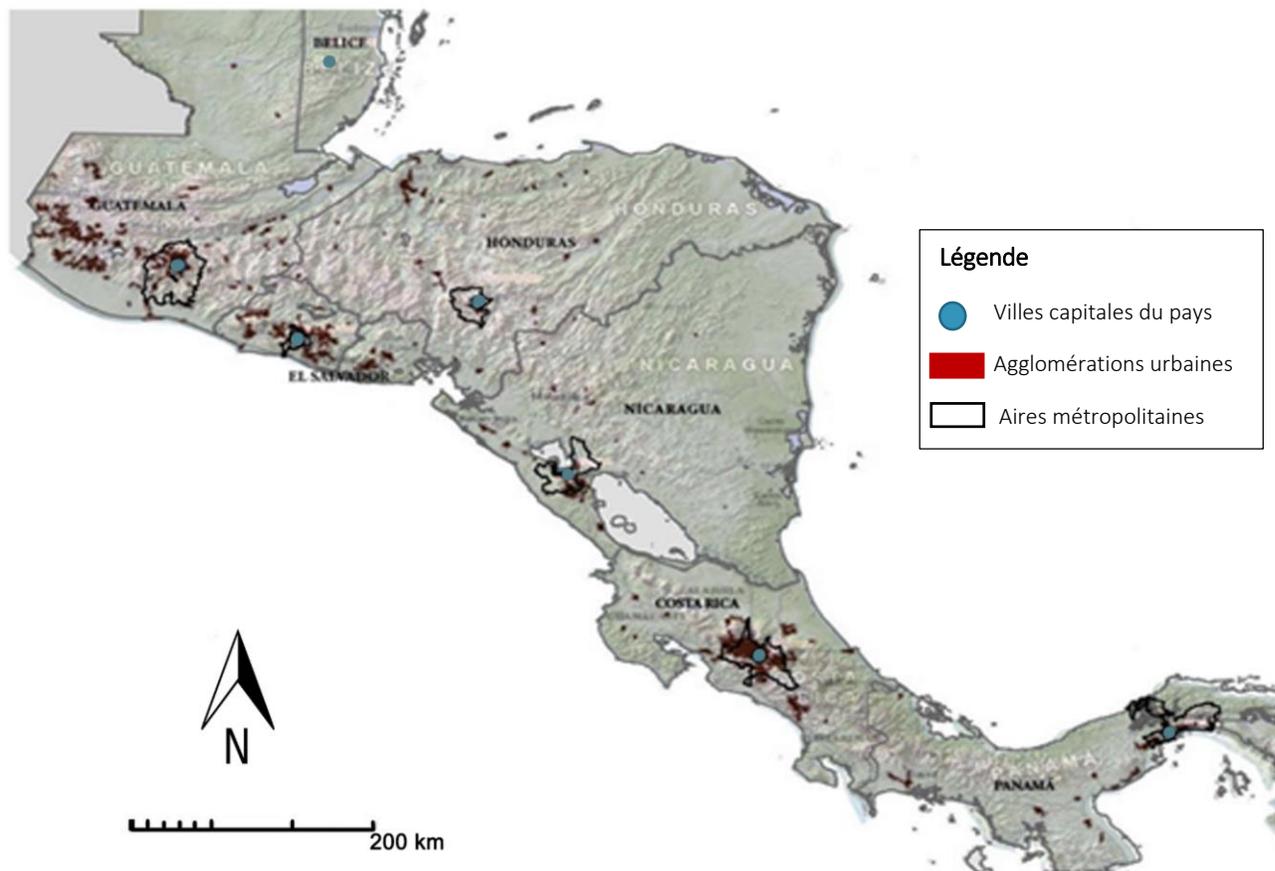


Figure 3- Carte des aires métropolitaines pays d'Amérique central
Source : rapport « Clima Urbanización y Metropolitización » Universidad Nacional de ingeniería de Nicaragua, Apoyo Urbano, 2022,

Les principales villes d'Amérique centrale, qui sont devenues les capitales des républiques centraméricaines après l'indépendance de 1821, étaient pour la plupart situées dans les zones intérieures des territoires colonisés. L'exception est Panama, construite dès l'origine en bord de mer, comme un point clé pour stimuler le commerce vers l'Amérique du Sud. Ces villes remplissaient des fonctions économiques secondaires liées à leurs sphères économiques régionales. (Lungo, 2004, p. 264)

Avec l'introduction de l'économie du café dans la seconde moitié du XIXe siècle et l'établissement des premières industries manufacturières dans les premières décennies du siècle suivant, certaines de ces villes (San Salvador, San José et Managua) ont été consolidées en tant que principales villes d'Amérique centrale avec le Guatemala, qui avait été la capitale coloniale, et le Panama. La différence se situe au Honduras, dont la principale concentration urbaine, Tegucigalpa, liée aux anciennes exploitations minières de la région, va concurrencer, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, San Pedro Sula, située près de la côte caraïbe, qui devient le centre industriel du pays. Ces villes, qui se sont constituées à la fin du XXe siècle en aires métropolitaines au fur et à mesure de leur expansion territoriale, abritent, à l'exception du Belize, une part importante de la population urbaine des différents pays. (Ibid)

Pour analyser les caractéristiques spécifiques de l'expansion territoriale à partir l'approche historique des villes capital d'Amérique centrale, à partir de laquelle se forment ses aires métropolitaines, nous présentons ses caractéristiques de croissance dans différentes temporalités.

Panama

En 1980, le Panama comptait 634 000 habitants, chiffre qui est passé à 980 000 en 2001. Contrairement aux grandes villes du Salvador et du Costa Rica, il présente une proportion importante de constructions dans le centre-ville, atteignant des densités de plus de 2 500 personnes par hectare, doublant la hauteur moyenne des bâtiments, tandis que la ville continue de s'étendre dans des bidonvilles de logements de faible hauteur pour les secteurs à faible revenu en direction de l'aéroport vers l'est du Panama. Dans ce contexte, la question se pose de l'impact qui sera ressenti et continuera à être ressenti si ce mode d'occupation du territoire se poursuit. (Ibid., p.267)

En termes d'expansion de la tâche urbaine de la ville de Panama(Voir la figure 4) en 1979 se montrait déjà consolidée et certains centres urbains de la périphérie commençaient déjà à montrer la connectivité avec la ville capitale. En 1997, la tâche urbaine s'est étendue vers le nord et l'est et a mis en évidence un processus de conurbation avec les centres urbains de Tocumen, Alcalde Diaz et Paso Real. En 2015, une croissance se reflète en direction du nord et du nord-ouest, où Chilibre commence à s'unifier avec Alcalde Diaz et la croissance vers l'est où Tocumen et Pacora présentent également des signes de conurbation. (Vargas-Bolaños, Orozco-Montoya, Vargas-Hernández, & Aguilar-Arias, 2019, p. 80)

Costa Rica

Dans le cas du Costa Rica, d'après les études de La Commission Économique pour l'Amérique latine (La Comisión Económica para América Latina – CEPAL), la population était estimée à environ un million d'habitants en 1990 et à 1,5 million en 2000. La taille de l'aire urbaine était estimée à 95,3 km² en 1999 (FUDEU, 1999), soit une augmentation de 80 % depuis 1988. Comme l'aire métropolitaine de San Salvador dans Le Salvador, elle présente une croissance discontinue, une sorte d'agrégation de centres de population autrefois dispersés. Mais l'une des particularités de cette agglomération urbaine est que quatre des six principales villes du pays sont situées dans la région métropolitaine, avec des distances ne dépassant pas 20 kilomètres entre elles. (Lungo, 2004, p. 267)

En termes d'expansion de la tâche urbaine (Voir la figure 5) en 1975, trois de ses villes les plus importantes étaient déjà constituées : Alajuela, Heredia et San José. Pour l'année 1996, la tendance à la croissance a continué dans ces trois villes mentionnées précédemment , cette année une expansion importante qui ne s'est pas concentrée uniquement sur les centres urbains, mais dans d'autres centres qui ont été habités en raison du processus de conurbation qui a eu lieu. Il montre, une tâche urbaine en croissance constante principalement au sud et à l'est de San José. En 2014, nous observons une augmentation de la tâche urbaine en particulier dans la partie sud et ouest de San José, répétant le modèle de croissance depuis 1975, et on observe également une croissance au nord des villes d'Alajuela et Heredia. La grande aire métropolitaine (GAM) formée par les villes de San José, Alajuela, Heredia et Cartago, habite près de 53 % de la population totale du pays dans seulement 3,8 % de la population du territoire national. (Vargas-Bolaños, Orozco-Montoya, Vargas-Hernández, & Aguilar-Arias,2019,p.81)

Honduras

La ville de Tegucigalpa est appelée le District central (DC) et est composée de deux villes voisines Tegucigalpa à l'est et Comayagüela à l'ouest qui ont été fusionnées en 1898, partageant leur richesse territoriale en tant que siège constitutionnel du gouvernement de la République du Honduras. Leurs populations représentent 25 % de l'urbanisation du pays. Ces villes ne sont séparées que par le fleuve Choluteca, dont les eaux traversent la capitale du sud au nord. Tegucigalpa se trouve à l'est du fleuve et Comayagüela à l'ouest ; malgré cette séparation hydrographique, les deux villes ont une continuité urbaine, parviennent à entretenir des relations et s'enrichissent mutuellement en se complétant malgré leurs différences. (BID, NDF, 2015)

En termes d'expansion de la tâche urbaine (Voir la figure 6) , en 1975, Tegucigalpa s'est caractérisée pour une tâche de étant compacte et petite avec quelques conurbations vers Comayagüela. En 1995, la tâche urbaine s'est progressivement étendu vers l'est et l'ouest; enfin, pour 2014, Il se distingue une plus grande périphérie vers toutes les directions et suivant le modèle des principales routes de communication.

Guatemala

Actuellement, il n'existe pas encore d'aire métropolitaine officiellement reconnue. Pour les données, nous nous appuyons sur les données présentées dans la proposition d'un espace-laboratoire de prospective collaborative appelé « Metrópolis Central Colaborativa 2050 » (MCC 2050). L'aire métropolitaine, est provisoirement composé de 44 municipalités (4,5 millions d'habitants) dans 5 départements. Le groupe formé par les municipalités de la Ville de Guatemala, Mixco et Villa Nueva est considéré comme la « centralité métropolitaine » (2 millions d'habitants). Il concentre 30% de la population totale du pays (20% seulement pour le département de Guatemala), et près de 60% de la population urbaine. La notion d'aire métropolitaine n'est généralement appliquée qu'au département du Guatemala, la notion de « région métropolitaine » existe également dans la planification. Le pays compte 341 municipalités et 22 départements. (Universidad Nacional de Ingeniería; Apoyo Urbano, 2022, p. 8)

La ville de Guatemala a eu un processus de métropolisation depuis 1950, décennie depuis laquelle on commence à dépasser les limites juridictionnelles de la municipalité de Guatemala. En termes d'expansion de la tâche urbaine (Voir la figure 7) ; depuis 1975, nous pouvons observer que la tâche urbaine de la ville de Guatemala a un processus de conurbation vers d'autres municipalités, qu'en 1995, ce est consolidé jusqu'à relier à l'intérieur de la tâche urbaine des municipalités comme Colonia Santa Marta, Candelaria, Santa Catarina Pinula et Villa Nueva, montrant un modèle de croissance dans toutes les directions et avec un rythme accéléré en 20 ans. En 2014, nous pouvons remarque que la croissance n'est pas aussi visible, et celle-ci s'intensifie au nord-est et au sud-ouest.

Le Salvador

L'aire métropolitaine de San Salvador (AMSS) est composée de 14 municipalités, avait une population d'environ 1,5 million d'habitants en 1995, est passée à 2 millions en 2000 et restent dans cette quantité approximative actuellement. Malgré la forte densité de population du pays et de la ville, le modèle de construction montre une faible densité en termes de construction. Cependant, le principal problème est la discontinuité et l'utilisation de zones à haut risque pour la construction de logements pour les secteurs à faibles et à hauts revenus. Les catastrophes naturelles telles que le tremblement de terre du 13 janvier 2001 en sont une preuve évidente. (Lungo, 2004, p. 266-267)

En termes d'expansion de la tâche urbaine, après les années 1940, il a commencé à étendre sa structure réticulaire vers la périphérie, formant la zone métropolitaine de San Salvador (AMSS) entre 1945 et 1965 (Lungo, 1999). À partir de 1975 (Voir la figure 8) d'importants centres étaient déjà constitués

urbains comme Nueva San Salvador (Santa Tecla), San Marcos, Mejicanos et Soyapango qui étaient reliés à l'AMSS par les voies d'accès, mais sans processus de conurbation importants. La situation antérieure a changé en 1995, lorsque l'on a constaté que ces centres urbains faisaient

partie de la zone urbaine de San Salvador, qui s'étendait vers toutes les directions. Pour 2014, la tache urbaine de San Salvador est d'environ 12 400 ha, mettant en évidence sa croissance vers la proximité des aires protégées et montre une limite d'expansion urbaine vers ces secteurs. (Orozco et al., 2015)

Nicaraguas

La définition utilisée pour l'Aire métropolitaine de Managua provient d'une proposition de 9 municipalités (de 2 départements, Managua et Masaya) qui sont parties du Maire de Managua, basée sur des tests d'échange par les municipalités en 2019. Elle compte 2 millions d'habitants, un tiers de la population nationale et 55% de la population urbaine. Il y a une délimitation de la « Region métropolitaine », qui représente la zone d'influence de la capitale, qui comprend 30 municipalités dans 4 départements. Le Nicaragua est divisé en 15 départements et 2 régions autonomes. Les départements sont divisés en 153 municipalités. (Universidad Nacional de Ingeniería ; Apoyo Urbano, 2022, p.8)

En termes d'expansion de la tâche urbaine , Depuis 1975(Voir la figure 9) Managua commence un processus de conurbation avec d'autres centres urbains proches de la capitale ; puis pour 1995, la croissance est orientée vers l'est et le sud de la capitale, et enfin pour 2014, son expansion montre une croissance vers le secteur ouest, constituant un processus de périurbanisation.

Belize

La ville de Belmopan est l'une des plus récentes capitales d'Amérique. Elle a été fondée en 1970 lorsque la ville de Belize, l'ancienne capitale du Belize, a été détruite par un ouragan en 1969. Belmopan a été fondée pour développer son secteur industriel, avec une superficie de 167 hectares en 1984, situé autour de la réseau routier environnant. En termes d'expansion de la tâche urbaine, en 1995, le territoire de la ville a continué à s'étendre au sud et à l'ouest, générant un schéma d'agglomération plus visible vers autres centres urbains. Déjà pour 2014 l'expansion urbaine de Belmopan est surprenant, croissance 4.5 fois plus par rapport à la 2014.(Orozco et al., 2015).

En se basant sur la publication de la revue géographique de l'Amérique centrale, vol.1, numéro.64, page 59-91 de 2020 où est présentée une étude de cas nommée : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014) (« Metodología para la determinación del crecimiento de la mancha urbana en las capitales de la región centroamericana (1975-1995-2014) ») réalisé par l'Université Nationale du Costa Rica. Nous présentons, les cartes de l'étude, afin d'illustrer de manière spatiale comment étaient les processus d'expansion de la tache urbaine des villes précédemment présentées :

« Croissance urbaine et sa périphérie Ville de Panama, Panama. 1979-1997-2015 »

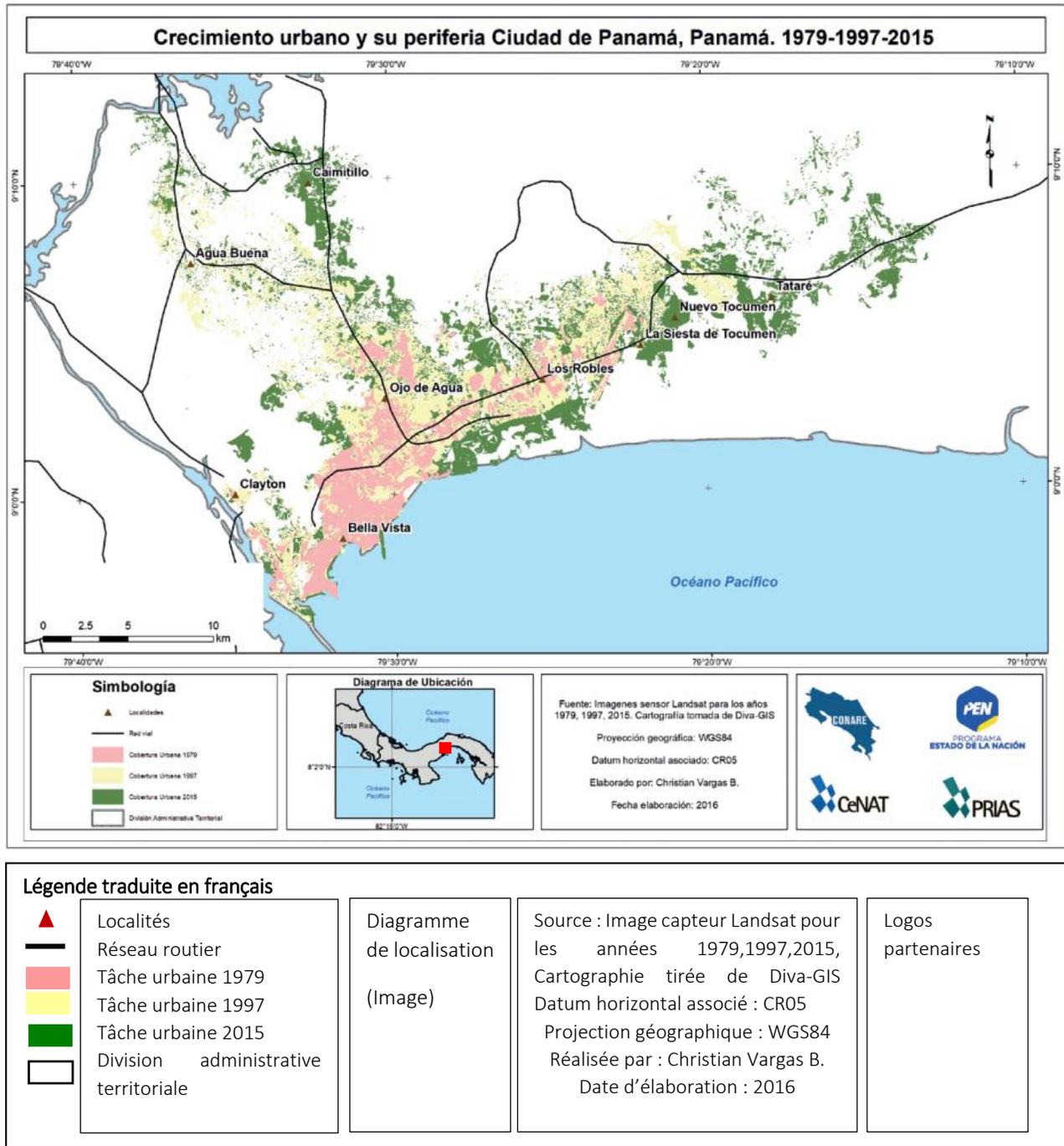
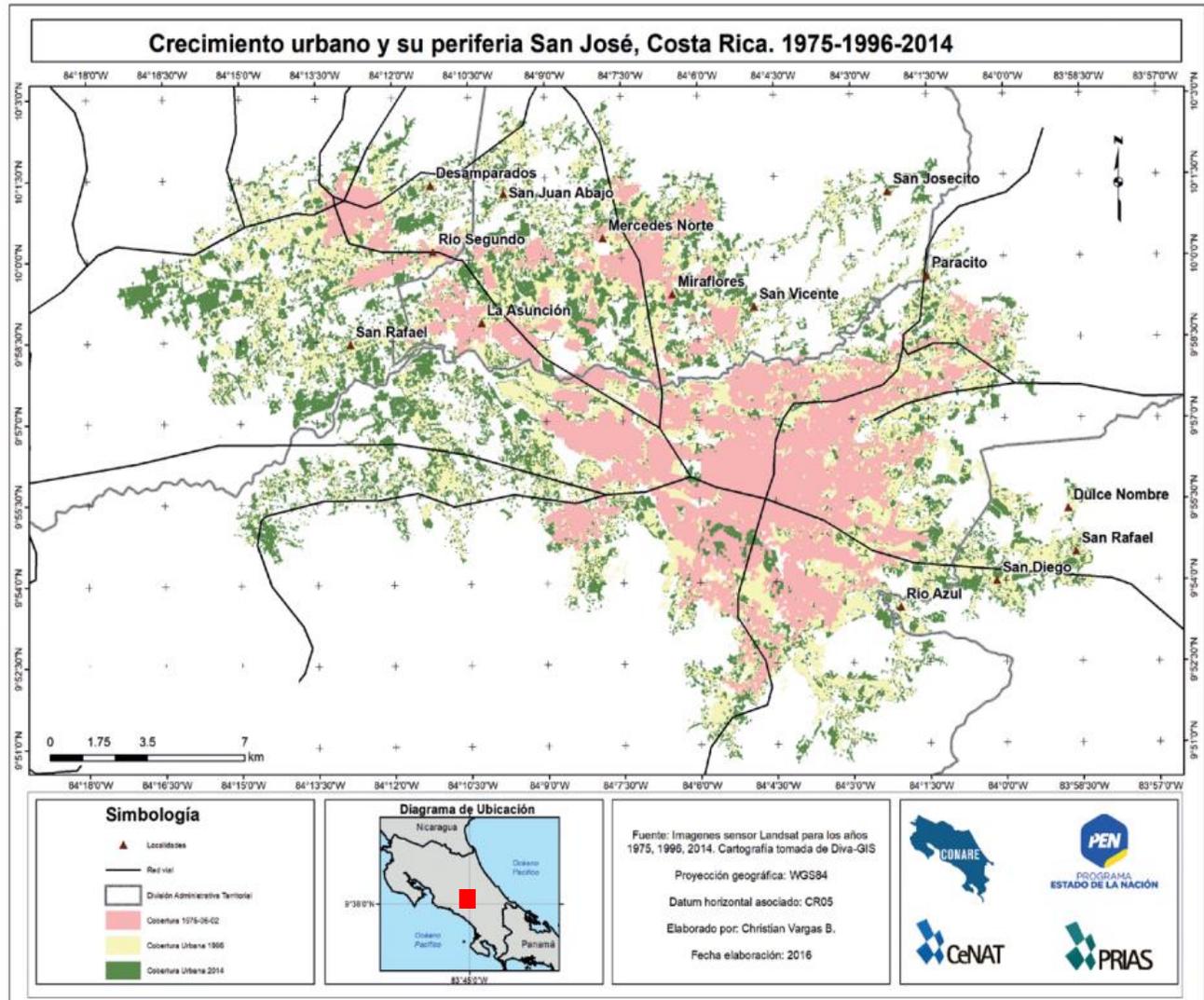


Figure 4- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Panama City, Panama, années :1979, 1997 et 2015
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie San José, Costa Rica 1975-1996-2014 »



Légende traduite en français

▲	Localités	Diagramme de localisation (Image)	Source : Image capteur Landsat pour les années 1979,1997,2014, Cartographie tirée de Diva-GIS Datum horizontal associé : CR05 Projection géographique : WGS84 Réalisée par : Christian Vargas B. Date d'élaboration : 2016	Logos partenaires
—	Réseau routier			
□	Division administrative territoriale			
■ (pink)	Tâche urbaine 1975			
■ (yellow)	Tâche urbaine 1996			
■ (green)	Tâche urbaine 2014			

Figure 5- Comparaison de la croissance tâche urbaine de San José, Costa Rica, années :1979, 1997 et 2014
Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie Tegucigalpa, Honduras. 1975-1995-2014 »

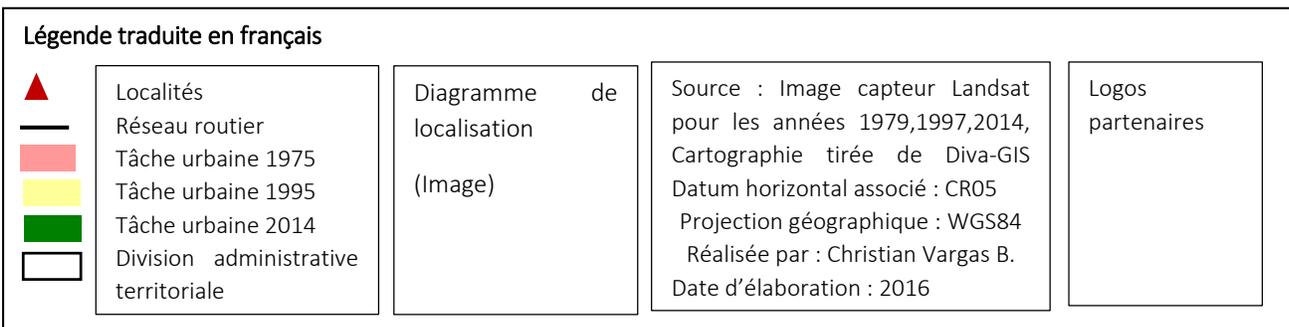
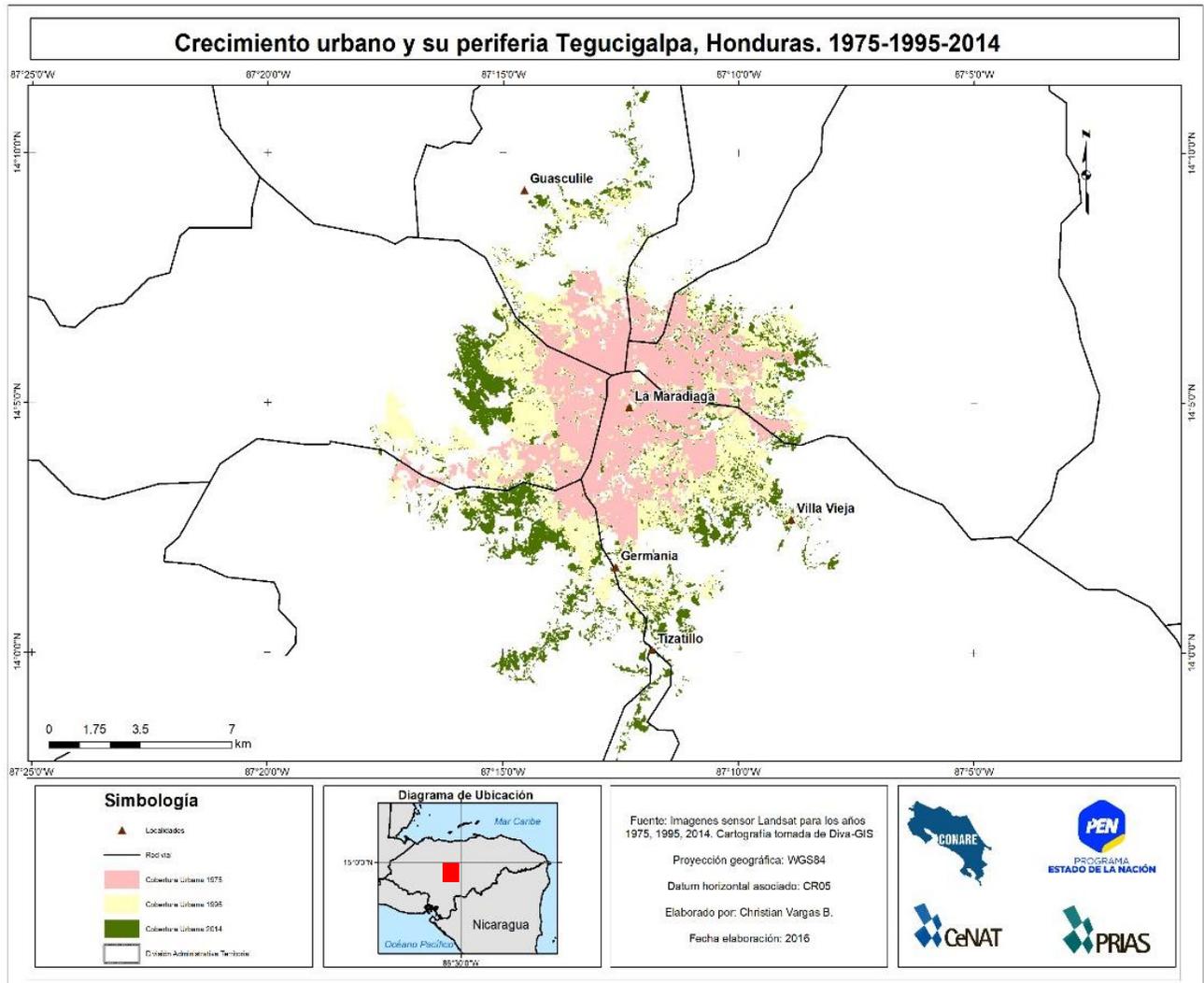
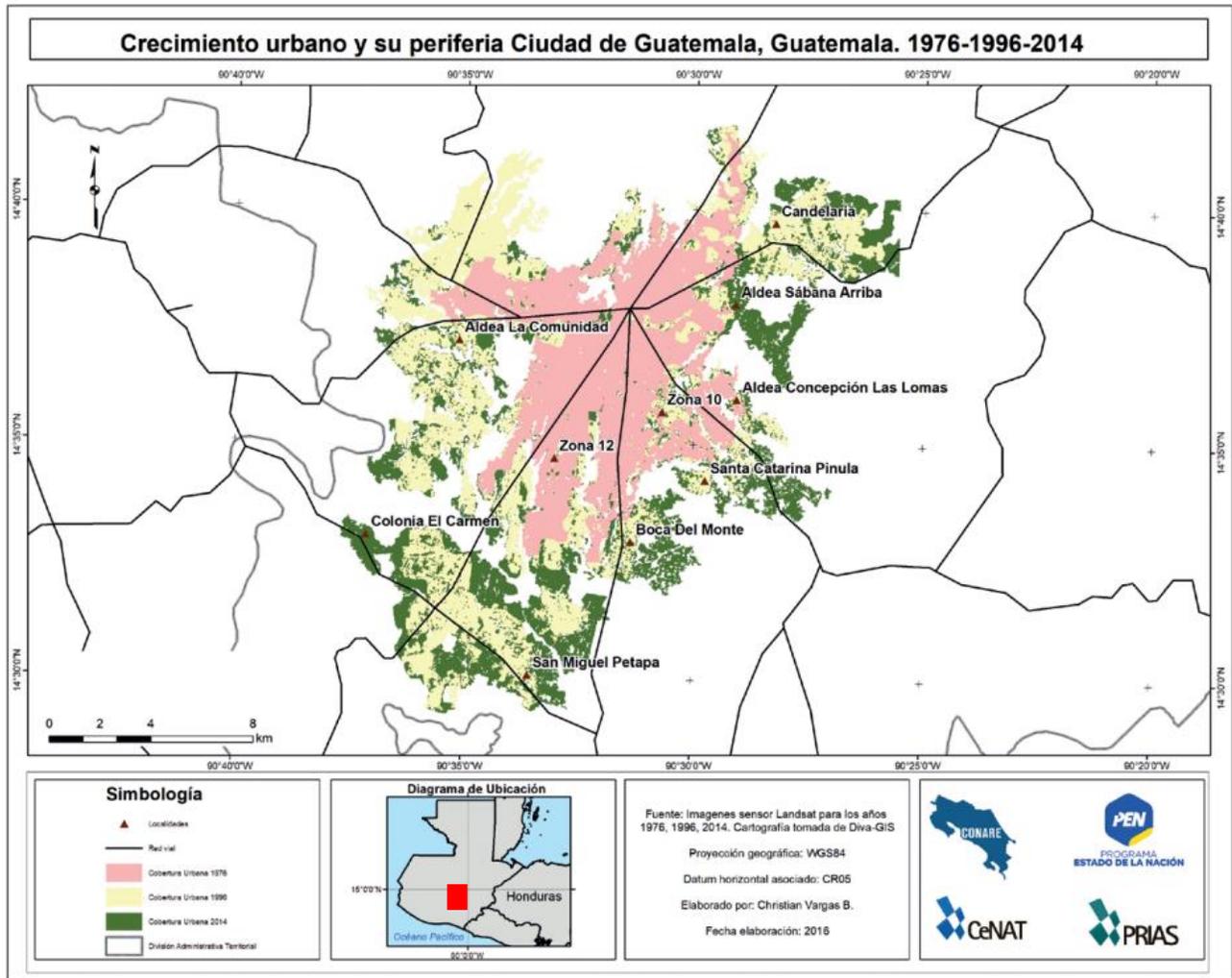


Figure 6- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Tegucigalpa, Honduras, années :1975, 1995 et 2014
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie Ville de Guatemala, Guatemala. 1976-1996-2014 »



Légende traduite en français

<p>▲ Localités</p> <p>— Réseau routier</p> <p>■ Tâche urbaine 1976</p> <p>■ Tâche urbaine 1996</p> <p>■ Tâche urbaine 2014</p> <p>□ Division administrative</p>	<p>Diagramme de localisation (Image)</p>	<p>Source : Image capteur Landsat pour les années 1976,1996,2014, Cartographie tirée de Diva-GIS</p> <p>Datum horizontal associé : CR05</p> <p>Projection géographique : WGS84</p> <p>Réalisée par : Christian Vargas B.</p> <p>Date d'élaboration : 2016</p>	<p>Logos partenaires</p>
---	--	---	--------------------------

Figure 7- Comparaison de la croissance tâche urbaine ville de Guatemala, Guatemala, années :1976, 1996 et 2014
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie San Salvador, Le Salvador. 1975-1995-2014 »

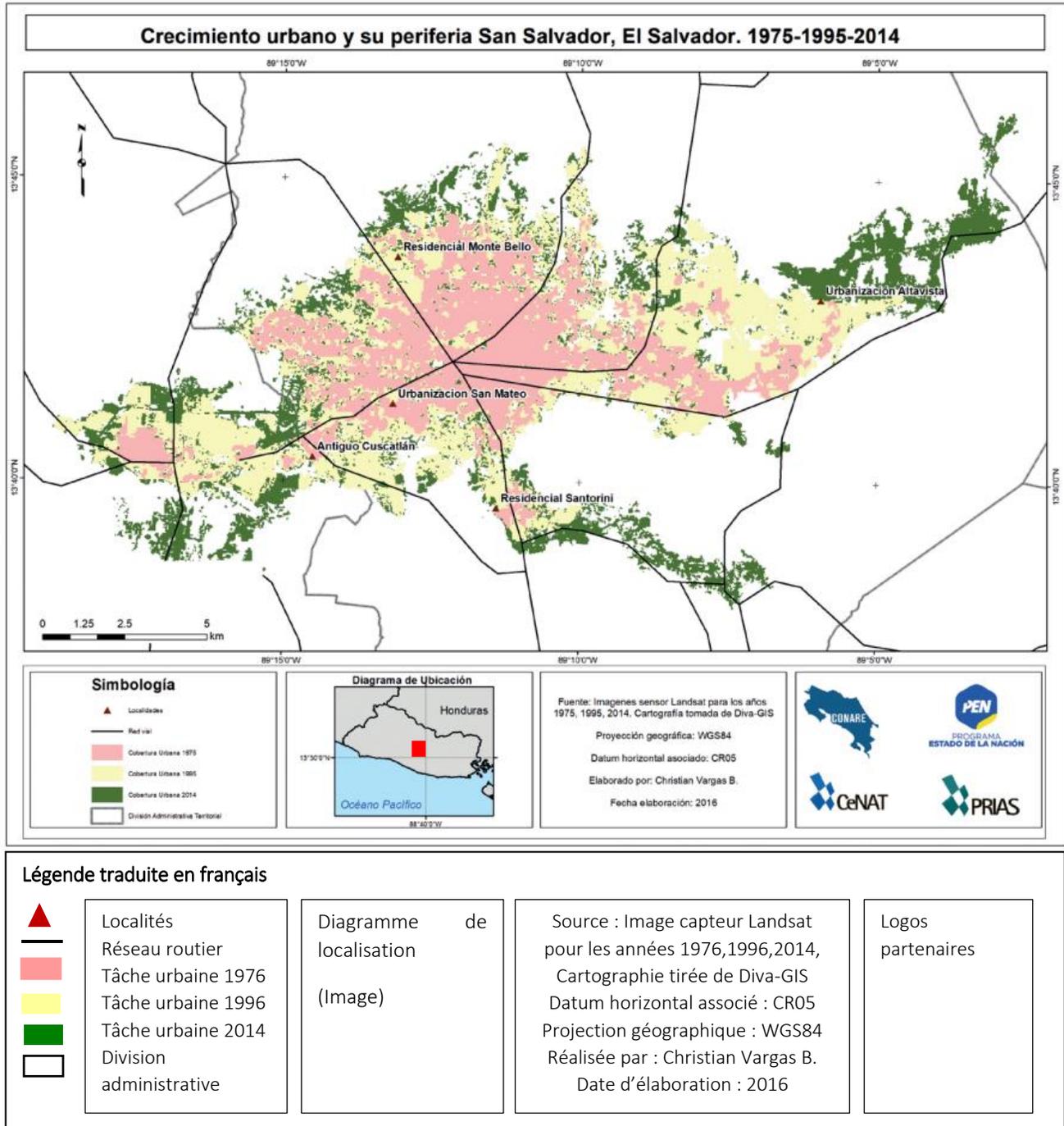


Figure 8- Comparaison de la croissance tâche urbaine de San Salvador, Salvador,, années :1976, 1996 et 2014
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie Managua, Nicaragua. 1975-1996-2014 »

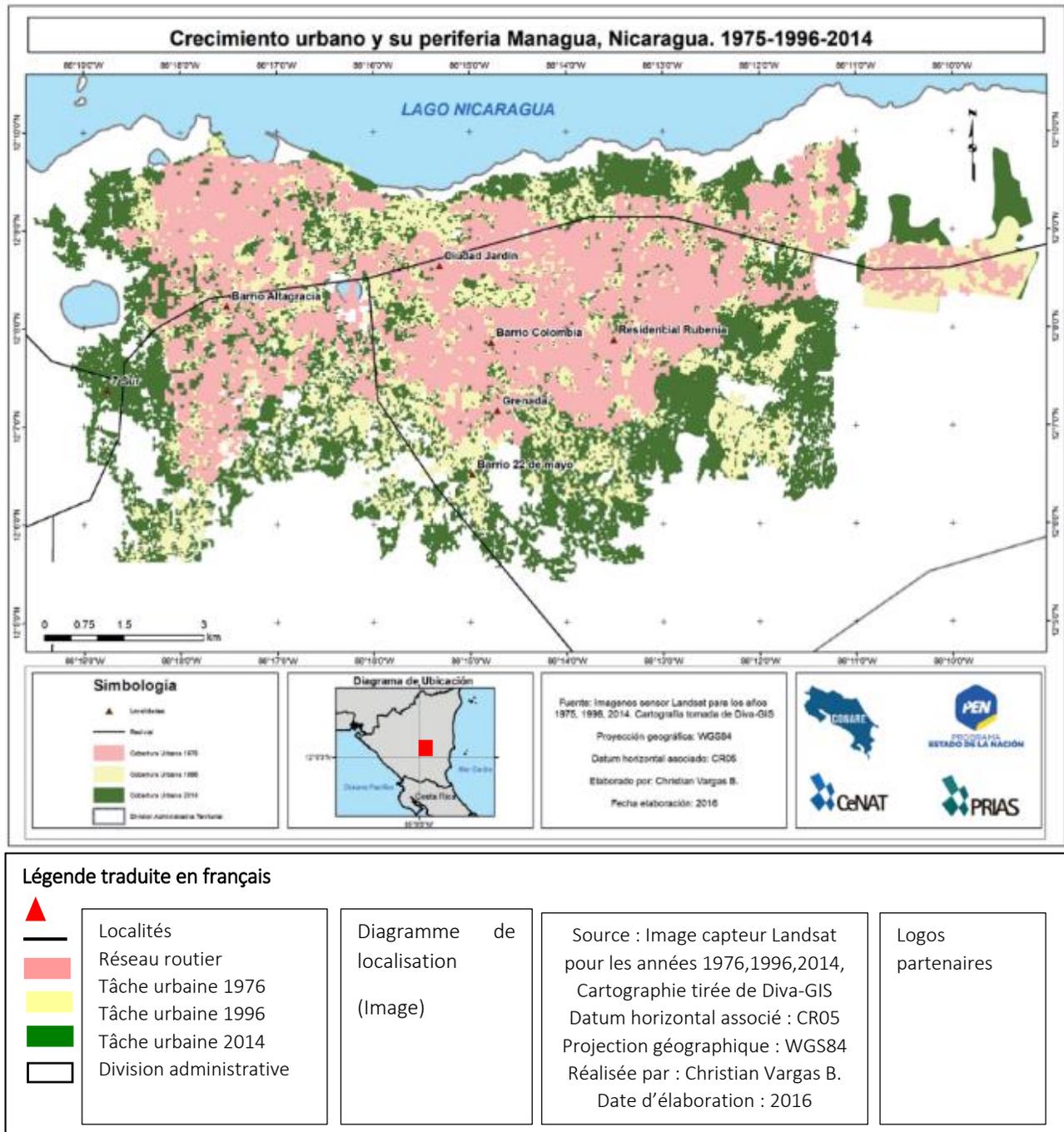
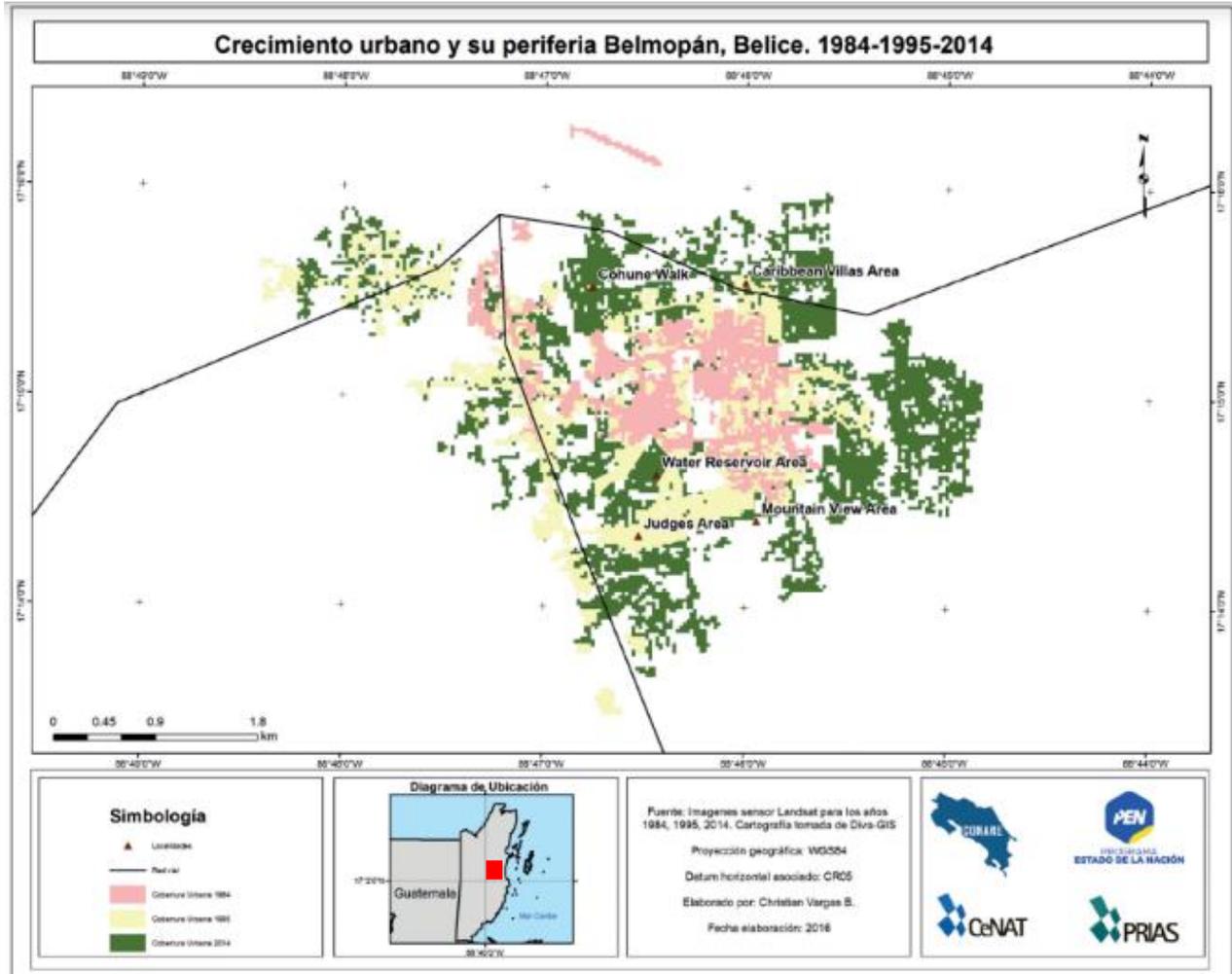


Figure 9- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Managua, Nicaragua,, années :1976, 1996 et 2014
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

« Croissance urbaine et sa périphérie Belmopan, Belize. 1984-1995-2014 »



Légende traduite en français

- Localités
- Réseau routier
- Tâche urbaine 1984
- Tâche urbaine 1995
- Tâche urbaine 2014
- Division administrative

Diagramme de localisation (Image)

Source : Image capteur Landsat pour les années 1976,1996,2014, Cartographie tirée de Diva-GIS
 Datum horizontal associé : CR05
 Projection géographique : WGS84
 Réalisée par : Christian Vargas B.
 Date d'élaboration : 2016

Logos partenaires

Figure 10- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Belmopan, Belize,, années :1976, 1996 et 2014
 Source : revue géographique de l'Amérique centrale N°64(1) dans l'article : Méthodologie pour déterminer la croissance urbaine dans les capitales d'Amérique centrale (1975-1995-2014)
 Auteur cartographie : Christian Vargas B. à partir des images Landsat, 2016

Pour donner un exemple, qui illustre en une ligne de temps l'évolution de la planification urbaine, nous présentons l'exemple du Costa Rica pour remarquer l'élément historique en terme de dates clé pour comprendre l'évolution planificatrice

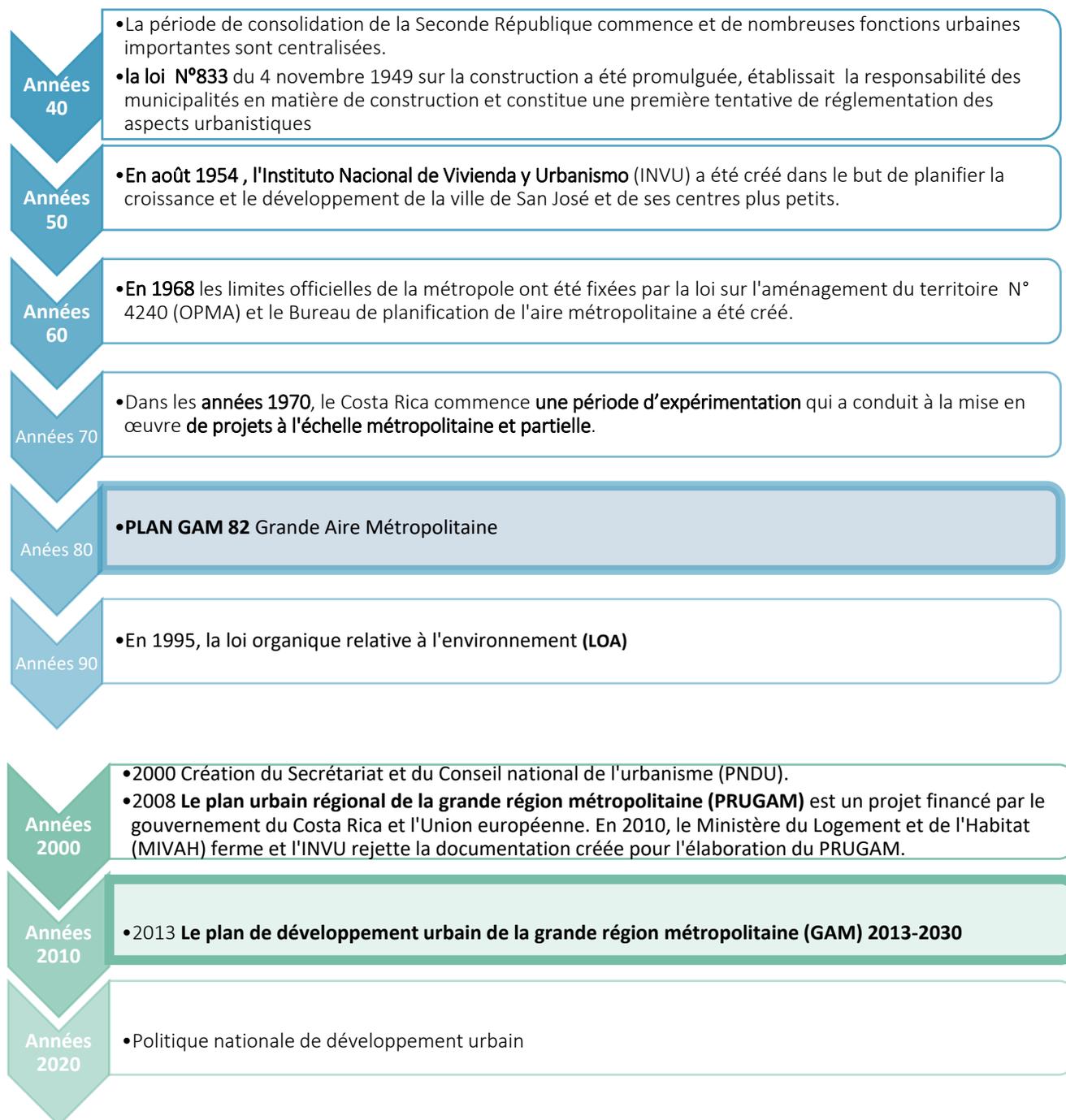


Figure 11- schéma processus et outils de planification Costa Rica
Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023.

1.3 Un future planifié : la projection d'une vision stratégique d'avenir comme outil de développement urbain

L'étude de l'évolution historique de la planification urbaine en Amérique centrale principalement au Panama et au Costa Rica au sein de mon stage, révèle des plans élaborés avec une vision prospective, en particulier dans les aires métropolitaines avec une vision de 15 à 20 ans de développement, avec l'objectif de créer une vision stratégique à long terme, des mutations transcendantes dans le territoire, et c'est ainsi que la complexité urbaine devient évidente. Les défis sont compris comme faisant partie d'un système de collaboration qui doit être aligné dans une amélioration continue des stratégies durables dans le temps qui sont régies par des temporalités marquées par des problèmes avec des impacts à différents degrés, certains avec des solutions à court terme et d'autres avec des solutions qui ne seront visibles sur le territoire qu'après le suivi des actions à long terme. D'où la compréhension absolue et nécessaire de la planification dans une ligne de temps qui incorpore : le passé, le présent et le futur.

« La prospective est une anticipation pour éclairer l'action présente, c'est-à-dire la décision, à la lumière des futurs possibles et souhaitables. La prospective s'appuie donc sur les trois temps : passé, présent et futur, car il s'agit de réfléchir sur le passé pour éclairer les choix du présent et se préparer à l'action à venir, en faisant un pas de côté qui permet de se poser les bonnes questions, parfois décaler, pour sortir des visions binaires. L'objectif est de construire le présent en fonction de l'avenir (et non l'inverse). » (DREAL PACA, 2020)

Le philosophe Gaston BERGER a défini la prospective « à la française » à la fin des années 50, comme une posture avant d'être considérée comme une discipline ou une méthode.

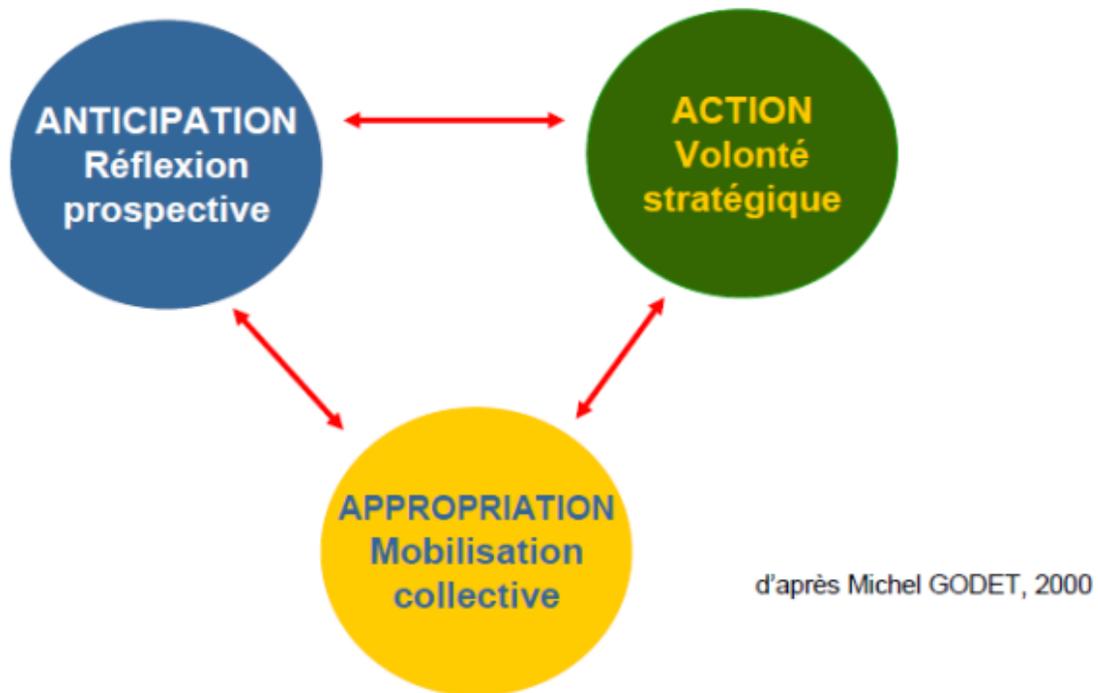
Il identifiait 5 fondamentaux :

- « **voir loin** : se tourner vers l'avenir, intégrer les dynamiques du changement et ne pas être que rétrospectif. »
- « **voir large** : associer des compétences, responsabilités et points de vue différents – exercice pluridisciplinaire, à construire en équipe pour mobiliser l'intelligence collective. »
- « **analyser en profondeur** : rechercher les facteurs déterminants, significatifs, réinterroger le passé. »
- « **prendre des risques** : développer une pensée « libre », non conformiste, qui présente des paris raisonnés sur l'avenir »
- « **penser à l'homme** : la prospective s'attache à l'homme, aux acteurs car, au bout de chaque décision, il y a non pas un objet, un concept ou un principe, mais un être humain. » (Ibid.)

Dans le même sens, la prospective est identifiée comme un concept relativement récent. L'un de ses principaux promoteurs a été le Français Michael GODET (économiste, titulaire jusqu'en 2014 de la chaire de prospective stratégique du CNAM (Conservatoire national des Arts et Métiers), qui a

établi que la création de scénarios était une action clé, dans laquelle il était possible de distinguer deux catégories de scénarios selon Godet(2007) : « Exploratoires : basés sur les tendances passées et présentes conduisant à des futurs. Et les scénarios anticipatifs ou normatifs : construits sur la base d'images alternatives de l'avenir, qui peuvent être souhaitables ou, au contraire, non souhaitables ». (Rivera, 2017)

Le schéma ci-dessous proposé par Michel GODET et repris par tous les prospectivistes en mettant en évidence l'interrelation qui doit exister entre les trois composantes essentielles du processus de la prospective :



*Figure 12- schéma corrélation entre 3 actions processus de la prospective
Source : Michel GODET, 2000, présenté dans la fiche DREAL PACA, 2020*

Dans la logique du triangle grec, le bleu de l'anticipation ne peut être transformé en vert de l'action que par le jaune de l'adaptation des acteurs impliqués (Godet, 2004).

Sur la base des idées de Godet, plusieurs concepts associés à la prospective en tant qu'outil de planification ont été développés. À partir de là, les pays européens et les États-Unis ont encouragé la création de scénarios pour analyser l'avenir possible dans divers domaines. Dans de nombreux cas, des bureaux gouvernementaux sont associés aux efforts de planification à l'aide d'outils de prospective. Les pays d'Amérique latine ont également mis en œuvre des actions, à des rythmes différents, tentant par de multiples efforts d'intégrer la prospective dans leurs tâches gouvernementales. (Hernández, 2023)

En ce qui concerne la trajectoire de l'expérience de prospective territoriale en Amérique latine, les années 80 et 90 se distinguent et prennent encore plus d'essor à partir de 2000. La nécessité d'élaborer des plans à long terme avec une vision d'avenir est considérée comme un mécanisme permettant de faire face aux défis croissants pour équilibrer les ruptures territoriales et, à son tour, créer un système urbain plus durable.

En Amérique latine (AL), des efforts sont faits pour mettre en œuvre 3 types de prospective territoriale (Vásquez, 2016) :

- **Cognitive** : Analyser et comprendre les forces qui interagissent structurant l'avenir d'un territoire, et qui vise principalement à reconnaître les tendances du passé et les faits porteurs d'avenir.

Les tendances remarquables AL : renforcement de la communauté universitaire, bases de données, études, exercices et publications.

- **Stratégique** : Cherche à anticiper les évolutions du territoire pour agir en façonnant l'avenir souhaité.

Les tendances remarquables AL : Difficultés de connexion avec les décideurs, culture politique, interruption des efforts, cycles de réussite et d'échec.

- **Participative** : Vise à faciliter le dialogue des acteurs sociaux et exprimer leurs visions de l'avenir

Les tendances remarquables AL : Expériences pilotes, consolidation des processus locaux, culture participative, méthodes créatives, fondées sur les TIC (Technologies de l'information et de la communication)

En termes d'objectifs principaux, nous soulignons :

- Promotion de la compétitivité et du développement intégral des habitants comme objet de ce type de prospective

- Articulation du territoire aux dynamiques globales ; en comprenant les agendas avec une vision d'implication internationale (L'Agenda 2030).

Pour atteindre ces objectifs, les produits suivants sont recherchés : plans de développement local et régional, plans d'aménagement du territoire et programmes régionaux de compétitivité, science et technologie et innovation.

Après ce qui précède, nous présentons 2 exemples de plans à long terme en vigueur au Costa Rica et au Guatemala.

Plan GAM 2013-2030



En 2013 a été approuvé le PLANGAM 2013 avec une vision à l’horizon 2030, préparé par l’Institut technologique du Costa Rica avec de nombreux apports du projet PRUGAM. Le PLAN GAM reprend conceptuellement la vision d'une ville compacte et dense. Le plan s'appuie sur le concept de Centralités denses intégrales (CDI) afin de tirer profit de la structure installée dans les centres urbains et de réduire les temps de déplacement des habitants ; Ce modèle vise à générer des centralités qui génèrent des circuits de proximité en termes de services, ce qui implique d'améliorer l'offre d'emplois et d'institutions locales. Ce type de proposition touche à différents aspects du développement urbain, tant environnementaux que sociaux, et génère en même temps des pratiques plus durables.

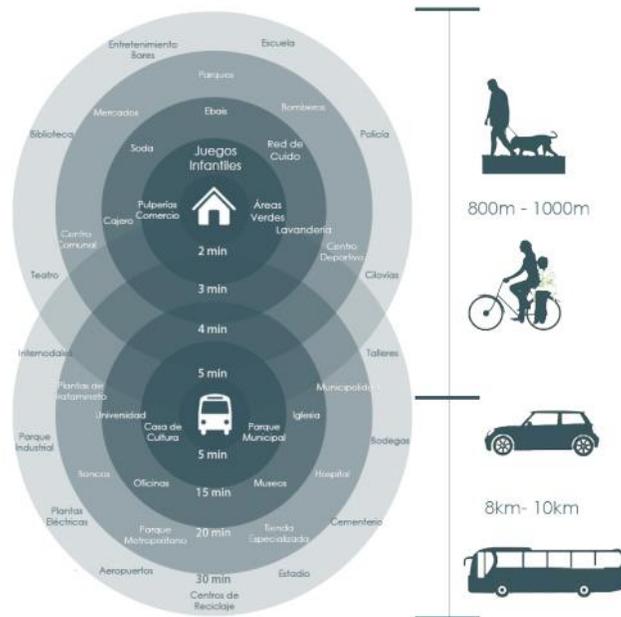


Figure 13- schéma Distances appropriées pour le modèle CDI
Sources : Rapport Plan Gam 2013 volet urbain régional p. 11

Le plan promeut également la « Construction Durable » et la réduction des déplacements motorisés pour encourager l'utilisation, diversifier les alternatives de mobilité et améliorer le système de transport public en réduisant les 4,7 millions de tonnes de CO2 générées par le transport en raison du modèle urbain des sept (« logement urbain, environnement urbain, économique, social, institutionnel, infrastructure et réseaux et transport et routes ») au total dans le pays. Parmi ses principales actions, la cartographie a été mise à jour et de nouvelles procédures ont été définies pour la compatibilité du périphérique urbain avec les zones de viabilité environnementale. Soutenu par une méthodologie complète et accessible de plus de 40 pages de mécanismes de mise en œuvre qui définissent les processus à suivre, les acteurs impliqués et les indicateurs, le plan vise également à promouvoir des initiatives réglementaires régionales pour renforcer la sécurité des investissements nationaux et étrangers. (TEC I Tecnológico de Costa Rica, 2017)

Le plan analyse la dimension logement par tendances : « Zones agricoles à préserver », « Centres urbains à densifier », « Périphérie urbaine à articuler » et « Zones détériorées à revaloriser ». Dans le même sens, fait la référence à la « Construction Durable et Architecture Bioclimatique » et la notion de leurs guides pour obtenir les certifications bioclimatiques et souligne l'importance de la notion à la réhabilitation vs nouvelle construction. (MIVAH, 2013)

L'analyse s'articule en 3 approches stratégiques : préserver, transformer et inverser

La dimension environnementale du Plan GAM 2013 envisage à articuler ses actions avec le développement de la gestion environnementale au niveau régional et à respecter l'autonomie locale des communes qui devront élaborer leurs plans au niveau du Canton. Ce plan est une mise à jour du Plan GAM 82 basée sur les études générées par PRUGAM et POTGAM, y compris la collecte d'informations géographiques. Il aborde ses problématiques depuis l'approche de restauration de l'écosystème et à souligner que dans que toutes les stratégies du système urbain intègrent la composante environnementale à différentes échelles, avec l'objectif de : intégration et gestion des voies biologiques, restauration des zones de protection des rivières et conservation stratégique des utilisations agro-productives.

La dimension transport et mobilité urbain vise à préserver davantage la Zone de Protection et de Conservation, ainsi que la Zone de Production Agricole, régulant ainsi l'ouverture de nouvelles rues publiques, en conceptualisant les voies touristiques, à faible impact, en tant que voies à faible vitesse et avec des exigences de protection, l'objectif est de reformuler la hiérarchie routière et élargir l'offre de déplacements donnant ainsi l'accès au centre de San José, et la récupération des espaces intérieurs pour les piétons, les vélos et les transports publics.

Dans le volet gestion du Plan GAM 2013 José Miguel Fernández Guell définit la planification stratégique comme : « C'est un processus systématique, créatif et participatif qui jette les bases d'une action à long terme, qui définit le futur modèle de développement, qui forme la stratégie et

les lignes d'action pour atteindre ce modèle, qui établit un système continu de prise de décision et qui implique les acteurs locaux tout au long du processus. » (MIVAH, 2013, p. 6)

Les éléments précédemment présentés indiquent que le plan a été élaboré en mettant l'accent sur les pratiques de développement durable en tant qu'outil de résolution des problèmes actuels.

Plan K'atun



Le plan National de développement, k'atun constitue un l'horizon qui permet au pays de tracer la voie du développement au cours des 20 prochaines années. Il propose une vision commune du pays, un rêve partagé, confiant dans un avenir différent et meilleur. « Le Plan National de Développement : K'atun, Nuestra Guatemala 2032, intègre la notion de durabilité et de résilience en termes économiques et environnementaux ; la promotion de la l'équité sociale ; le respect du multiculturalisme et la défense des droits de l'homme; la consolidation de la démocratie, soulignant l'importance des libertés et de la participation citoyenne dans la gestion de l'amélioration des conditions de vie et les capacités productives de la population. » (Conadur; Segeplán, 2014, p. 5)

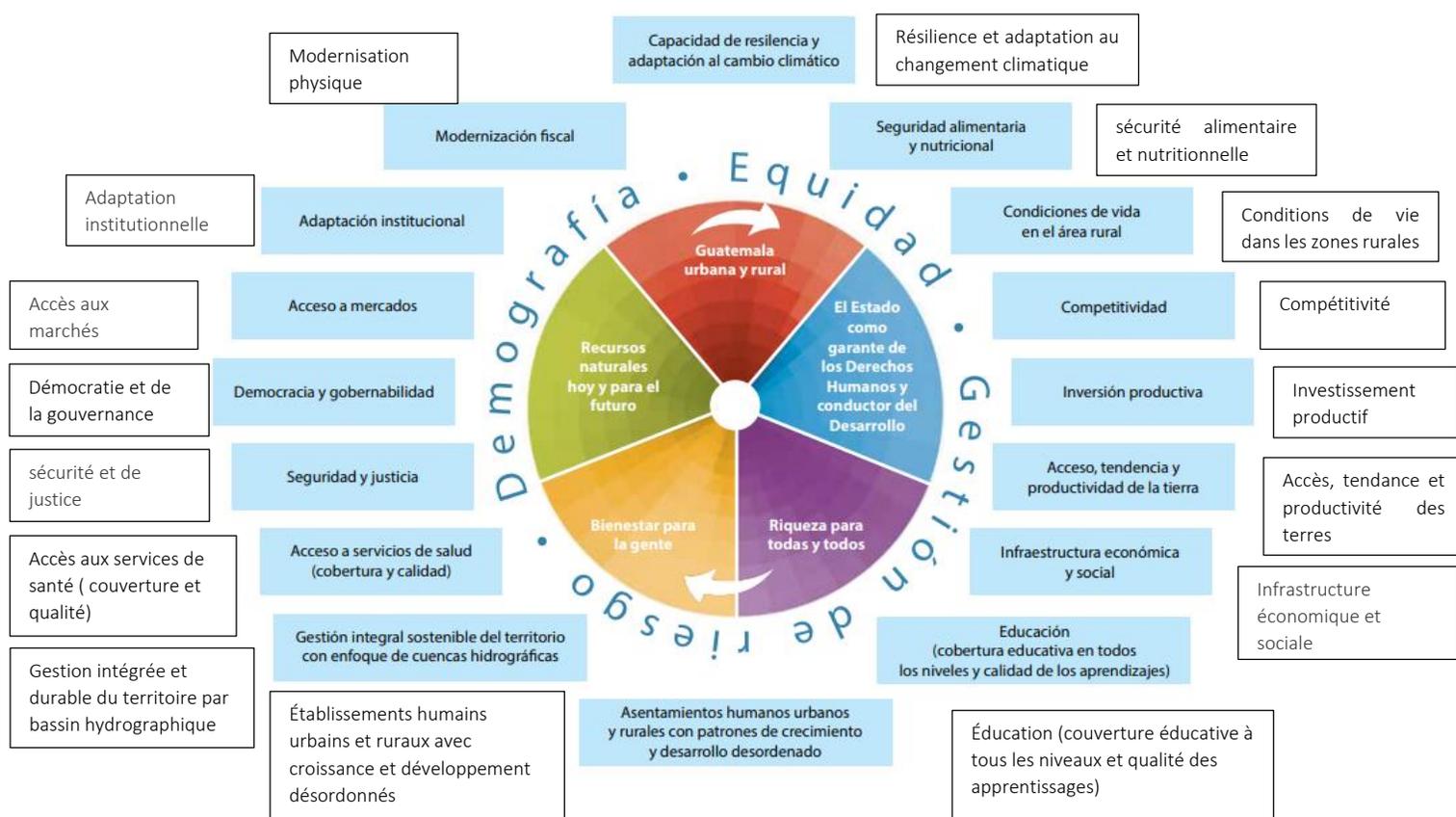
Le plan est structuré en 5 axes, chacun des axes du Plan expose le diagnostic situation qui les sous-tend et justifie, avec les énoncés et des idées contenues dans les dialogues citoyens. Sont inclus, également, objectifs, résultats et lignes directrices. Les 5 axes Plan sont les suivants :

- Guatemala urbain et rural
- Bien-être des gens
- Richesse pour toutes et tous
- Ressources naturelles aujourd'hui et pour l'avenir
- L'État en tant que garant des droits de l'homme et conducteur du développement

La phase de conception du Plan a été fondée sur la combinaison et adaptation de plusieurs méthodes de prospective, telles que outils conçus pour la problématisation, l'identification et hiérarchisation des variables, toutes contenues dans le diagnostic, les engagements énoncés dans les accords de paix et les résultats des dialogues citoyens. Dans la phase de priorisation a été choisie par la méthode d'analyse structurelle, comme base pour établir le comportement et tendance des variables dans le temps, ainsi que leur possible variation résultant de l'intervention prévue.

Pour diriger ce processus, les variables ont été triées et classées selon leur nature, c'est-à-dire, ils se sont séparés par dimension (sociale, économique, environnemental et institutionnel) et une analyse de relation. Une carte mentale a été utilisée pour l'analyse, avec d'organiser, de visualiser et d'étudier les problèmes de manière logique et structurée. Cela, afin de définir critères de décision et établir le niveau de priorité de chaque variable. (Ibid., .p.25)

Sur la base des seize variables, un panel de experts, dans le but de faire un exercice de prospective dans le cadre de l'analyse des scénarios, d'émettre un avis sur tendance et comportement de ces variables dans le temps. Il a abouti à des conclusions sur les principaux défis du pays et la façon dont ils doivent être traités. Le processus s'est déroulé avec la Commission K'atun du Conadur et a eu représentants du Gouvernement et autres experts invités. Comment résultats de l'exercice, les axes de développement et les variables prioritaires dans le plan



Note : Les tableaux sont ajoutés au schéma original à des fins de traduction

Figure 14- schéma axes et variables du Plan national de développement

Sources : Segeplán (2013). Variables prioritaires, Plan nacional de desarrollo.p.28

Considérant que la relation entre le développement humain et le territoire exige une approche théorique et méthodologique afin d'articuler une vision stratégique et globale pour les processus de planification et de gestion territoriale, Trois approches de la planification ont été identifiées dans « le Guide de planification du développement municipal ».

Le premier reconnaît que les buts et objectifs du développement humain se fondent sur les dimensions sociales, économiques, politiques, environnementales et culturelles du territoire déterminé, ainsi que sur la relation entre les personnes et l'environnement naturel.

Le deuxième, les processus d'aménagement du territoire sont la conséquence et à la fois, ils complètent la logique prospective pour modifier les conditions et dynamiques territoriales à partir des stratégies et actions délibérées de changement qui se posent dans un processus de planification (initiatives d'investissement social, économique et physique). Quoi qu'il en soit, les deux approches impliquent l'établissement de relations État-société-territoire axées sur le développement humain, la résilience, la durabilité et la sécurité humaine.

La troisième approche concerne le caractère transversal du territoire, qui se reflète dans la politique de l'État, les activités des ministères sectoriels, la coordination impulsée et les activités permettant de fournir des capacités et une gestion intégrée dans chaque domaine et niveaux d'intervention.

FOCUS PANAMA

Position géographique : La République du Panama est située sur l'isthme étroit qui relie l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, et sa capitale est la ville de Panama. Le pays est bordé au nord par la mer des Caraïbes, au sud par l'océan Pacifique, à l'est par la Colombie et à l'ouest par le Costa Rica. Son relief montagneux est interrompu par le canal de Panama, qui relie l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, ce qui en fait un lieu idéal pour le transit de marchandises au service de la communauté internationale (BID, ALCADÍA, pag29)

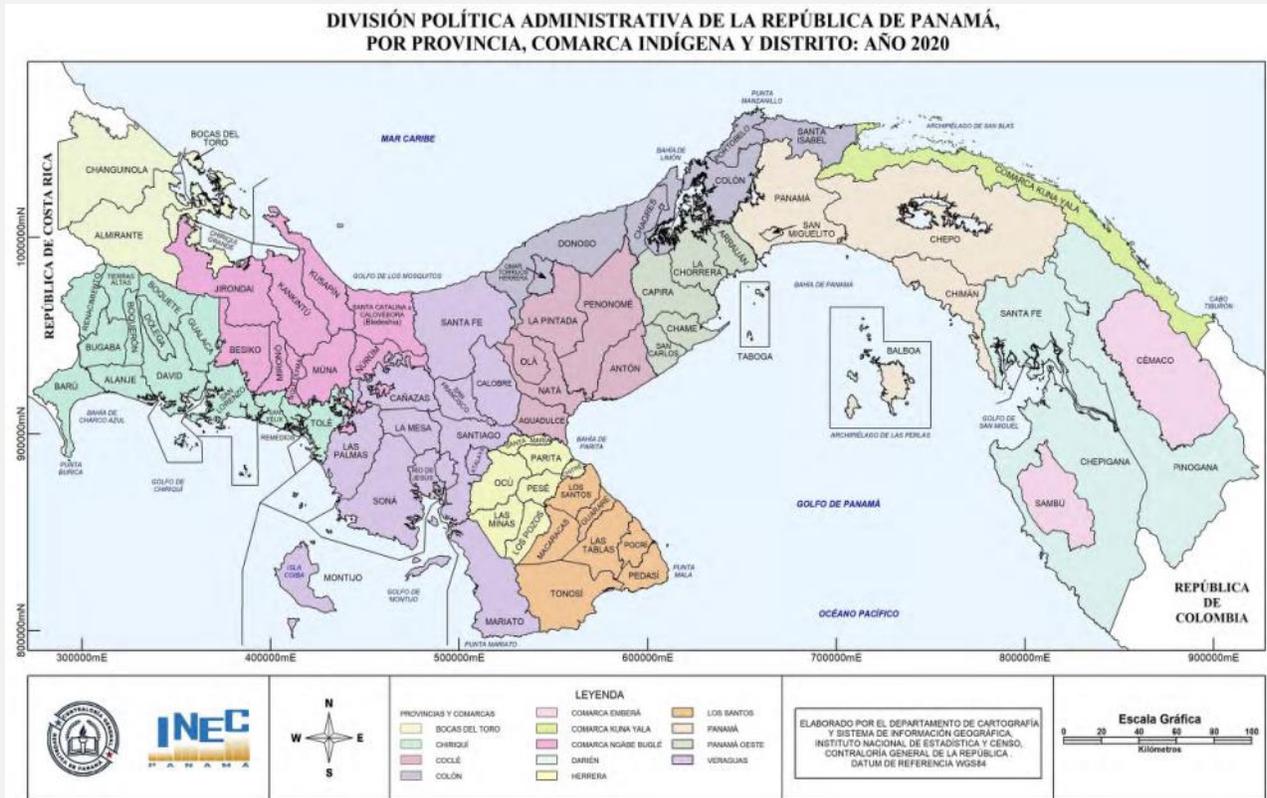


Figure 15- carte division politique administrative au Panama

Source : INEC, 2018

Administrativement Le Panama est composé de 10 provinces, 77 districts ou municipalités, 3 comarques autochtones (Kuna Yala, Emberá, Ngäbe Buglé) avec catégorie de province, 2 comarques (Kuna de Madungandí et Kuna de Wargandí) avec niveau de corregimiento, avec lesquels ils complètent un total de 655 corregimiento dans tout le pays (Données INEC).

Le Panama est un pays que contrairement à d'autres pays latino-américains, a connu un essor du commerce extérieur. Le degré de rattachement des groupes sociaux aux capitaux étrangers a défini les espaces occupés par les secteurs à haute et faible revenus. Les cycles de boom ou de récession économique et leur effet sur le transit interocéanique par l'isthme se reflètent notamment dans la croissance ou la décroissance de la population de la région métropolitaine.

II PARTIE

LES MECANISMES DE DEVELOPPEMENT DURABLE : UN CHEMIN STRATEGIQUE ENTRE LA PLANIFICATION ET LES DEFIS DE MISE EN APPLICATION

II. Les mécanismes de développement durable : un chemin stratégique entre la planification et les défis de mise en application

2.1 Les origines du développement durable

L'histoire du développement durable est récente, bien que les premières préoccupations environnementales soient apparues à la fin du XIXe siècle, quand les sociétés industrielles ont perçu les effets néfastes de la pollution et de l'utilisation intensive des ressources naturelles en raison des prises de conscience de l'homme producteur et consommateur dans son milieu naturel au XXe siècle. Il a fallu trente ans pour construire cette nouvelle conscience politique dans les milieux onusiens, depuis le Sommet de la Terre de Stockholm en 1972 jusqu'à Rio de Janeiro en 1992 et Johannesburg en 2002. Dans cette évolution, les préoccupations des États membres de l'ONU se sont progressivement étendues de la protection de l'environnement à une approche globale du développement durable qui encourage la participation de toutes les acteurs sociaux à travers le monde. (Lieberherr-Gardiol, 2007)

Le concept de « développement » né en 1949 dans l'espérance de l'après-guerre se fonde sur le grand paradigme occidental du progrès et consacre la primauté de l'économique et du technique sur le politique, le social et le culturel. Par conséquent, le concept de développement durable naît de la critique et de l'échec du modèle de développement d'après-guerre basé sur un mode de production-consommation.

La durabilité urbaine, elle prend véritablement forme avec le protocole de Rio de Janeiro (1992), qui encourage la mise en action d'Agendas 21 locaux définissant le cadre et les orientations du développement durable, mais le développement durable a aussi passé dans le discours quotidien comme mode intellectuelle, argument électoral, logo de produits de consommation, révélant le flou sémantique autour de ce concept.

La tendance de la durabilité urbaine est récente dans les courants d'urbanisme qui est relativement peu théorisée. Elle prend forme dans des expériences pilotes et préfigure d'une nouvelle culture urbanistique, qui pour certains était un contre-projet à l'urbanisme technocratique des Trente Glorieuses et pour d'autres une forme renouvelée de l'utopie urbaine. Ses principaux points de référence sont l'initiative locale Agenda 21 de Rio de Janeiro, la Charte d'Aalborg proclamée à la Conférence de Copenhague de 1994 et le troisième Forum urbain mondial de Vancouver en 2006. Quant aux principes du développement urbain durable, ils visent :

- Une maîtrise spatiale luttant contre l'expansion urbaine et pour une relation équilibrée avec la campagne,
- La préservation des espaces naturels en milieu urbain
- Un rééquilibrage des transports et le développement de la mobilité douce
- Un contrôle environnemental qui réduit la pollution et favorise les économies d'énergie et les matières recyclables
- Promouvoir la diversité fonctionnelle et sociale dans les quartiers qui luttent contre l'exclusion
- Participation démocratique des citoyens à la définition de leur environnement et des projets urbains

Ces principes soulignent les facteurs principaux orientant une grille de lecture des villes durables. Tout d'abord, la complexité de la matière et du vivant, la complexité des bâtiments et des infrastructures liées à l'innombrable acteurs public et privé, aux des nombreuses difficultés rencontrées dans la gestion institutionnelle à la démultiplicité des niveaux de décision. Ensuite, l'interdépendance des fonctions urbaines, des acteurs impliqués, des initiatives locales et des organismes de gestion et on même temps, l'interdépendance ville-campagne sur le territoire pour assurer une bonne qualité de vie. En troisième lieu, la diversité culturelle, ethnique, sociale, professionnelle est à la fois des dynamiques plus complexes d'intégration et comme dernier élément, la dynamique accélérée de changement à « l'écosystème urbains, les flux économiques, les territoires sociaux charges d'histoire et de culture, les cadres de vie quotidiens, les équipements collectifs jusqu'aux périphéries environnantes. » (Lieberherr-Gardiol, 2007, p. 375-376).

L'Initiative des villes émergentes et durables (ICES sigles espagnol) définit une ville durable comme « une ville qui offre une bonne qualité de vie à ses citoyens, qui minimise son impact sur l'environnement naturel, préserve ses actifs physiques et environnementaux pour les générations futures, et à travers cela favorise votre compétitivité. De la même manière, compte avec une administration locale avec une capacité fiscale et administratives pour remplir ses fonctions urbaines avec la participation active des citoyens » (BID, ALCALDÍA DE PANAMÁ, p.21)

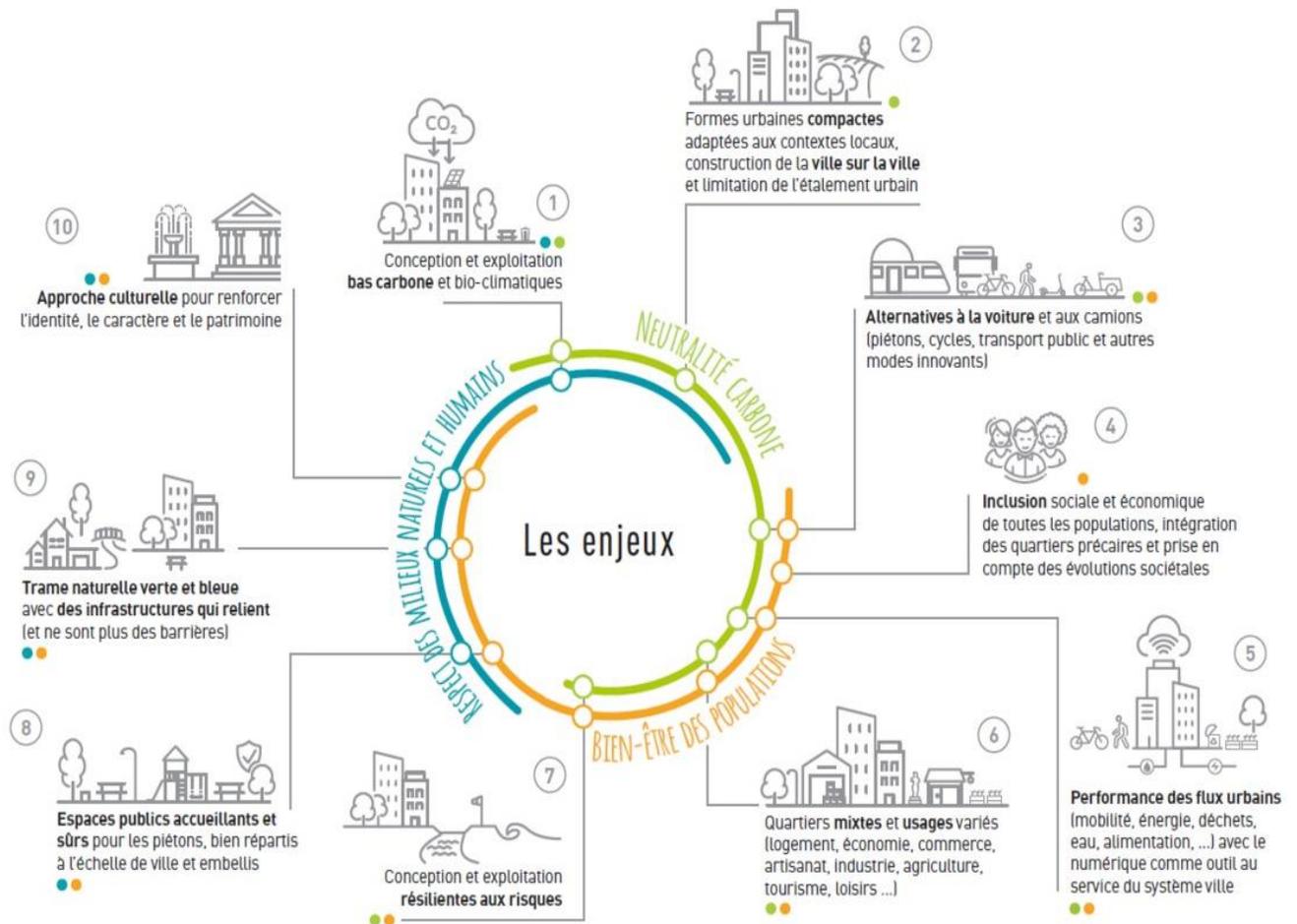


Figure 16- schéma les enjeux de la ville durable

Sources : egis-group.com – dans l'article ²: La ville durable face aux enjeux climatiques et sanitaires, 2020

Ce schéma illustre comment doit être l'intégration de tous les sous-systèmes de la ville à partir de 3 piliers et leurs stratégies.

- 1- Neutralité carbon
- 2- Bien-être des populations
- 3- Respect des milieux naturelles et humaines

² <https://www.egis-group.com/fr/articles/la-ville-durable-face-aux-enjeux-climatiques-et-sanitaires>

2.2 Un développement durable mesuré par des actions : l'agenda 2030 comme alternative stratégique



Source : ecologie.gouv.fr

« Les Nations Unies ont adopté, lors du sommet des 25 au 27 septembre 2015, un programme de développement durable ambitieux appelé « Transformer notre monde ». Au cœur de celui-ci, dix-sept Objectifs du Développement Durable, décliné en 169 cibles. ». Sa particularité : être universels, et donc applicables à tous les pays, et être interdépendants.

Le succès du cadre d'action repose entièrement sur la collaboration de l'ensemble des acteurs des 193 pays signataires (y compris les pays d'Amérique centrale étudiés : Panama, Costa Rica, Honduras, Guatemala, Le Salvador et Le Nicaragua) et sur l'implication de tout un chacun : à travers les industries, les pays, les strates opérationnelles, les dénominations sociales et caractéristiques qui nous rendent tous uniques.

« Une matrice enrichissant les Agenda 21 et sa transition 2030 Les « 17 ODD » : une approche systémique - L'Agenda 21 (adoptée 1992 /Sommet de la Terre) et - l'Agenda 2030 (adopté en 2015 en fusionnant les objectifs de l'Agenda 21 avec les « 8 objectifs du Millénaire ». Rappelons que les 17 objectifs de développement durable font suite aux 8 objectifs du Millénaire pour le développement et visent spécifiquement les pays en développement. Bien que des progrès aient été réalisés en 2015, les inégalités demeurent et certains progrès sont fragiles. Le nouveau plan d'action prend en compte la dimension « développement durable » et lie désormais les projets suivants : Financement (Conférence d'Addis-Abeba, juillet 2015), Développement-Durabilité-

Inclusion, Climat (COP21, fin 2015). (Cites Unies France, 2015)

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Figure 17- les 17 objectifs de développement durable
Source : cerema.fr

Les objectifs intègrent différents sujets qui sont interconnectés dans 4 thèmes principaux : sociale, environnementale, économique et d'alliance. « Ils sont interconnectés et permettent d'envisager le territoire dans sa globalité pour définir des solutions adaptées au contexte et aux objectifs spécifiques de chaque territoire ». (CEREMA, 2020)

Social	
 <p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p>	« Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » Petite rédaction des cibles
 <p>2 FAIM «ZÉRO»</p>	« Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable »
 <p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p>	« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous âge»

<p>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p> 	<p>« Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles »</p>
<p>Environnementale</p>	
<p>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p> 	<p>« Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau »</p>
<p>7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> 	<p>« Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable »</p>
<p>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> 	<p>« Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions »</p>
<p>14 VIE AQUATIQUE</p> 	<p>« Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable »</p>
<p>15 VIE TERRESTRE</p> 	<p>« Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres »</p>
<p>Économique</p>	
<p>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</p> 	<p>« Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »</p>

<p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> 	<p>« Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous »</p>
<p>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p>« Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation »</p>
<p>12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> 	<p>« Établir des modes de consommation et de production durables »</p>
<p>Alliance</p>	
<p>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p> 	<p>« Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable »</p>
<p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p> 	<p>« Partenariats pour la réalisation des objectifs »</p>

Source : données recensées de la publication de novago.coop ³, 2022
 Tableau réalisé par CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

Tous les pays d'Amérique centrale étudiés ont démontré qu'ils mènent de multiples actions (projets urbains, plans des gouvernements alignés, échanges de connaissances) pour générer de nouvelles transformations sur le territoire en se basant sur les 17 ODD. Dans le cas du Panama, il existe des plans gouvernementaux qui structurent leur contenu du point de vue des 17 ODD, dans le cas du Costa Rica, nous pouvons souligner les multiples efforts déployés pour améliorer ses stratégies environnementales (sur l'échelle de l'architecture, de la mobilité, des zones de protection et des certifications environnementales) et le cas du Honduras dans son plan d'action « Tegucigalpa y Comayagua Capital Sostenible, Segura y Abierta al Público » réalisé par la BID et NDS dans l'année 2015, avec un diagnostic fin des réalités et des indicateurs vers une

³ <https://www.novago.coop/17-objectifs-pour-sauver-le-monde/>

transformation plus durable. Il convient de souligner que ces trois pays disposent également de rapports annuels établis par les Nations unies dans chaque pays (Naciones Unidas en Panamá, Naciones Unidas en Costa Rica y Naciones Unidas en Honduras) où les résultats sont mesurés et les actions mises en évidence.

2.3 L'ouverture à l'international : reproduction des modèles urbains des références

Du milieu du XIXe siècle à nos jours, le développement de la discipline et de la pratique de l'urbanisme s'est accompagné de la diffusion internationale des modèles d'urbanisme et de l'échange transnational d'experts. Cependant, ce phénomène n'a suscité l'intérêt de la recherche que dans les années 1980. Plus tard, les études urbaines se sont intéressées aux particularités des villes coloniales et à l'exportation des modèles urbains occidentaux, d'abord au sein de projets impériaux puis dans des contextes postcoloniaux. Plus récemment, de nouvelles études empiriques ont révélé comment la mondialisation du commerce a entraîné une augmentation et une complexité des flux, des chaînes d'approvisionnement et des modèles d'émissions des pays au-delà de la trajectoire traditionnelle nord-sud traditionnelle. Enfin, le débat théorique sur les modèles, les pratiques et la circulation des idées d'urbanisme depuis les années 2000. (Chitti, 2016)

Seules quelques villes dans le monde ont réussi à créer spontanément des espaces publics de qualité. En réalité, la plupart d'entre elles y sont parvenues grâce à des efforts de planification continus. L'un des exemples de la France est la ville de Lyon qui ont eu l'idée d'ordonner la gestion de l'espace public parallèlement à la gestion d'espace et des projets spécifiques pour renforcer les actions dans ce but ils ont établi des plans parallèles tels que la trame Bleu, qui régit la relation de la ville avec la gestion de l'eau, ou la trame verte, qui gère les relations de la ville avec la gestion de l'eau. La conception des différents espaces de la ville de Lyon fait intervenir de nombreux architectes, paysagistes, artistes et une forte réflexion sur le sujet des matériaux à utiliser sont également mises en cause. (Brenes Mata & Rodríguez Soto, 2008, p. 15)



*Figure 18- parc de la Tête d'Or, Lyon
Source : tribunedelyon.fr*

Dans le même sens, de contexte référentiel, la politique nationale d'aménagement du territoire du Panama(PNOT), publiée en 2019, cite plusieurs exemples internationaux qui ont servi de cadre de référence pour le développement : (MIVIOT, BID, EPYPSA, 2019, p. 3)

En Europe :

L'Allemagne : adoption de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire de 1965

La France : Création de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régional) de 1963

L'Espagne : Adoption de la loi de 1965 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme de 1965

En l'Amérique central :

Au Salvador : élaboration du plan national d'aménagement du territoire de 2004.

Au Nicaragua : approbation de la politique générale d'aménagement du territoire de 2001 et en

Aux Caraïbes dans la République dominicaine : stratégie nationale de développement 2030.

En l'Amérique de Sud : Chili, Équateur et Colombie

Le Chili : adoption de la Politique Nationale de Développement urbain de 1979, La loi organique constitutionnelle 5ème Gouvernement et Administration Régionale de 2016, et l'approbation de la politique nationale d'aménagement du territoire de 2017.

L'équateur : création du Secrétariat national Planification et développement de 2004, adoption de la loi Organisation de l'aménagement du territoire et des utilisations des sols de 2016. et de la stratégie territoriale nationale, partie du Plan national de développement.

La Colombie : adoption de la Loi organique sur l'aménagement du territoire de 2011.

Cet échange de pratiques urbaines instrumentales s'est également fait au niveau des modèles urbains qui ont été étudiés et reproduits.

Un grand exemple de cela que l'Amérique centrale est en plein essor est la ville du quart d'heure. Nous avons pu voir cet exemple dans le Plan GAM 2013, qui est basé sur un modèle de proximité des services et qui, à son tour, est reflété comme un modèle urbain ambitieux dans les plans révisés d'autres pays d'Amérique centrale ; notamment au Panama, au Guatemala et au Salvador, où une conception spatiale est envisagée pour compacter les fonctions et raccourcir les temps de circulation.

Selon l'Urbaniste colombien Carlos Moreno Gómez professeur à l'Université La Sorbonne, Paris qui a donné une conférence sous le sujet : villes de 15 minutes et territoires de 30 minutes dans la CIHALC(Cumbre Internacional del Hábitat) le lundi 28 août 2023 , ce modèle de ville prend en compte 6 sphères :

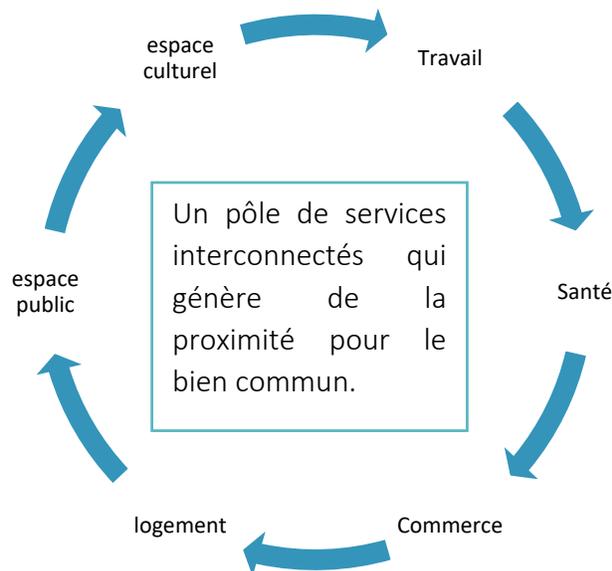


Figure 19- schéma conceptualisation du modèle villes de 15 minutes
Source : information recensée dans le cycle de conférences CIHALC,2023

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

Le concept de ville du quart d'heure a commencé dans les années 60. Carlos Moreno a commencé à étudier ce sujet il y a 6 ans. Il souligne qu'il s'agit d'un concept qui fait débat qui dans les différentes forum internationaux, comme par exemple, dans sa vidéo de présentation lors du Sustainable Cities Summit 2020 . Cela a conduit à un changement d'approche et de paradigme vers des visions de la ville tempo centrique. Nous distinguons une ville du quart d'heure, comme un terme « utilisé pour désigner le concept dans les zones compactes, et le territoire de la demi-heure pour les zones moins denses » ; ce concept a pris plus d'essor dans la pandémie en face des différentes réalités qui a touché aux habitantes et ses formes de déplacement. (Genevois, 2020)

Ce qui peut être mieux illustré dans le schéma suivant :

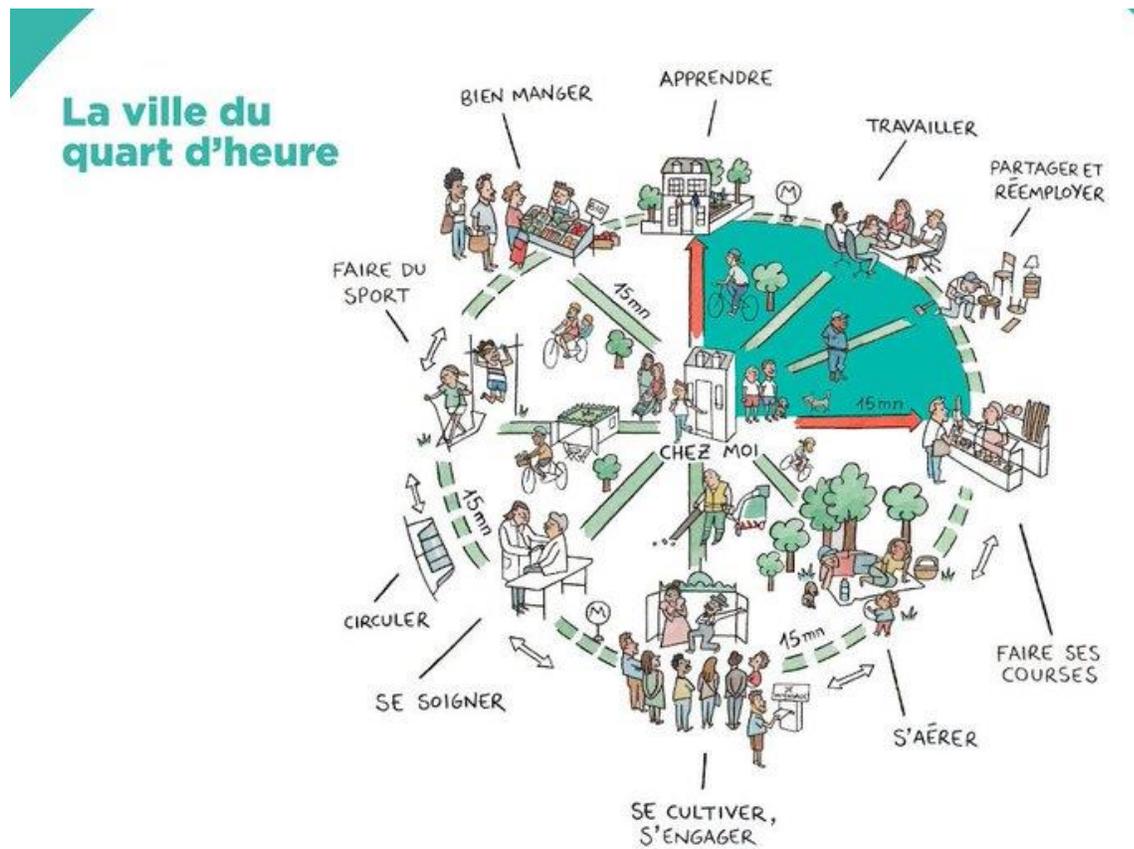


Figure 20- schéma la ville du quart d'heure

Sources : cartonnumerique.blogspot.com

La reconquête de la nature en ville

Actuellement les villes et les aires métropolitaines, ainsi que les gouvernements, sont confrontés à de grands défis : d'une part, fournir des logements et des conditions de vie décentes à huit personnes sur dix sur le continent et, d'autre part, s'attaquer aux problèmes environnementaux,

en particulier ceux liés au changement climatique (Nail, 2016). La complexité de ces défis a été révélée dans des forums internationaux. Suite de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) tenue à Quito en octobre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un document intitulé « Un nouveau programme pour les villes ». L'objectif est de changer le paradigme de la planification urbaine, de la politique urbaine aux cadres législatifs, aux pratiques de planification et aux finances municipales, pour parvenir à un développement urbain durable. Ces principes régissent les programmes de développement des principaux bailleurs internationaux (Banque mondiale (BM), Banque interaméricaine de développement (IDB)), comme en témoignent les programmes de développement durable et de nouvelles villes. La même année, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a créé le Forum du développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes (« Le Foro de los Países de América Latina y el Caribe sobre el Desarrollo Sostenible ») pour suivre et suivre les progrès accomplis dans l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD). Les débats dans ces forums mettent en évidence les complexités de la modification des politiques et pratiques d'urbanisme pour répondre aux défis environnementaux actuels. (Nicolas-Artero, Fuster-Farfán, & Velut, 2021)

Les villes latino-américaines sont également en train de créer des initiatives des qui remettent en question les rapports ville-campagne, notamment par l'essor de l'agriculture urbaine et périurbaine [Le Gall, 2014 ; Faliès & Mesclier, 2015 ; Fernández et al., 2020] et la création d'espaces protégés métropolitains [Pelenc & Velut, 2012].(Ibid.).

Les origines du concept de cité-jardin, créé pour remédier aux faiblesses du Londres industriel du XIXe siècle, ont continué à inspirer la planification de l'après-guerre et semble être un modèle toujours populaire. Il va sans dire que son esprit est encore vivant dans de nombreux projets immobiliers qui offrent des réponses urbaines et rurales. Ce modèle a été inspiré de différents modèles urbains, comme par exemple, le travail de l'hygiéniste Benjamin Ward Richardson, qui en 1875 a proposé « Hygenia », une ville idéale centrée dans le sujet de la santé. Il a envisagé une communauté avec des espaces verts, des maisons bien orientées, bien ventilés et construits avec des matériaux sains qui garantissent la santé des résidents. Il a également considéré de construire des hôpitaux et d'installer des cuisines et des toilettes avec eau courante dans leurs maisons. L'apparition de plusieurs mouvements sociaux a également donné lieu à de nouvelles idées, comme celles d'Edward Bellamy, qui a décrit une société égalitaire dans une uchronie en deux volumes. Le géographe libératoire russe Piotr Kropotkine a proposé une vision du territoire basée sur l'entraide et l'autosuffisance. (LDV Studio Urbain, 2019)

Enrichi par ces influences, Ebenezer Howard publie en 1898 « Tomorrow : Peaceful Path of Real Reform » qui dessine un nouveau modèle urbain, celui de la « Garden City », alias la cité-jardin, qui a connu un véritable succès. Tout de suite, un an plus tard, la « Town and Country Planning Association » fait naître l'ambition de concrétiser ce concept qui cherche à combiner les avantages

de la ville et de la campagne, décrit dans son principe des trois aimants comme l'idéal, et lance le projet de Letchworth, Angleterre. (Ibid.)

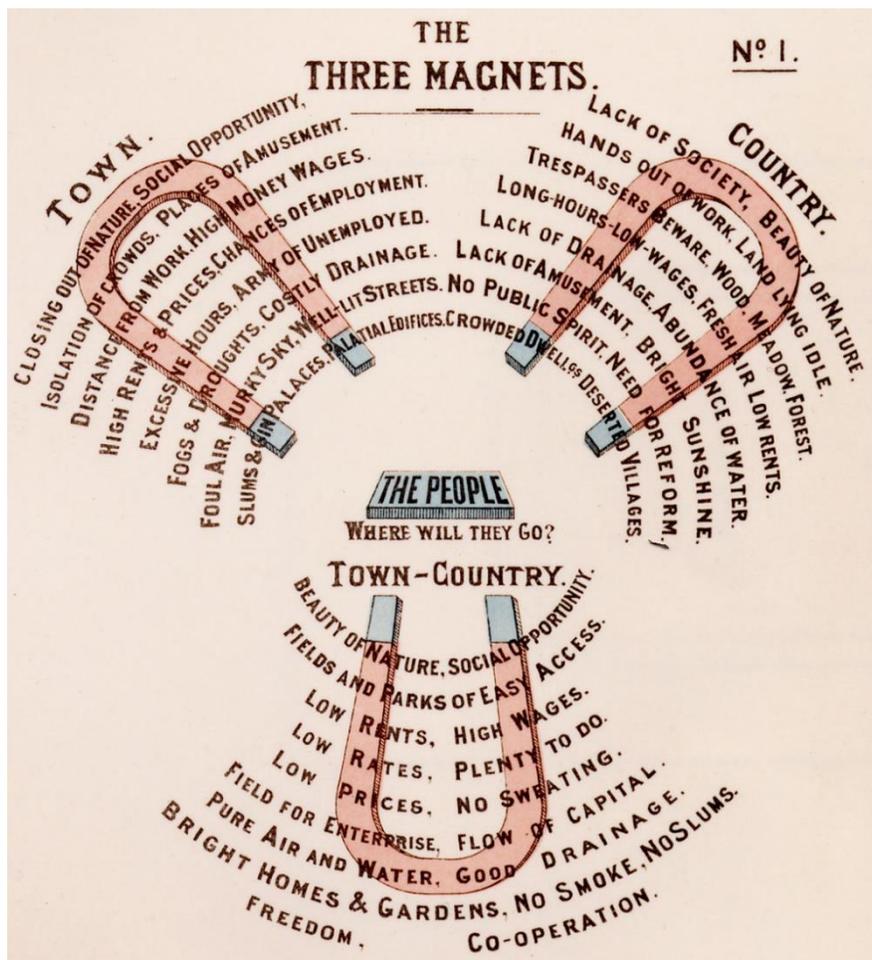


Figure 21- diagramme les trois aimants- Ebenezer Howard, 1898
 Source : souslesjupesdelametropole.wordpress.com

La cité-jardin favorise le développement d'une urbanisation qui bénéficie également de la création d'espaces publics généreux. C'est souvent la réponse aux problèmes des villes qui envisage reproduire un modèle urbain qui intègre la nature et ses multiples bienfaits dans un contexte en face des grands taux de densité en cherchant des solutions plus résilientes liés : au appropriation de la nature et intégration avec les espaces résidentiels, de prendre en compte l'effets positive de la nature en face de luttes urbaines et l'opportunité d'améliorer les inégalités environnementales au quotidien. Dans le même temps, la transformation de paysages urbains résulte de l'imbrication de différentes échelles, notamment dans la circulation et la traduction des modèles d'aménagement urbain. Jusqu'à il y a quelques années, les recherches sur les villes et la nature en Amérique latine indiquaient que cette dernière disparaissait en raison de son déclin et de sa privatisation croissante, ainsi que les inégalités d'accès à la nature, de plus en plus limité aux groupes privilégiés.

2.3.1 Les bonnes pratiques reproduites en Amérique central

Historiquement, cette circulation des savoirs et des normes techniques a eu lieu parmi les professionnels de la construction (architectes et ingénieurs) avec les découvertes scientifiques et les progrès technologiques, les principaux médias étant les expositions internationales, congrès et revues professionnelles en constituent les principaux vecteurs a référence aux « bonnes pratiques ». (Arab, 2007)

Cette notion, expose des démarches ou des réalisations urbaines exemplaires. Même dans le cadre d'un projet, l'accent est mis sur diverses façons d'utiliser l'expérience des autres, ainsi que sur le rôle structurant du contexte local dans l'évaluation et la transformation de modèles « étrangers ». Dans cette section, nous présenterons des exemples de bonnes pratiques réalisées en Amérique centrale, vue de celles qui intègrent une grande partie de ses pays dans un cadre des actions collaboratives et 2 exemples plus ponctuels en matière de planification urbaine dans l'aire métropolitaine de la Ville de Guatemala et de San Salvador, Salvador.

1 Fab'Lab' Métropoles Collaborative 2050, Amérique centrale (Fab'Lab' Métrópolis Colaborativas 2050, América Central)

Fab'Lab'

Métrópolis Colaborativas 2050
— América Central —

En 2015 a été créé par l'ONG Apoyo Urbano comme un dispositif de recherche-action exploratoire autour des défis modernes de la métropolisation centroaméricaine, avec l'objectif d'utiliser collectivement la recherche et la prospective, de la connaissance et du transfert de savoir-faire, et de projets multi-échelles, le projet Fab'Lab Métropoles Collaborative 2050, Amérique centrale (MC/AC2050) vise à contribuer à et évaluer la faisabilité de la fabrication de territoires métropolitains durables en Amérique centrale. Il s'agit de penser des « territoires laboratoires », intégrant les grandes dynamiques territoriales (mutations, crises, transitions), et les enjeux locaux et globaux liés au développement durable. Il s'agit de contribuer au développement équilibré local-global des villages, quartiers, villes, agglomérations et régions, en tant qu'espaces qui démontrent changement. Cette mission comprend le soutien à toute initiative ouverte proposée par des territoires ruraux, ruraux-urbains, urbains et non urbains et des territoires urbains non agglomérés. (Apoyo Urbano, 2023)

En tant des objectifs spécifiques sous la première de contribuer à la fabrication de territoires durables englobe les domaines de travail suivants :

1-Des études territoriales rigoureuses liant recherche, observation, prospective, science politique et aménagement du territoire ; autour des dynamiques territoriales et des enjeux contemporains en lien avec le développement durable à l'horizon 2030, 2040, 2050.

2-Transfert de connaissances à un maximum d'acteurs, y compris les citoyens, afin d'autonomiser la réflexion sur le développement durable.

3-Propositions de dispositifs et d'agendas politico-sociaux originaux et innovants

Originaux et innovants, en tant qu'instruments de conception de politiques territoriales, contribuant au développement et à l'enrichissement inclusif des ménages et des territoires.

4- Mobilisation d'expertises et d'experts techniques, politiques et sociaux, permettant l'expérimentation et la mise en œuvre des politiques publiques, afin de répondre aux besoins des ménages et des territoires pratiques, afin de répondre aux besoins politiques, sociales, économiques et environnementales, et aux contraintes de l'action publique et privée.

Sa méthodologie d'action est synthétisé à partir de : leur approche, leur cadre de travail, la méthode expérimentée et leurs apports

L'Approche: est basé sur la prospective et l'aménagement du territoire collaboratif

Il vise à être un espace d'échange professionnel et de proposition avec un réseau d'acteurs experts, les projets et débats aura lieu avec l'approche prospective au service de l'aménagement du territoire juste et durable.

Parmi les actions menées, nous pouvons citer :

- Elaboration de futurs possibles durables, globaux ou sectoriels, et mise en débat des processus à suivre et moyens pour arriver aux résultats
- Propositions de planification et d'aménagement durable et innovant à partir d'expertises diverses collaboratives
- Élaboration de recommandations d'actions et de projets en réponse au développement durable

Le Cadre de travail : associations et processus ouverts de réflexion

Il est partie de l'objectif de créer un processus ouvert qui devra être accompagné d'un processus de évaluation dynamique des réalisations et enrichi d'un système de soutien. L'association académique, des experts locaux et internationaux, des représentants des institutions, les entreprises, les ONG et le secteur social (représentants sociaux) devront émerger progressivement.

Il est structuré en 3 actions :

- **Collaborer** à la création de réflexions, formes d'observation, contenu de propositions, projets, etc. de manière systémique et transversale
- **Évaluer** la pertinence des planifications et des politiques publiques privées à la lumière des grands défis locaux et mondiaux tels que les liés au développement durable

-Repenser et reformuler de manière itérative et constante les propositions pour un « bon développement territorial » à la lumière des changements observés et des meilleures ainsi que des inflexions souhaitées, **partagées sous un système de dialogues, et d'expérimentations à des échelles micro-locales**

La méthode expérimentée : une expertise articulant par cinq moments

En articulant cinq moments essentiels **dans le processus construction d'une nouvelle planification et d'un nouvel aménagement du territoire**. Pendant les périodes d'expérimentation, il s'agira d'appliquer le processus de « essai - évaluation – consolidation », base d'un système de travail type laboratoire.

Il envisage :

- Penser le futur (prospective) à partir des dynamiques passées (rétrospective)
- Analyser l'évolution et l'héritage à toutes les échelles
- Proposer des politiques, programmes, actions, projets et dispositifs innovation autour du développement durable
- Expérimenter de manière collaborative et à l'échelle locale des actions innovantes articulées avec des échelles intermédiaires et métropolitaines
- Former et responsabiliser les acteurs locaux (habitants, ONG, entreprises, municipalités, décideurs, etc., dans les nouvelles façons d'aborder de nouvelles pratiques d'intervention et de planification)

Les apports : accompagner la décision publique, privée et sociale

Ils seront basés sur le renforcement des capacités, réalisation de benchmarking de nouvelles pratiques, animer des processus, des débats, la recherche sur des sujets importants doivent comprendre, impliquer plusieurs acteurs dans la production d'idées, actions et projets à mettre en œuvre et expérimentation à court terme.

2 Métropole centrale collaborative Guatemala - Dispositif de développement territorial durable



Métropole centrale collaborative Guatemala – MCC-Guatemala 2050 constitue l'expérimentation guatémaltèque d'un dispositif multi-institutionnel d'ingénierie territoriale qui vise à renouveler des processus de planification et d'aménagement métropolitains durables et à parvenir à une gestion efficace de la métropole actuelle et future. (CREAMOSGUATE, s.d.)

Il résulte d'un programme de recherche-action expérimentale sur les questions métropolitaines où l'ONG franco-latino-américaine Apoyo Urbano (soutenue par le dispositif Fab'Lab Métropole Collaboratives - Amérique Centrale 2050) et URBANISTICA (Atelier de l'espace public de la municipalité de Guatemala), reconnaissent que la complexité de la compréhension et de la gestion du fait métropolitain nécessite d'orienter la planification territoriale. Cette plateforme collaborative rassemble un réseau d'acteurs experts issus du monde universitaire, du secteur public et du secteur privé. Elle est soutenue par les partenaires suivants



Figure 22- logos des partenaires actuels et échange collectif
Sources : rapport Apoyo Urbano

Trois organisme françaises se distinguent : FFEM(Fonds Français pour l’environnement Mondial), PFVT (Partenariat Français pour la ville et les territoires) et Apoyo Urbano.

FUNDAECO est « une organisation guatémaltèque créée en 1990 et qui se consacre à la conservation de la nature et à la promotion du développement communautaire durable. Dans un contexte de grande vulnérabilité aux changements climatiques, leur mission est de protéger les écosystèmes naturels et les services environnementaux qu’ils fournissent, et de promouvoir le développement durable des communautés pauvres et vulnérables dans les régions de haute biodiversité. »⁴, c’est organisation, est financée par la FFEM.

Dans le sens d’Apoyo Urbano comme ONG qui fait des alliances françaises-latino-américaines, il est membre de le PEVT.



⁴ Site web : <https://fundaeco.org.gt/fe/>



De cette façon, cette bonne pratique en termes d’alliance entre les différents acteurs nationaux et internationaux, enrichit les échanges et la diffusion des connaissances et pratiques d’experts. Au cours de l’année 2018 ont eu lieu 5 grands discussions, débats et contributions de nos Partenaires au dispositif Métropole Centrale Collaborative dans un espace participative avec le but d’unifier des concepts et connu des antécédents, réfléchi sur les héritages et les tendances actuelles de l’aménagement du territoire.

3 Le grand district vert Guatemala

Projet piloté par la Direction de Planification Urbain(DPU) de la ville de Guatemala qui a la mission de promouvoir l’utilisation adéquate et efficace du territoire dans la capitale, à travers la génération de différents mécanismes et instruments réglementaires pour la gestion des terres, la mise en œuvre de l’aménagement du territoire et la formulation de plans d’urbanisme stratégiques, basés sur le modèle de ville compacte qui améliore la qualité de vie des résidents et de leurs familles.

Cette proposition est très axée sur la ville de Guatemala à partir de la réflexion métropolitaine. **Cette zone comprend 40 % de zones urbanisées, ainsi que 40 % de zones ayant une valeur environnementale d'espaces verts** de proximité qui ne sont pas reliés à la ville en raison de leur emplacement, et qu'il est prévu d'unifier avec le plan de développement pour en créer l'accès. Un plan a été mis en place pour définir une série de critères avec 20 % des territoires d’opportunité.

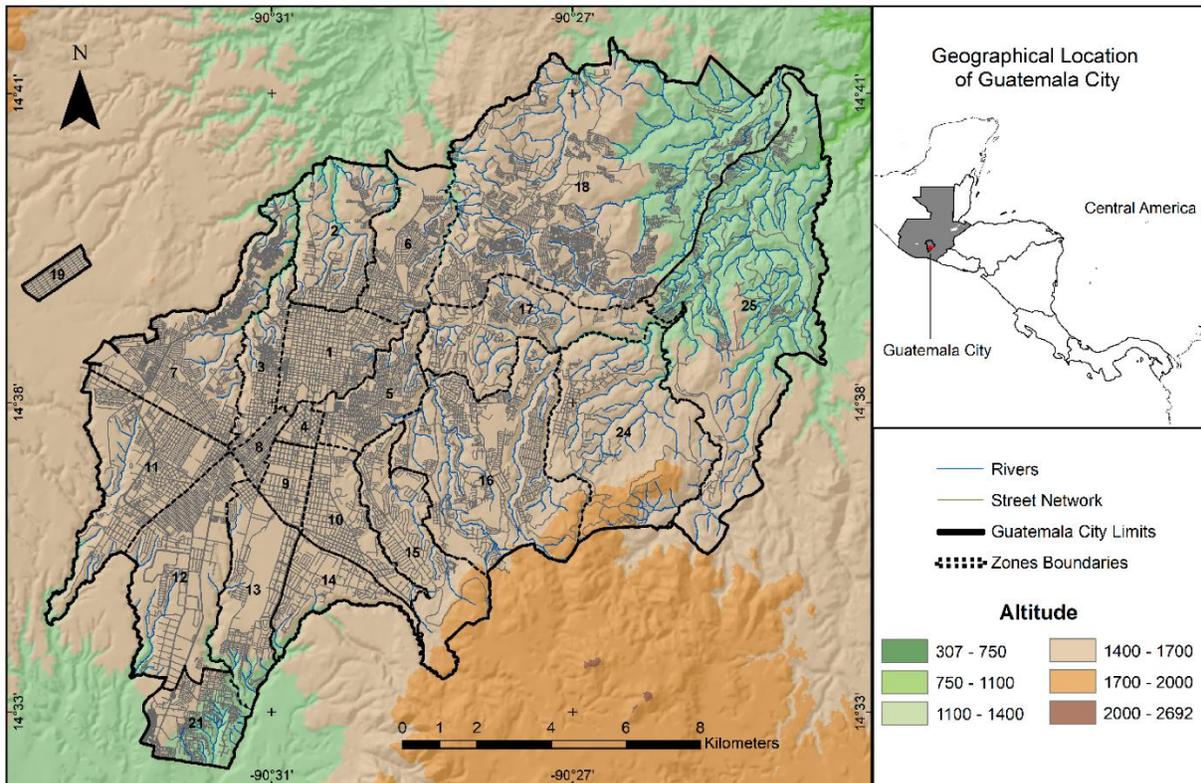
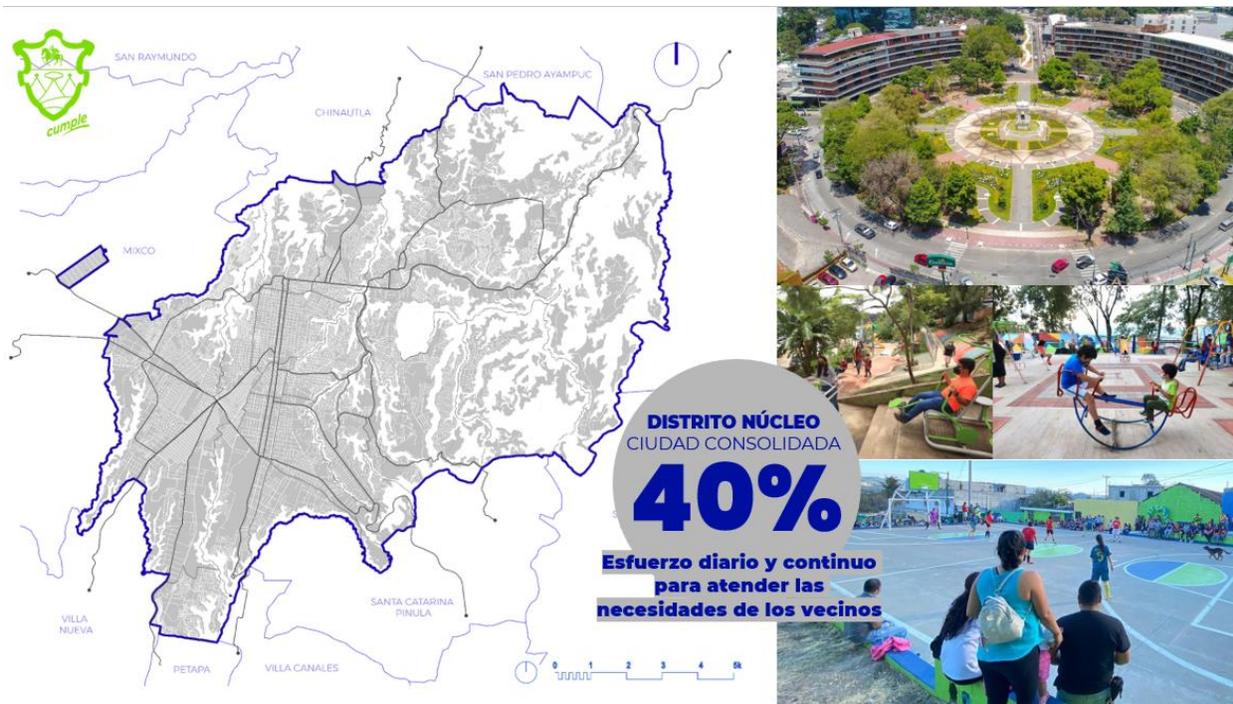


Figure 23- Carte localisation géographique de la ville de Guatemala

Source:mdpi.com - carte présentée dans l'article « Urban Green Fabric Analysis Promoting Sustainable Planning in Guatemala City »

Il en résulte une proposition de déconcentrer certaines zones de la ville de Guatemala : décentraliser et créer de quartiers d'opportunités planification de la Ville compacte : s'exercer, s'approvisionner, travailler, étudier, se mobiliser, habiter, se recréer, vivre ensemble.



Traduction de texte présenté dans la cartographie en français

District central ville consolidée 40%

Efforts quotidiens et continus pour répondre aux besoins des voisins

Figure 24- Carte zones urbanisées

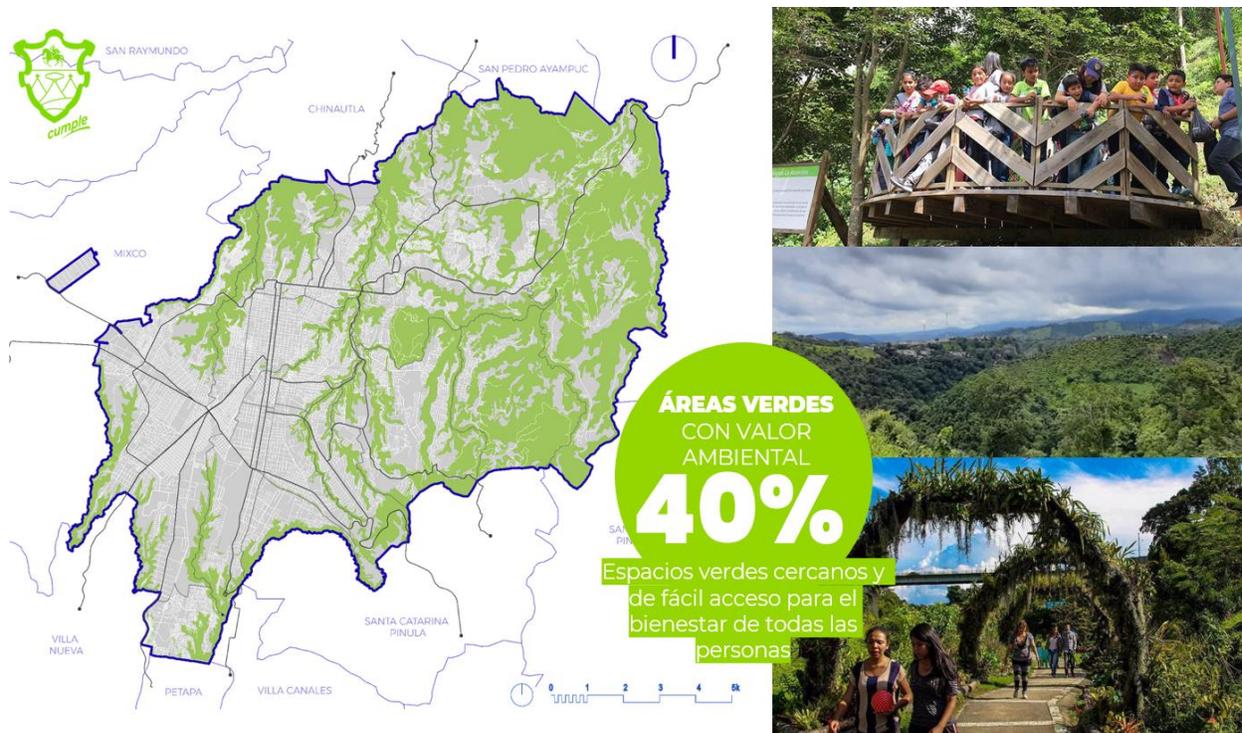
Source : Municipalité de la Ville de Guatemala, 2023

La ville de Guatemala a une population de 1,8 million d'habitants et 1,7 million de personnes supplémentaires qui visitent les villes de banlieue pour atteindre leurs lieux de travail. Ce nouveau plan urbain vise à réduire l'étalement urbain en créant un modèle de ville polycentrique. Même si ce concept n'est pas nouveau, des nombreuses villes latino-américaines poursuivent ce modèle polycentrique et multi-nodal. (NeighbourhoodIndex, s.f.)

Le Grand District Vert fait partie de l'initiative des Districts d'Opportunité, correspondant à 40 % du territoire de la Municipalité de Guatemala qui constituent des aires écologiquement précieuses. Les districts d'opportunité font partie du plan d'urbanisme de la stratégie de développement urbain intégral pour la ville de Guatemala 2020-2050. Ce sont des territoires qui ont l'opportunité de la transformation sous l'impulsion du modèle de la ville compacte et dans le cadre d'une stratégie de déconcentration à différentes échelles qui vise à renforcer les centralités, dans ce cas à l'échelle de la ville.

Le logement, les usages mixtes, les espaces publics et les nouvelles alternatives de mobilité, entre autres, sont encouragés. Autour des districts, on prévoit des ceintures de prospérité avec

promotion de logements prioritaires, en cherchant le droit de tous les citoyens à la ville centrale et les opportunités.



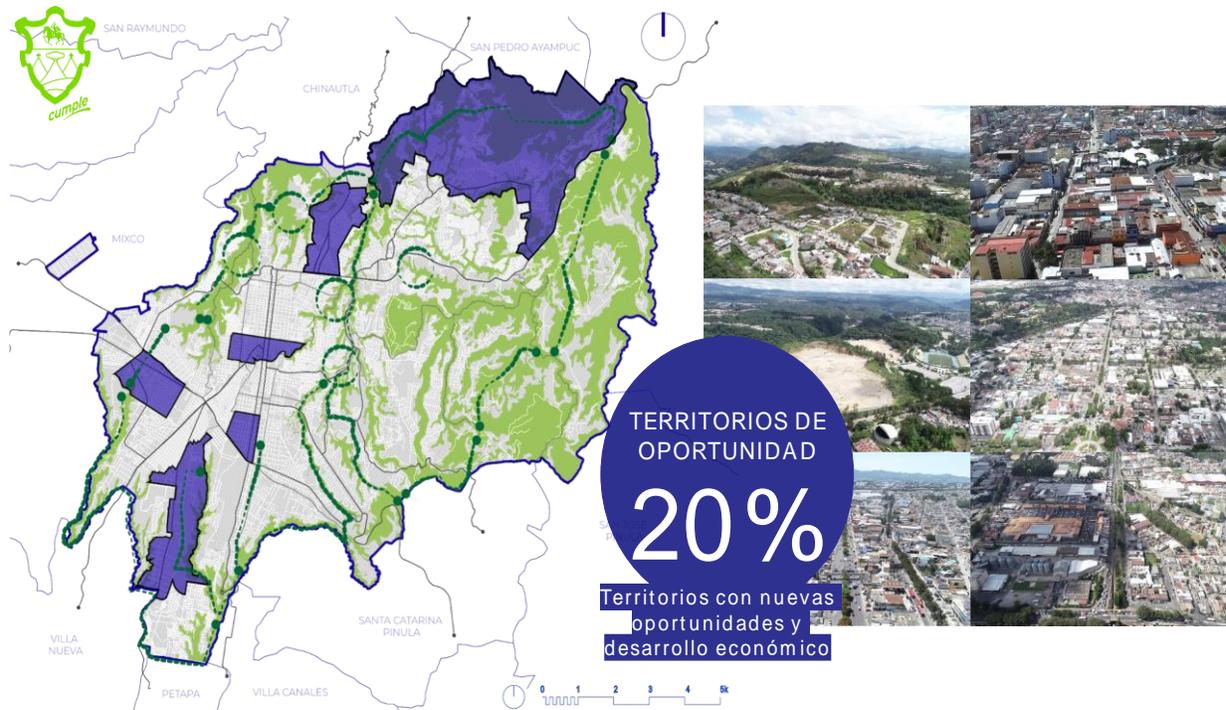
Traduction de texte présenté dans la cartographie en français

Espaces verts avec valeur environnementale 40%

Espaces verts à proximité et facilement accessibles pour le bien-être de toutes les personnes

Figure 25- Carte avec l'identification des espaces verts ayant une valeur environnementale

Source : Municipalité de la Ville de Guatemala, 2023



Traduction de texte présenté dans la cartographie en français

Territoires d'opportunité **20%**

Territoires offrant de nouvelles opportunités et un développement économique

Figure 26- Carte avec l'identification des territoires d'opportunité

Source : Municipalité de la Ville de Guatemala, 2023

Les districts d'opportunités ont déjà commencé leur impact dans la ville. Des alliances importantes ont été faites avec des promoteurs privés et une coopération internationale à la recherche de financement pour les projets remarquables.

En outre, une stratégie de communication a été mise en place avec des expositions et des ateliers où nous impliquons le public dans la prise de décision par les gouvernements. Nous exécutons des projets pilotes tout en testant et en invitant les voisins à participer et à contribuer à leurs propositions ; les quartiers d'opportunités créeront une ville adaptée au présent et à l'avenir.

Cette bonne pratique tient à souligner la valeur de la nature dans la zone métropolitaine. Structure différentes stratégies de développement durable alignées sur les 17 ODD.

4

“ReSoCLIMA/CA” – Nicaragua

Le projet intitulé « ReSoCLIMA/CA », plateforme et réseau ouvert pour la formation-action et la réflexion sur les inflexions nécessaires pour lutter contre le changement climatique, promouvoir le développement durable et accompagner la résilience locale et métropolitaine dans les zones métropolitaines d'Amérique centrale" a fait l'objet de toute notre attention et a été l'un des projets sélectionnés. (COAMSS OPAMSS, 2022)



Figure 27- Page de couverture atlas centraméricain métropolitain

Source : opamss.org.sv

« L'Atlas "Climat, urbanisation et métropolisation » qui suit est un outil important pour comprendre les influences du changement climatique dans les métropoles centraméricaines et une aide pour la prise de décision en ce qui concerne la promotion du développement durable des aires

métropolitaines de la région. Il s'agit d'un document utile pour les jeunes qui, en tant que futurs citoyens, devront prendre position et se prononcer sur le sujet.

Le projet a une dimension régionale, avec la participation de multiples institutions tant françaises qu'américaines qui correspondent parfaitement aux orientations de la coopération française en Amérique centrale. Une plateforme et un réseau ont été mis en place pour réfléchir aux besoins et mener des actions de lutte contre le changement climatique.

5 Schéma directeur de l'Aire Métropolitaine de San Salvador (AMSS) 2016-2030



Il s'agit d'un outil d'aménagement du territoire de caractère réglementaire pour la planification territoriale de l'aire métropolitaine de San Salvador, qui génère un développement avec une vision intégrale dans les 14 municipalités métropolitaines à partir d'une base de référence avec des scénarios de croissance future pour obtenir des recommandations pour la classification et le traitement des sols qui soutiennent le développement de lignes directrices réglementaires pour l'utilisation des sols et complétées par des recommandations et des mesures stratégiques pour la promotion du développement économique territorial.

Le plan a été élaboré au cours d'un processus d'environ trois ans entre 2013 à 2017, dans le cadre d'un plan de planification participative subventionné par l'Union Européenne(UE) et avec le soutien technique de FUNDAUNGO⁵ et de l'Université Centraméricaine José Simeón Cañas(UCA), qui, à partir de leurs savoir-faire, expériences, ont contribué à obtenir les évaluations réelles des citoyens pour permettre la construction d'un outil adapté aux besoins institutionnels, commerciaux, des organisations civiles articulées, municipalités membres et la population en général. (COAMSS/OPAMSS, 2022)

Mission : Développer « une ville durable, inclusive, compétitive et résiliente, avec une configuration polycentrique, en cours de densification et structuration autour de réseaux d'espaces publics et d'un nouveau système de mobilité multimodale, avec des opportunités pour tous et un système de financement sain, progressif et diversifié »

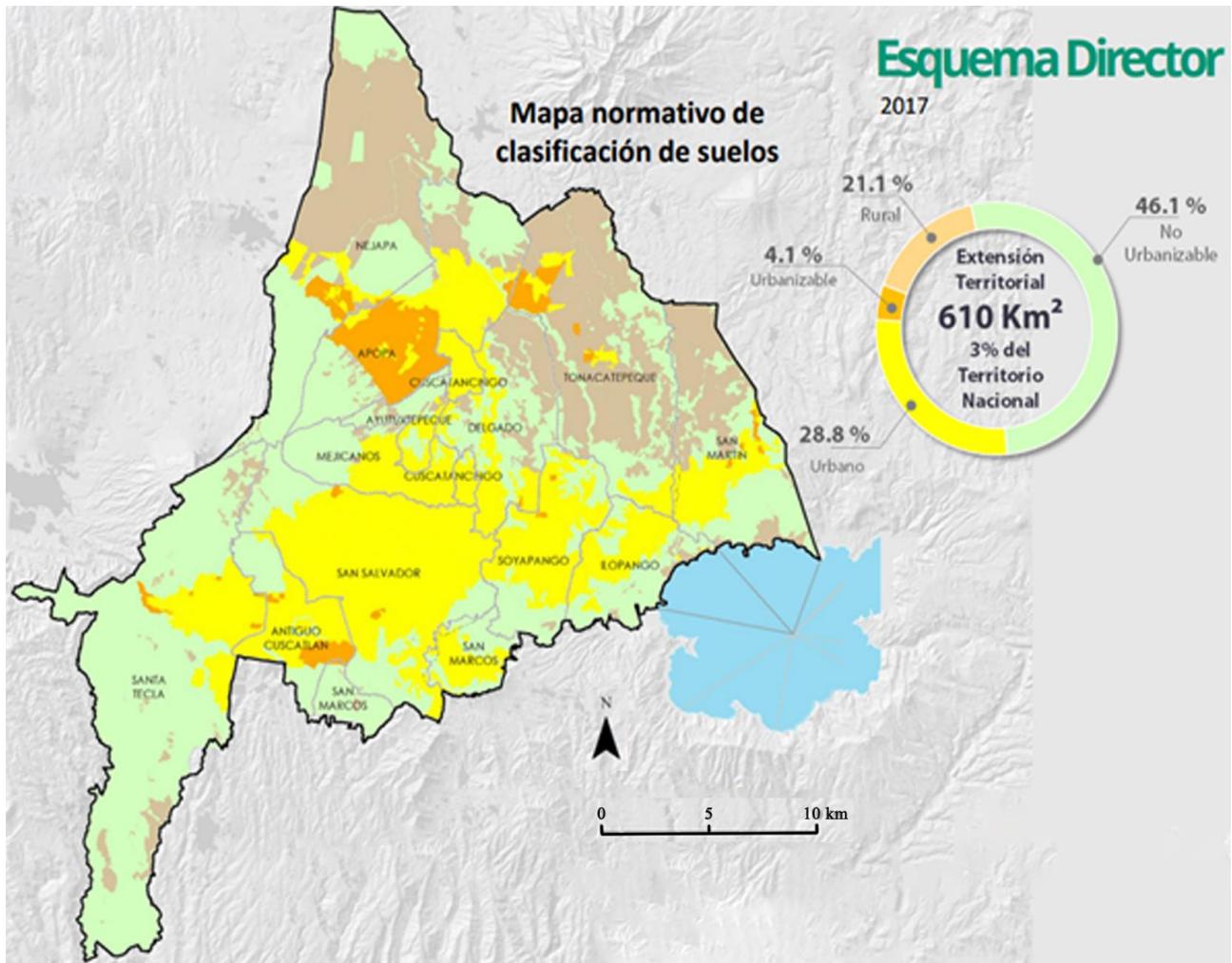
Objectifs principaux : La vision de la vie urbaine de qualité conçoit le développement urbain, la mobilité et les espaces publics de manière intégrée. Cet objectif est vu depuis 3 stratégies :

⁵ FUNDAUNGO: « est un centre de réflexion consacré à la production de connaissances et au renforcement des capacités des acteurs sociaux et politiques pour la promotion du développement et de la gouvernance démocratique dans Le Salvador et en Amérique centrale. Ses activités visent à améliorer la qualité de vie de la population dans un cadre de participation et d'élargissement des possibilités économiques, sociales et politiques. » - site web : <https://www.fundaungo.org.sv/>

Réseau métropolitain de l'espace public : récupération des espaces publics, réseau de mobilité douce, articulation avec les centres de vie urbaine et ville plus dynamique et attractif.

Renforcement du système de mobilité : réduire la demande de voyages et promouvoir des transports plus efficaces et une mobilité douce.

Ville compacte et intégrée : réduction de la consommation de sols, identification des domaines stratégiques à densifier, utilisation mixte avec différentes activités à la portée de tous, réduire l'utilisation de la périphérie.



Traduction de texte présenté dans la cartographie en français

Schéma directeur 2017 – Carte normative de classification des sols

Extension territoriale : **610km²** représentant le **3%** du territoire national

28,8% : urbain, **4,1%**:constructible ou urbanisable , **21,1%** : rural, **46,1%** : non constructible

Figure 28- Carte normative de classification des sols

Source : OPAMSS, 2017

La cartographie montre le détail de la subdivision des 4 catégories de sol, en tenant compte des traitements et des aptitudes urbanistiques et comme seront réparties sur le territoire de l'aire métropolitaine. En se basant, sur les descriptions présentées dans le schéma, chaque typologie est décrite comme suit :

- 1- **Sols urbain** : « sols dotés des services de base et infrastructures nécessaires dont ces services doivent être caractéristiques aptes à servir la construction qui existe ou qui doit être construite. »
- 2- **Sols constructible** : « sols qui, par leurs conditions physiques et localisation sont considérés comme appropriés pour leur transformation urbaine, en répondant aux besoins de développement urbain de la ville. »
- 3- **Sols rural** : « sols dont les caractéristiques physiques orientent l'exploitation de la production agricole et pour lesquels il n'est pas envisagé sa transformation urbanistique à court et moyen terme. »
- 4- **Sols non constructible** : « sols exclus d'éventuels processus d'urbanisation ou transformation territoriale, en raison des possibilités de réhabilitation et/ou restauration de l'environnement et de ses ressources naturelles, la prévention des risques d'origine naturelle et anthropique, de leurs valeurs culturelles telles que les valeurs archéologiques, historiques et paléontologiques, ou défense de la faune, de la flore ou de l'équilibre écologique. »

Stratégies pour la mise en œuvre



Figure 29- schéma des stratégies pour mettre en œuvre

Source : issuu.com/coamss-opamss/

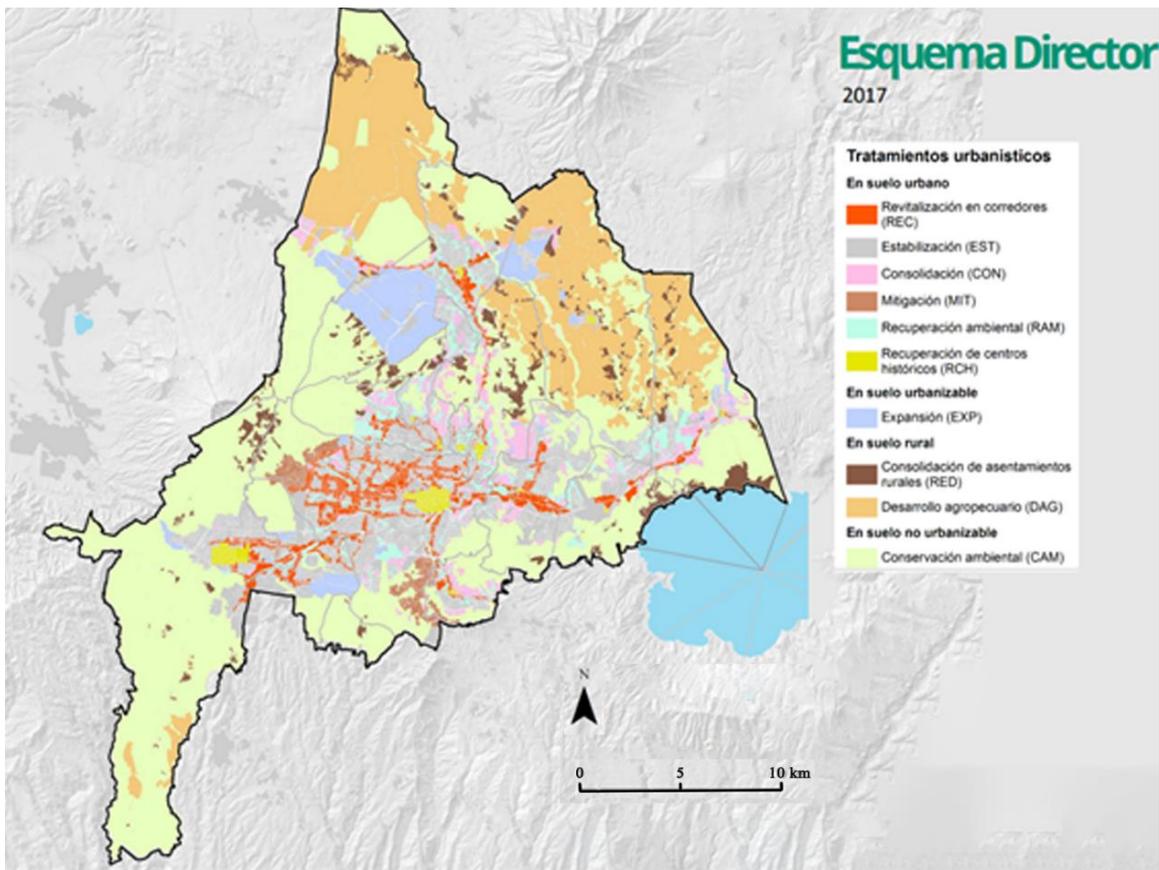


Figure 30- carte traitements urbanistiques
 Source : OPAMSS, 2017

La légende présente dans les termes de traitements Urbanistiques est distribué comme suit :

Sol urbain :

Rouge : réhabilitation de voies

Gris : Stabilisation

Rose : Consolidation

marron : Atténuation

Vert : Récupération de l'environnement

jaune : Récupération des centres historiques

sols constructible :

bleu: expansion

Sols rural

marron : consolidation des établissements ruraux

orange : développement agricole

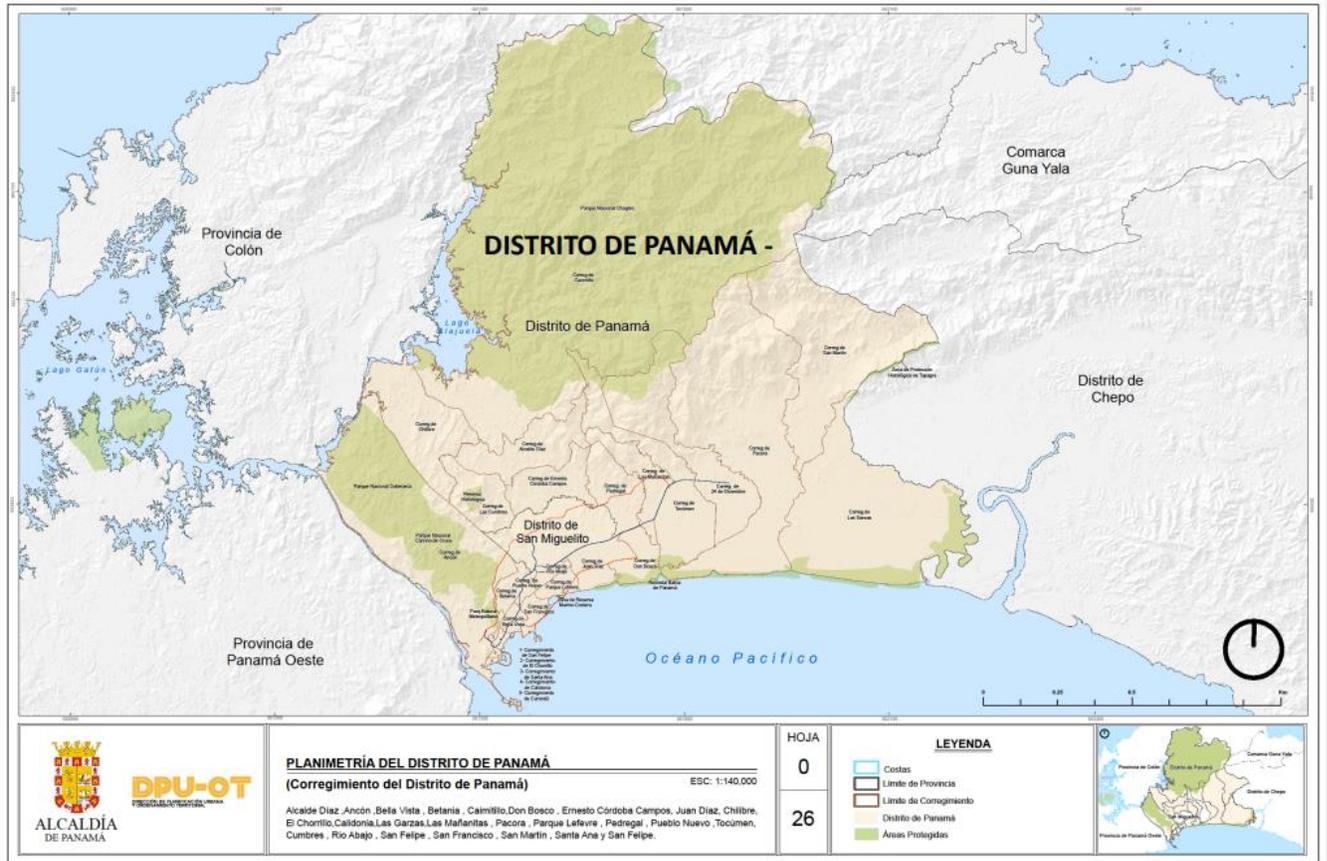
Sols non constructible

vert : conservation de l'environnement

Il est notoire que ce schéma directeur vision 2030, veut atténuer les effets de l'expansion, mieux contrôler le sujet de logement en créant de meilleures conditions dans les zones rurales et à son tour générer une meilleure protection de l'environnement.

FOCUS PANAMA

Le Journal officiel numérique No. 29268-A du mercredi 21 avril 2021 a publié le contenu de l'Accord No. 61 (du mardi 30 mars 2021) par lequel le Conseil de Panama approuve le premier **Plan local d'urbanisme pour le district de Panama**



Légende traduite en français

- ▬ Côtes
- Limite de province
- Limite de commune
- District de Panama
- Zones protégées

*Figure 31- carte planimétrie du district de Panama
SOURCE : Mairie de Panama, DPU-OT*

Le district de Panama a 1.2 millions d'habitants avec une superficie de 2,031 km² et 3 parcs naturels et une zone humide de la baie.

La réglementation de ce plan vise à organiser le territoire du District de Panama afin d'établir un lien approprié entre le cadre réglementaire, les activités d'urbanisme et le bien-être de la population dans son ensemble ; promouvoir le développement de la capitale, tout en améliorant la qualité de vie de ses habitants, le respect des intérêts publics, la protection de la propriété privée et la reconnaissance de sa fonction sociale et environnementale.

L'objectif est de faire du district de Panama un territoire durable et avec une bonne qualité de vie pour ces habitants. Pour ce faire, promeut le respect de certains principes de base et la mise en œuvre de modèles de développement durable qui donnent la priorité aux services environnementaux et en garantissent le respect. (ALCALDÍA DE PANAMÁ, 2021)

Études aux niveaux international et national utilisés comme référence pour l'approche du zonage proposé

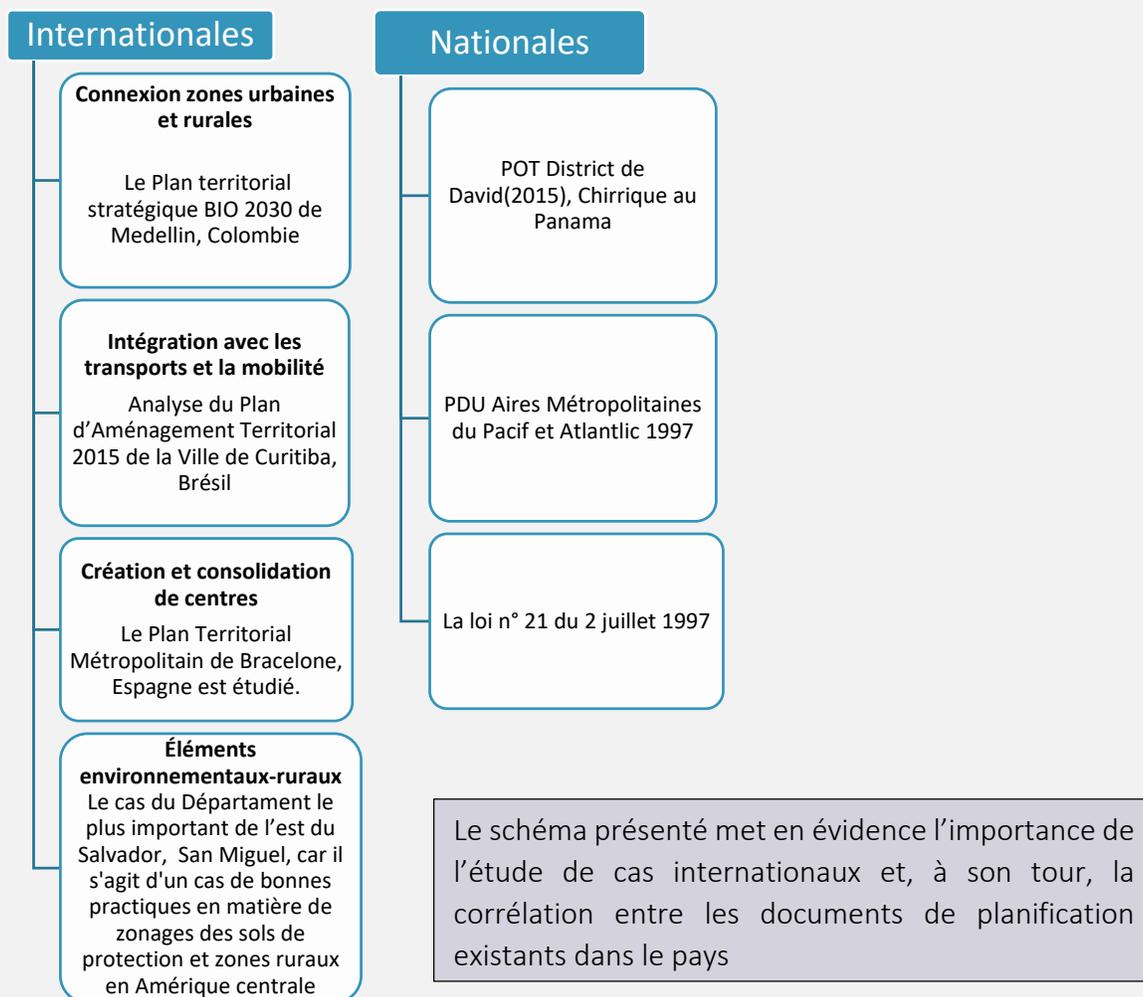


Figure 32- schéma modèles de référence aux niveaux international et national

Source : Information recensée du rapport Plan local d'urbanisme pour le district de Panama Annexe 3, tome 1, 2021, p.9

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

III PARTIE

LE CAS D'ÉTUDE DES AIRES MÉTROPOLITAINES AU PANAMA

III. Le cas d'étude des aires métropolitaines au Panama

L'étude de ces aires a commencé par la collecte de données avec une temporalité définie de 1940 à nos jours. Cela a nécessité la recollection et lecture de documents historiques, le contact avec différentes acteurs du pays pour vérifier les sources pertinentes à vérifier, la classification par type de document (par type d'échelle au niveau national, régional et local) et l'identification des dates clés en termes d'événements qui ont ouvert un chemin vers les lignes directrices à suivre dans la planification urbaine au Panama.

La période d'obtention de la documentation a été divisée en 3 parties avec processus intermédiaires :

- 1) Collecte des documents
- 2) Appropriation de contenu documentaire et échanges avec des acteurs de secteur public, privé et académique
- 3) Synthèse et analyse en rapport aux actions en lien avec les 17 ODD

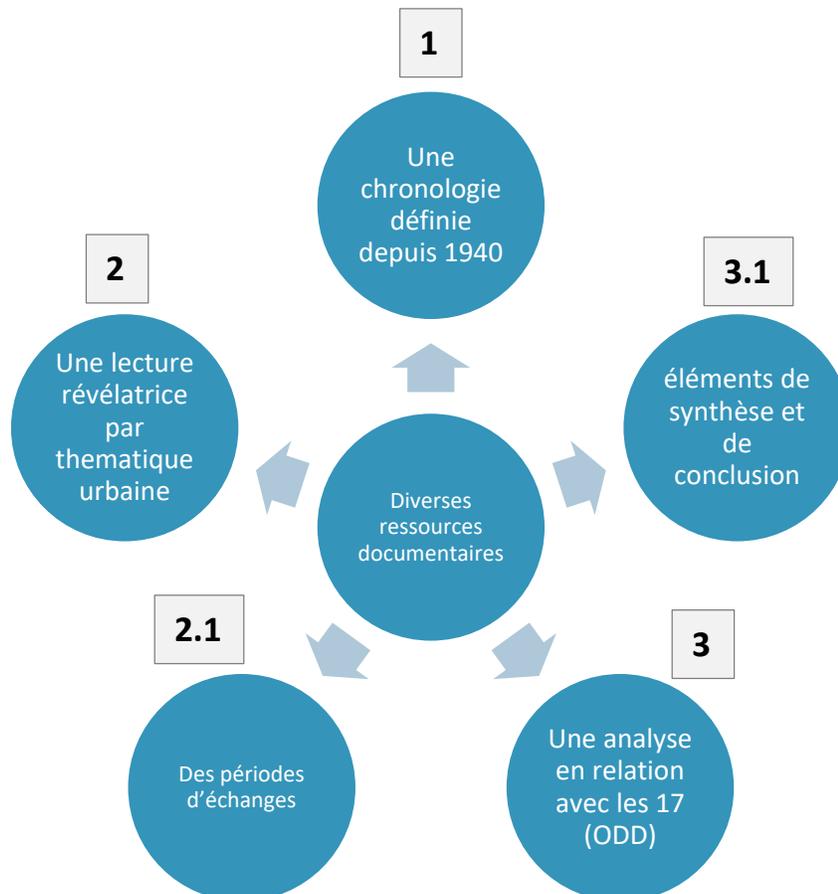


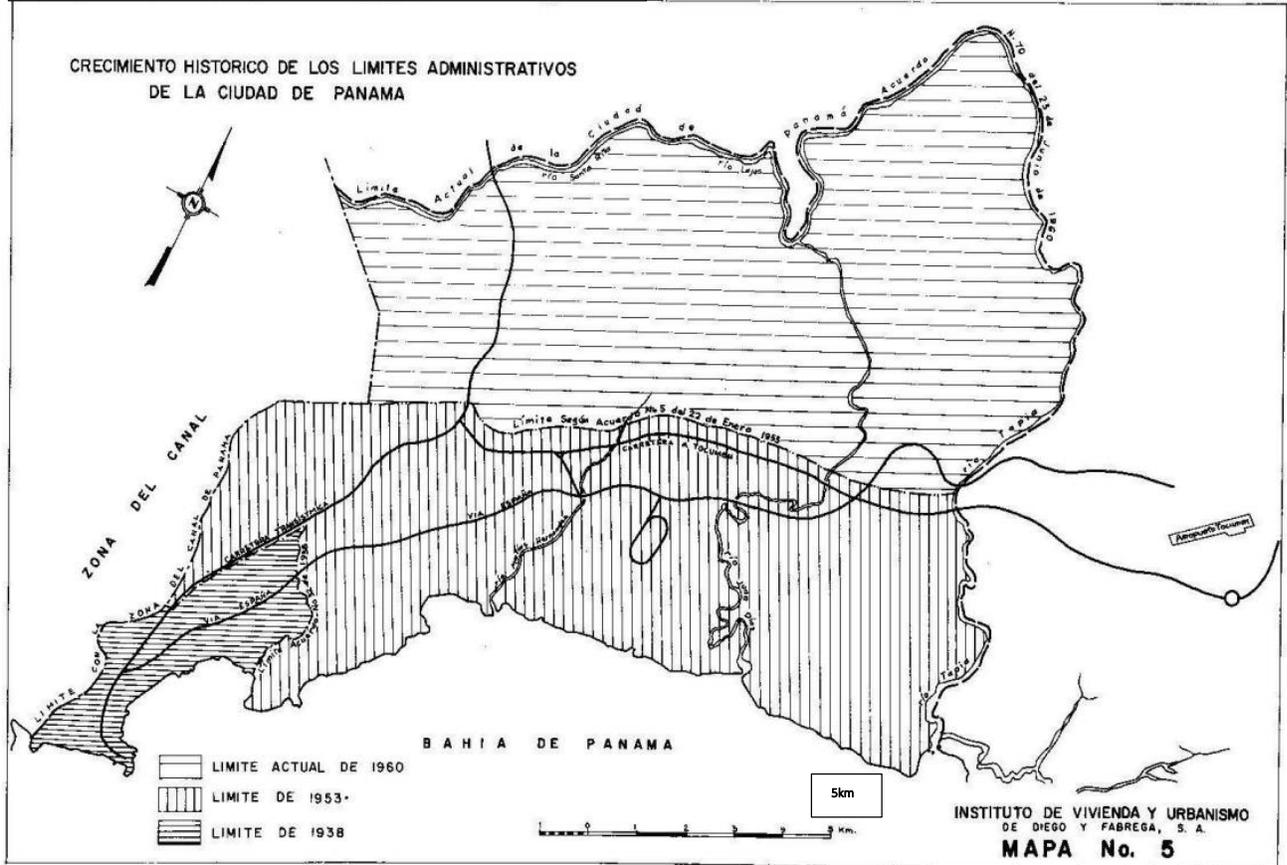
Figure 33- schéma cycle d'activités réalisé pour la collecte de documents
Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

3.1 Chronologie de planification urbaine : une approche rétrospective et prospective d'évolution en matière de planification

À partir d'une chronologie définie commence un processus d'identification des dates clés et une compréhension de l'évolution de la planification urbaine qui a connu le Panama, notamment, ses aires métropolitaines, depuis une approche rétrospective pour prise connaissance des années d'études et des instruments urbains créés, nous continuons vers une approche prospective est révélée et une compréhension des actions de développement urbain actuelles et futures qui s'entrelacent pour se montrer dans une ligne de temps qui conjugue 3 temporalités .

Compte tenu du passé, l'époque coloniale bien connue qui s'est déroulée à partir de la fondation de la ville de Panama le 15 août 1519 par Pedro Arias Davila, est devenue la première ville espagnole située sur les rives de la mer du Sud (océan Pacifique), ce premier site est ce qui est actuellement connu comme le site archéologique du Vieux Panama. Le pillage de 1671 par les forces dirigées par le pirate Morgan a donné lieu à deux actes consécutifs : l'évacuation de la ville et sa destruction complète par le feu. À la suite de cet événement, la ville a été reconstruite en 1673, à 2 km au sud-ouest de son ancien emplacement, dans ce que l'on appelle aujourd'hui la vieille ville. Les nouvelles caractéristiques expansives de la ville commencent à être visibles depuis la vieille ville, montrant une croissance qui augmente l'empreinte de la surface vers l'ouest de cette première concentration urbaine de la ville en cours de reconstruction. (BID,Alcadía de Panamá, 2016)

Croissance historique des limites administratives de la ville de Panama



Légende traduite en français

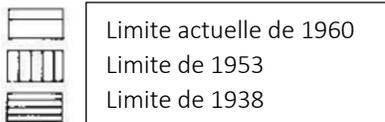


Figure 34- carte Croissance historique des limites administratives de la Ville de Panama
Source : Institut du logement et de l'urbanisme (IVU : Instituto de Vivienda y Urbanismo) , 1968

Entre 1920 et 1930, de nouveaux centres urbains populaires ont été créés, habités en grande partie par des travailleurs qui avaient été licenciés des travaux du canal de Panama. Entre 1936 et 1940, la population de la capitale est passée de 80 000 à 112 000 habitants, et cette augmentation s'est surtout manifestée dans les zones suburbaines de Río Abajo, San Francisco de la Caleta, Las Sabanas et Arraiján (MIVIOT, 1997). Les années 1940 et 1960, le territoire a connu d'importantes modifications de sa morphologie urbaine. Dès la fin des années 1940, on peut identifier une logique d'expansion qui traduira un rythme de croissance constant dans les années à venir. Le tracé urbain est conditionné par la localisation du canal, la maîtrise du foncier urbanisable et les alertes à la fragilité du secteur du logement ; les années 60 ont également été caractérisées comme la période de plus grande migration de la campagne vers la ville.

À cette époque, le Panama présentait déjà des degrés de ségrégation : d'une part, son territoire comportait des urbanisations centrales, bien dotées en services, soutenues par des initiatives privées qui géraient des projets pour le secteur des revenus élevés et moyens, et d'autre part, il y avait des bidonvilles qui se développaient vers la périphérie, caractérisés par le phénomène de l'auto-construction menée par le secteur des faibles revenus. La superficie occupée par les logements auto-construits dans la ville de Panama passe de 180 hectares en 1959 à 403 en 1970 et à 1 172 en 1980. (MIVIOT, 1997)

Des années 2000 à aujourd'hui, le centre-ville a continué à se densifier et la trame urbaine s'est étendue du centre-ville vers l'est et l'ouest.

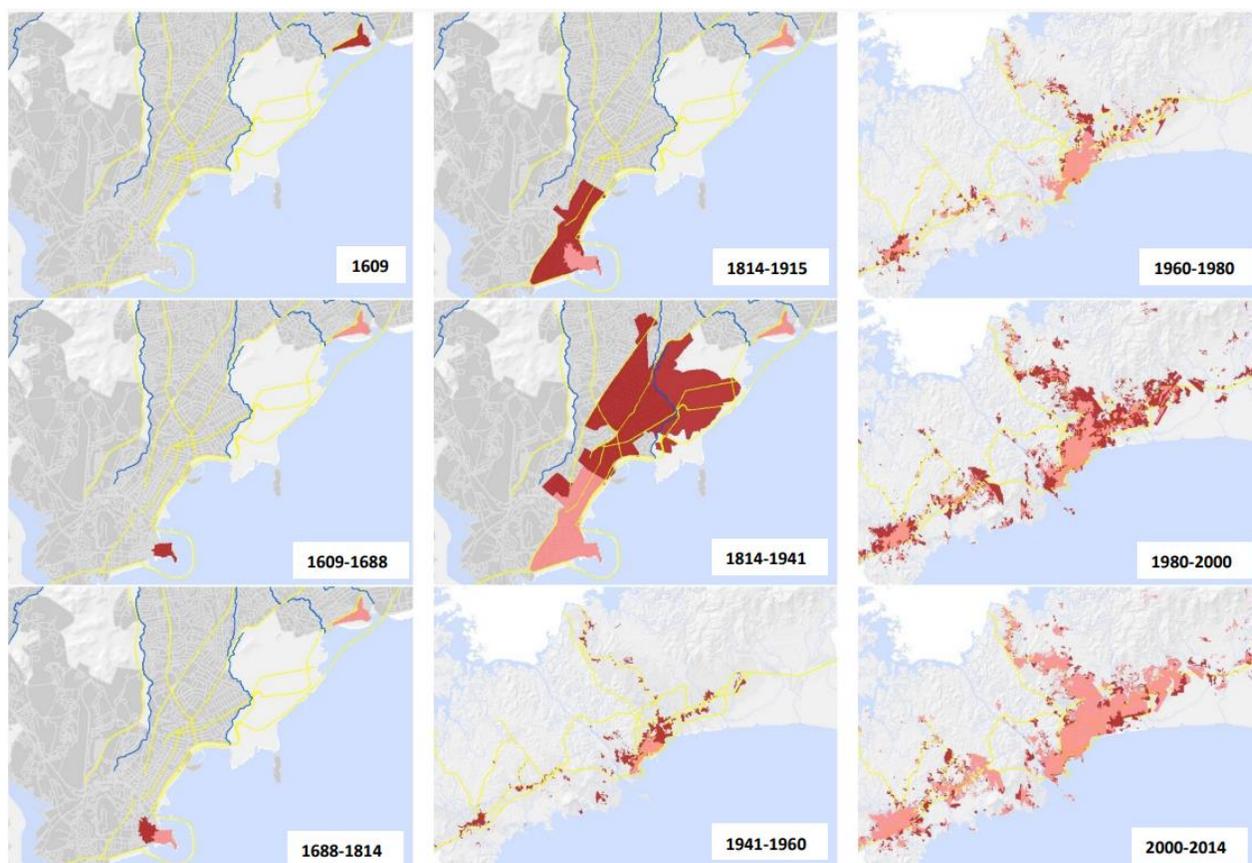
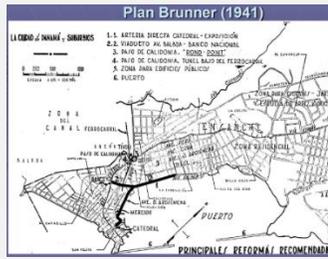


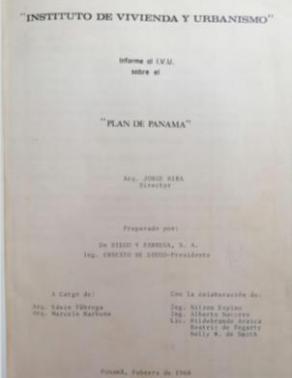
Figure 35- Tâche urbaine aire métropolitaine du Pacifique 1609-2014

Source : Rapport sur la croissance urbaine BID, Alcaldía de Panamá, IDOM, IH Cantabria, 2016, p.42

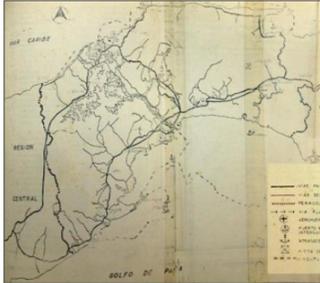
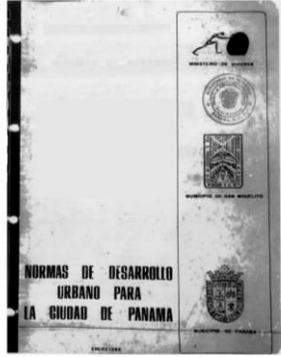
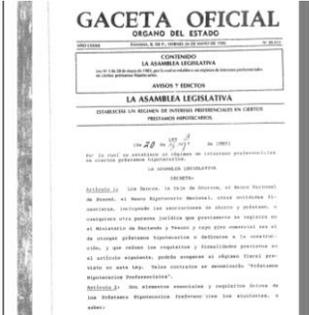
À titre de synthèse, un tableau récapitulatif est présenté avec l'objectif de montrer l'évolution historique de la planification urbaine au Panama au fil des années d'étude (1941 à nos jours), les études, les lois, la création institutionnelle divers et plans aux niveaux national, régional et local qui ont réorienté les stratégies de développement urbain du passé au présent.

Année	Événement	Auteur	Description	Illustration
1941	Étude "Plan de développement urbain et de réglementation de la ville de Panama", également appelée "rapport Brunner".	Ingénieur, architecte et urbaniste autrichien Karl Brunner	« Il recommandait l'élargissement des avenues et des rues, l'ouverture de nouvelles routes vers le nord-ouest, la création de parcs et de places, et l'assainissement des quartiers encombrés. Il indiquait également l'opportunité d'établir une réglementation adéquate en matière de développement urbain. » (Uribe)	
	Loi n° 78 du 23 juin 1941	Assemblée nationale, 1941	Par laquelle il est réglementé le développement urbain dans la République du Panama	
1943	Loi n° 120 du 2 avril 1943	Assemblée nationale, 1943	Elle prévoit le transfert gratuit d'espaces verts au gouvernement pour l'aménagement de parcs.	

1944	Création de la Banque pour l'Urbanisation et la Réhabilitation (BUR).	Assemblée nationale, par le décret-loi n° 54 du 22 août 1944.	Le BUR a été créé pour répondre à 4 objectifs: résoudre le problème du logement populaire, urbaniser les zones urbaines et suburbaines et réhabiliter les secteurs détériorés. (MIVIOT, Ministerio de Vivienda y Ordenamiento Territorial, s.f.)	
1953	Création de l'Institut de développement économique (IFE)	Assemblée nationale, par la loi n° 3 du 20 janvier 1953.	Il avait pour fonction de promouvoir la construction de logements pour les classes les plus démunies.	
1958	Création de l'Institut du logement et de l'urbanisme (IVU)	Assemblée nationale, par la loi n° 17 du 29 janvier 1958.	L'IFE est dissous et l'IVU est créé, avec sa propre autonomie et avec 6 principaux : « la recherche, la réhabilitation, le logement, la planification, l'urbanisation et l'investissement et la gestion »(IVU, 1968)	
1959	Création du Conseil de planification du district municipal de Panama (JPM).	Par l'accord 105-B du 2 décembre 1959	Contrairement à la IVU, le JPM avait des "attributions liées à la conception et à l'application des règlements pour les bâtiments à l'échelle du lot individuel". (Rosales, 2022)	Pas d'illustration disponible

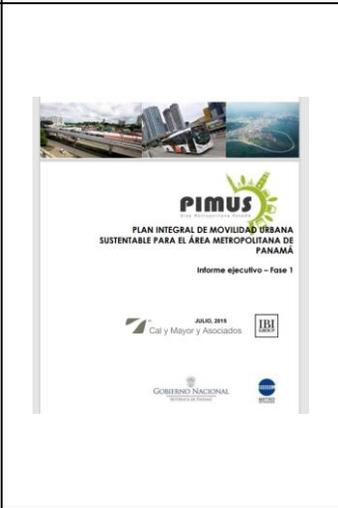
<p>1965</p>	<p>Premier document sur le plan de zonage et premier règlement de zonage</p>	<p>IVU, 1965</p>	<p>Elle fixe des hauteurs maximales qui, dans certains cas, sont inférieures à celles de la réglementation de 1941, et elle établit également des exceptions qui doivent être approuvées par le conseil d'urbanisme.</p>	
<p>1961</p>	<p>Le Plan Villegas</p>	<p>Ingénieur George Villegas</p>	<p>La première étude sérieuse présentant les principaux problèmes de mobilité et de transport public dans la ville de Panama avec un vision prospective à 1975.</p>	<p>Pas d'illustration disponible</p>
<p>1968</p>	<p>Plan de Panamá</p>	<p>Institut du logement et de l'urbanisme(IVU)</p>	<p>Le rapport présente la situation actuelle de la ville et de sa « zone d'influence immédiate», définie comme l'aire métropolitaine » Les aspects les plus importants sont les recommandations faites pour intégrer LA zone du canal dans la ville de Panama. (Henríquez, 2006)</p>	
<p>1973</p>	<p>Création du ministère du logement (MIVI)</p>	<p>Assemblée nationale, par la loi n° 9 du 25 janvier 1973.</p>	<p>Ce ministère remplace l'IVU, Il est créé dans le but "d'établir, de coordonner et d'assurer efficacement la mise en œuvre d'une politique nationale de logement et de développement urbain, ses fonctions incluant l'établissement de règlements de zonage, en consultation</p>	

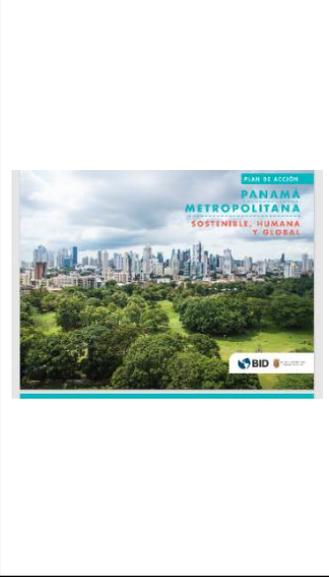
			avec les organismes nationaux, régionaux et locaux compétents".	
	Création du ministère de la planification et de la politique économique (MIPPE)	Assemblée nationale, par la loi n° 16 du 28 février 1973.	Créée dans le but de : « planifier, coordonner et orienter le développement économique et social du pays afin que, par l'utilisation rationnelle et plus intensive des ressources, le renforcement et la diversification de la production et le développement régional, la richesse et le revenu national augmentent au profit de tous ses habitants, conformément aux dispositions de l'article 241 de la Constitution politique ».	
1978	Normes de développement urbain de la ville de Panama	Assemblée nationale, par résolution du 2 août 1978	Les normes développées par le JPM sont mises à jour.	

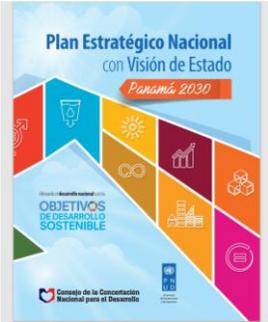
1976	Plan préliminaire pour l'ordonnance spéciale de la région métropolitaine (POERM)	MIVI	Le plan avec un chapitre nommée « Vision prospective » qui est structurée dans 4 sous-parties : Vocation de la Région Potentiels de Ressources Naturelles La région au-delà de l'an 2000 et les Objectifs généraux pour le développement de la région	 <p>POERM 1976 MIVI</p> <p>Plan de Ordenamiento Estratégico de la Región Metropolitana</p>
1983	Normes de développement urbain de la ville de Panama	Assemblée nationale, par la résolution n° 150 de 1983.	La méthodologie pour les modifications et les mises à jour du document est approuvée.	 <p>6. Portada del documento de las normas del MVI de 1983</p>
1985	Adoption de la loi sur les taux d'intérêt préférentiels	Assemblée nationale, par la loi n° 3 du 20 mai 1985.	En 1985, la loi sur les intérêts préférentiels a été adoptée, ce qui a permis d'accorder une subvention importante sur les taux d'intérêt des logements, d'abord de 30 000 dollars, puis jusqu'à 62 000 dollars.	
1985	Projet d'étude des transports urbains dans la zone métropolitaine de Panama (Estampa II)	Ministère des travaux publics (MOP) et Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	L'entreprise japonaise souligne la croissance du nombre de véhicules dans la région métropolitaine et met en garde contre la pénurie de nouvelles routes et le manque de ressources de l'État pour l'investissement dans les infrastructures. La possibilité de	

			« construire une route à péage reliant l'aéroport international de Tocumen au pont des Amériques » est à l'étude.	
1994	Loi forestière(Ley Forestal)	Assemblée nationale, par la loi n° 1 du 3 février 1994	« La loi avait pour objectif la protection, la conservation, l'amélioration, la mise en valeur, l'éducation, la recherche, la gestion et l'utilisation rationnelle des ressources forestières de la République (article 1). »	
1997	Plan de développement urbain pour les aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique	Consortium Dames & Moore, Wallace Roberts & Tood, HLM, S.A, Yachivo Engineering Co et Price Waterhouse (D&M/HLM/WRT/YEC/PW) Officialisé en 2000 par le décret exécutif 205.	Plan de développement urbain des aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique, produit de plusieurs études et analyses pluridisciplinaires réalisées par l'équipe technique. Il a été élaboré à l'horizon 2020	
	La loi n° 21 du 2 juillet 1997 est approuvée.	Assemblée nationale	Approuvant le Plan régional de développement de la région interocéanique et le Plan général d'utilisation, de conservation et de développement de la zone du canal".	

2002	Code de zonage et normes d'urbanisme pour la zone du canal	Assemblée nationale, par la résolution n° 160 du 22 juillet 2002.	« Établir des codes de développement urbain qui incluent comme principe de base le maintien du caractère de la cité-jardin au sein de la région interocéanique, qui promeut une image visuelle harmonieuse avec l'environnement et l'environnement urbain »(article 2).	
2004	Document graphique de zonage pour la ville de Panama	MIVI	Le MIVI met à jour le document graphique de 1978 sur le zonage de la ville de Panama. À partir de cette date, les mises à jour sont effectuées en ligne.	
2006	Loi sur l'aménagement du territoire	Assemblée nationale, par la loi n° 6 du 1er février 2006.	« La loi a pour objet d'établir le cadre réglementaire de l'aménagement du territoire pour le développement urbain, afin d'assurer une croissance harmonieuse des centres de population et d'offrir à leurs habitants une accessibilité universelle et une meilleure qualité de vie dans leur environnement géographique et sur l'ensemble du territoire national »(article 1).	

<p>2009</p>	<p>Le ministère du logement (MIVI) est réorganisé et devient le ministère du logement et de l'aménagement du territoire (MIVIOT).</p>	<p>Assemblée nationale, par la loi du 23 octobre 2009</p>	<p>Le vice-ministère de l'aménagement du territoire est créé.</p>	
<p>2015</p>	<p>Résolution n° 732 de 2015 établissant les exigences pour la préparation des plans et des schémas d'aménagement du territoire pour le développement urbain.</p>	<p>Assemblée nationale, MIVIOT</p>	<p>Par lequel les exigences et les procédures sont établies pour l'élaboration et le traitement des plans de gestion des terres et des schémas de développement urbain et rural, au niveau local et partiel, en ajoutant des critères pour la gestion intégrée des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, qui permettent un développement durable.</p>	
	<p>Plan intégré de mobilité urbaine durable pour la zone métropolitaine de Panama (PIMUS)</p>	<p>Gouvernement national, Metro de Panamá, Cal y Mayor y Asociados, IBI Group</p>	<p>Son objectif principal est de définir la politique de transport urbain et de mobilité de la ville, avec des stratégies et des plans d'action à court, moyen et long terme, en tenant compte de toutes les composantes du système de mobilité urbaine, en lien étroit avec les politiques</p>	

			d'aménagement du territoire et de l'environnement, et en coordination avec les différents organismes impliqués dans ces politiques.” (Gobierno Nacional, Metro de Panamá, Cal y Mayor Asociados, IBI Group, 2015)	
	Loi n° 66 de 2015 sur la décentralisation (réforme de la loi 37 de 2009).	Assemblée nationale, 2015	Il met en place des instruments hiérarchiques de planification territoriale.	
	Plan d'action	Bureau du maire de Panama City et Initiative des villes émergentes et durables (ICES) de la BID	Ce plan d'action, intitulé « Panama Ciudad Sostenible » (Ville durable de Panama), fournit de nouveaux instruments pour une planification intégrée et multisectorielle. La zone d'étude du plan est l'aire métropolitaine du Pacifique ; elle n'inclut pas l'aire métropolitaine de l'Atlantique.	
2016	Révision et mise à jour du plan de développement urbain pour les aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique.	MIVIOT, Consorcio POT(INCODISA Y PSS)	“L'étude de mise à jour du Plan vise à renforcer la capacité du MIVIOT à planifier et à réglementer le développement urbain dans les zones métropolitaines de Panama et de Colon et à améliorer à court terme les mécanismes	

			<p>institutionnels de gestion du développement urbain".</p> <p>Mise à jour approuvée par le décret exécutif n° 39 du 11 mai 2018.</p>	
2017	Plan stratégique national avec une vision de l'État Panama 2030	Conseil de la Concertation nationale pour le développement, PNUD (au service des peuples et des nations)	Plan aligné sur le développement national des objectifs de développement durable	
2019	Plan stratégique de gouvernement 2019-2024 (PEG)	Résolution du Cabinet n° 147 (à partir du lundi 30 décembre 2019)	<p>Ce plan cite les 5 Panama:</p> <p>« le Panama moderne, le Panama de la classe moyenne, le Panama des barrios, le Panama rural et agricole et le Panama des comarcas ».</p>	
	Politique nationale d'aménagement du territoire du Panama (PNOT)	L'Assemblée nationale, par la résolution n° 468 du 27 juin 2019	« L'objectif de la politique est de disposer d'une vision à court, moyen et long terme du pays, avec des instruments de planification stratégique et de consultation, et des instruments de prise de décision face à des actions qui ne sont pas envisagées dans la programmation et la planification actuelles. » (CEPAL, s.f.)	
2020	Mise à jour du règlement	L'Assemblée nationale, par	Ce règlement en dix chapitres abroge le	

	national sur les urbanisations, l'aménagement du territoire et les parcelles	le biais du décret exécutif n° 150 du 16 juin 2020	décret exécutif n° 36 du 31 août 1998, qui était en vigueur depuis plus de 20 ans.	
2021	Plan local d'occupation des sols pour le district de Panama City	Alcaldía de Panamá	« La méthodologie pour l'élaboration du plan local est basée sur une analyse des cas ou des pratiques existantes en termes d'instruments d'aménagement du territoire au niveau international et national, ce qui permet d'informer de manière complète la proposition de zonage du POT du district de Panama » (PLOT, 2021, p. 9). Ce plan doit être révisé tous les 5 ans	
2022-2023	Élaboration de 14 plans d'occupation des sols (POT).	MIVIOT	Actuellement, 14 plans de OT sont en cours d'élaboration, dont 6 en collaboration avec l'Autorité du tourisme, et les OT de La Chorrera et d'Arraijan seront bientôt lancés.	Pas d'illustration disponible

Table 4- chronologie évolution de la planification urbaine Panama

Donnes : source divers documents cités dans le tableau

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

La chronologie présentée nous permet de présenter les conclusions suivantes :

- La période 1940-1970 se caractérise par la création d'un grand nombre d'institutions liées à la planification urbaine :

Depuis 1944 avec la création de la Banque des Urbanisations et Réhabilitations (BUR sigle en espagnol) avec pour objectifs : « résoudre le problème du logement populaire, urbaniser les zones urbaines, suburbaines et réhabiliter les secteurs en déclin », en 1953

avec la création de l'Institut de Développement (IFE sigle en espagnol) qui était chargé d'encourager la construction de logements pour les classes les plus nécessiteuses par son département Urbanisation et Réhabilitation (DUR sigle en espagnol), **en 1958** avec la création de l'Institut du Logement et de l'Urbanisme (IVU sigle en espagnol) avec pour mission d'encourager la construction de logements, urbanisme et planification urbaine et **en 1973** avec la création du Ministère du logement (MIVI sigle en espagnol). Ce qui démontre le renforcement institutionnel pour gérer le sujet de planification urbaine au Panama.

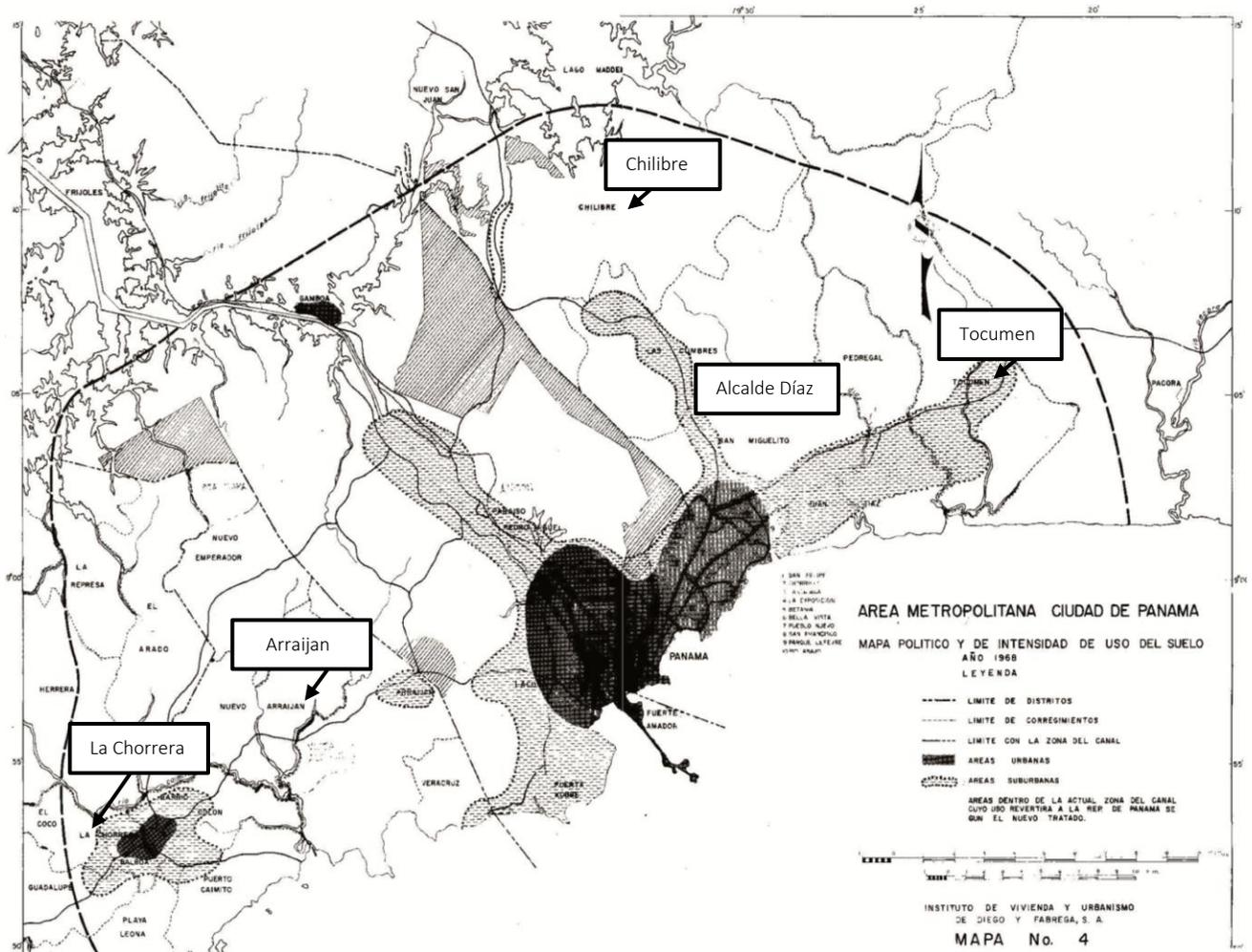
- **Les années 1960** ont été l'une des périodes de plus grande migration de la campagne vers la ville, apportant une dynamique d'expansion de plus en plus « centralisée » et « dépendante » à la capitale. Depuis cette période, la fragmentation du territoire et les inégalités sociales étaient latentes, entraînant la présence d'établissements informels. Un exemple du passé et encore existant est le quartier Boca la Caja avec une grande proximité de la ville de Panama.
- **En 1968**, le Plan de Panama a introduit le concept d'aire métropolitaine, ce qui a donné lieu à une série d'études qui ont contribué à la révision et au développement de nouvelles stratégies. Enfin, nous arrivons **en 1997** avec le plan officiel des Aires Métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique par le MIVIOT et la collaboration d'institutions étrangères.
- **La loi OT de 2006** sur l'aménagement du territoire renforce les capacités réglementaires en matière de développement urbain et formalise les processus à suivre par les professionnels et les institutions. Dans cette évolution significative de la réglementation, il convient également de souligner **la loi de Décentralisation de 2015** qui accorde une plus grande autonomie aux municipalités, ainsi que **la Politique d'Aménagement du territoire de 2019** qui renforce les actions de l'Aménagement du territoire au niveau national.
- Le Panama dispose d'une vaste bibliothèque de plans urbains, mais ils ont été confrontés à l'époque et encore aujourd'hui aux défis de mise en œuvre et au manque de synergie entre les autorités compétentes.

3.2 Les Plans Métropolitains : outils révélateurs de planification urbaine

La chronologie présentée dans la section précédente, nous a permis d'identifier 2 plans à l'échelle métropolitaine qui ont été significatifs en matière de développement urbain au Panama. Ces plans ont révélé les réalités rencontrées au moment de leur élaboration et contiennent des éléments prospectifs en tenant compte un vision d'avenir.

Plan de Panama, 1968

Dans les années 1970-1980, l'aire métropolitaine de la ville de Panama a été consolidée. Nous pouvons distinguer deux zones principales dans sa conformation : a zone 1 conformé par la ville de Panama et ses extensions vers Alcalde Díaz-Chilibre et Tocumen-Pacora(secteur centre de Panama et Panama est et nord) et la zone 2 conformé par La Chorrera et Arraiján(secteur ouest). La vision globale de l'Aire Métropolitaine en 1968 met en évidence la prépondérance du Secteur Ouest (Arraiján-Chorrera). (IVU, 1968, p. 1).



Légende traduite en français

Aire métropolitaine de la ville de Panama

Carte Politique et d'intensité d'utilisation des sols année 1968

	Limite de districts
	Limite de corregimiento(arrondissement)
	Limite avec la zone du canal
	zones urbaines
	zones suburbaines

Figure 36- carte politique et d'intensité d'utilisation des sols année 1968

Source : IVU, 1968

Parmi les principaux points du plan, nous pouvons citer :

- À cette époque la zone métropolitaine était également reconnue avec la terminologie zone d'influence
- Elle comptait avec plus de 400 000 habitants
- À l'époque, il était déjà mentionné qu'elle disposait d'une « structure physique inadéquate, dépassée et détériorée. »
- L'importance des grands investissements était déjà mentionnée et on avertissait que si ceux-ci ne respectaient pas les délais de développement, on serait confronté au dilemme de la croissance dispersée, déjà observée à l'époque.
- Le plan prévoyait qu'en 1980, la croissance économique de l'aire métropolitaine se poursuivrait au même rythme accéléré qu'aujourd'hui.

Délimitation de l'aire métropolitaine en 1968

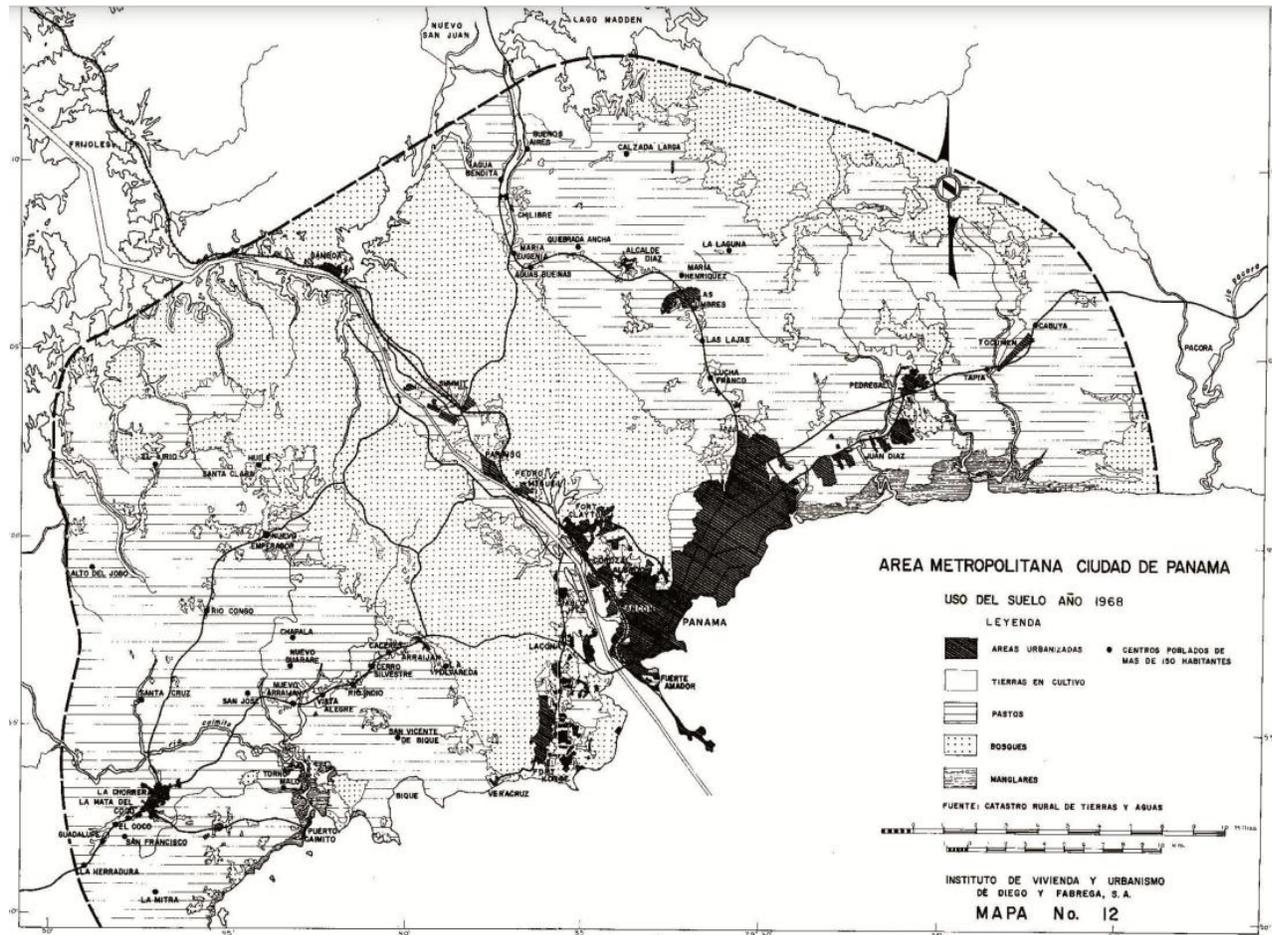


Figure 37- carte de l'aire métropolitaine ville de Panama, 1968

Source : IVU, 1968

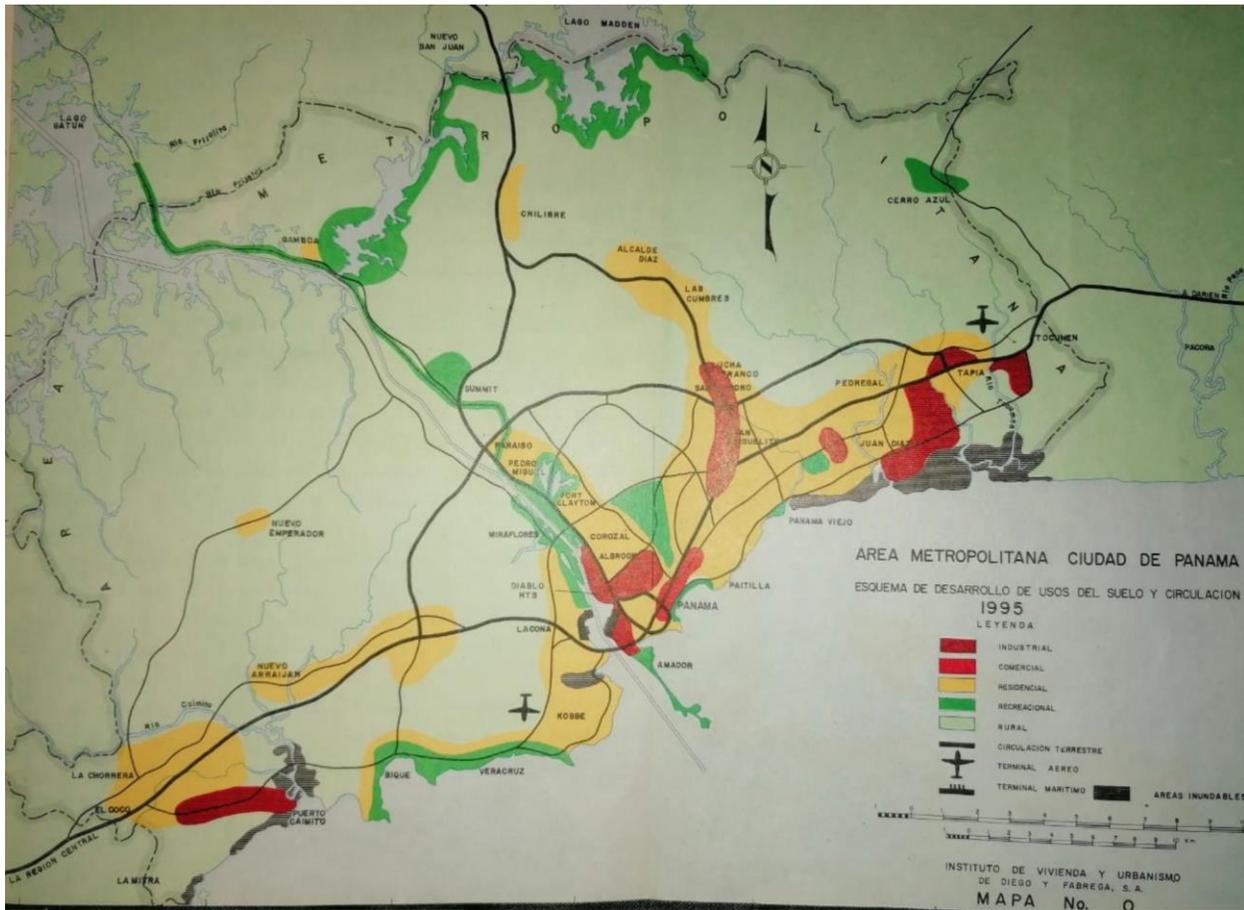
Légende traduite en français

Aire métropolitaine Ville de Panama

Utilisation des sols année 1968

-  zones urbanisées
-  terres cultivées
-  forêts
-  mangroves
-  Centres de population de plus de 150 habitants

Délimitation de l'aire métropolitaine vision prospective 1995



Légende traduite en français

Aire métropolitaine Ville de Panama

Schéma de développement de l'utilisation des sols et de la circulation 1995

	Industrielle
	Commercial
	Résidentiel
	Récréatif
	Circulation terrestre
	Terminal aérien
	Terminal maritime
	Zones inondables

Figure 38- carte schéma de développement de l'utilisation des sols et de la circulation 1995

Source : IVU, 1968

En ce qui concerne **la dimension logement**, les données les plus remarquables indiquées dans le plan sont présentées :

- Malgré le coût de la vie déjà élevé, il a été souligné que le niveau de vie continuerait à s'améliorer et que les dépenses seraient davantage orientées vers le logement individuel.
- Il était prévu que d'ici à l'an 2000 l'accroissement de la population atteindrait 1,220,000 habitants et que par conséquent la valeur de la terre augmenterait, accentuant ainsi les problèmes des « Bidonvilles d'Urgence » cause du déficit de logements.
- Le développement industriel exigera l'utilisation des zones adjacentes aux ports sur le canal et l'habilitation des urbanisations industrielles dans la Chorrera, Juan Diaz et la route Transísmica.

La dimension mobilité :

- L'accroissement des activités commerciales et industrielles exige la mise en place d'un réseau de base de circulation plus complet et plus fonctionnel "
- Dans ce plan, il est fait référence au Plan Villegas préparé en 1961 première étude sérieuse présentant les principaux problèmes de transit et de transport public de la ville de Panama, a été préparé avec un vision prospective à 1975

La dimension environnement:

- La croissance économique et démographique exigera une plus grande attention à la disposition des zones de loisirs proches de la ville, préservant ainsi l'environnement naturel des lacs, des collines, de la plage et de la mer.

La dimension coordination:

- La gestion de cette zone était confiée au district de la capitale par le Conseil municipal de planification du district de Panama et l'Institut du logement et de l'urbanisme (IVU).

Plan de développement urbain pour les aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique, 1997.

Localisation régionale des aires métropolitaines du Panama conformément au plan métropolitain de 1997

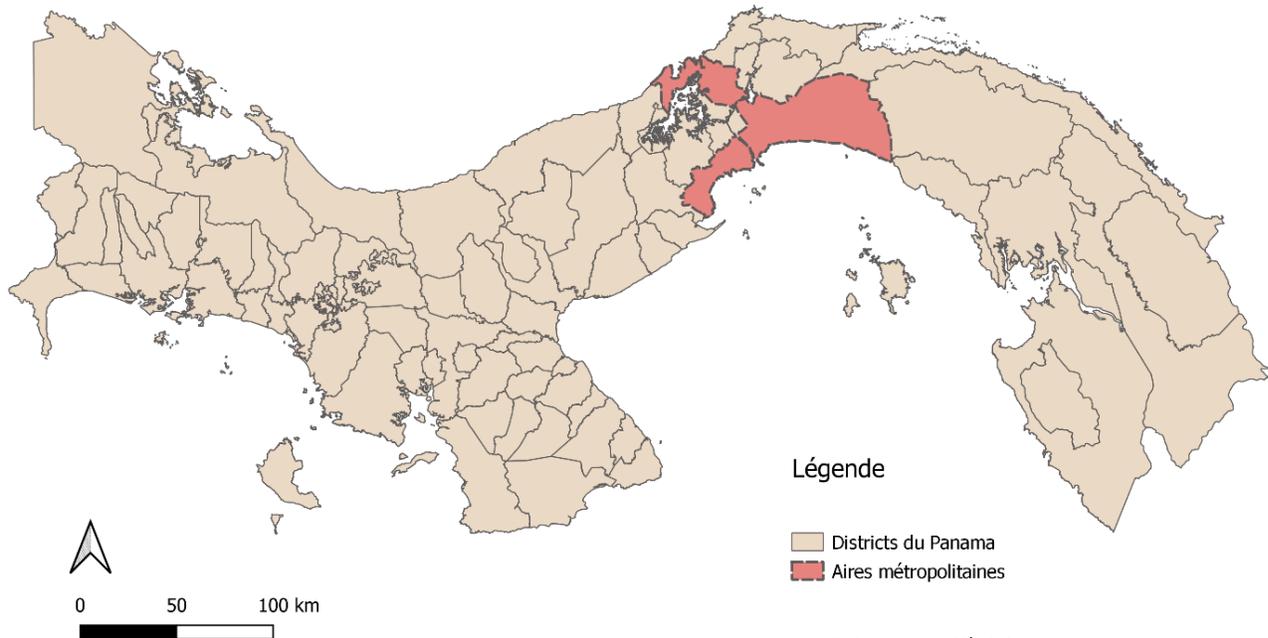


Figure 39- carte localisation régionale des aires métropolitaines du Panamá plan 1997

Sources : données Instituto Geográfico Nacional Tommy Guardia(IGNTG)

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

Le plan définit les aires métropolitaines comme suit : « La notion d'aire métropolitaine est celle d'une unité économiquement et socialement intégrée, avec un noyau reconnu de population importante. Cependant, outre la prise en compte du phénomène urbain en tant que tel, il est essentiel d'intégrer l'aspect administratif, puisque le processus de croissance et de développement des villes se produit avec l'intervention directe de l'État, que ce soit par le biais du gouvernement central ou du gouvernement municipal. En ce sens, l'aire métropolitaine est le résultat de l'extension de la prédominance de l'unité politico-administrative de la ville centrale sur les municipalités voisines, avec lesquelles elle en vient à établir une relation très étroite, qui dans de nombreux cas n'est pas explicitement reconnue, en raison de l'autonomie municipale ». (MIVIOT,1997)

Le plan des aires métropolitaines de Panama a été remis le 22 décembre 1997. Le 7 mars 1996, le MIVI a donné l'ordre de procéder aux travaux, qui ont été exécutés par le consortium Dames & Moore, Wallace Roberts & Tood, HLM, S.A, Yachivo Engineering Co et Price Waterhouse (D&M/HLM/WRT/YEC/PW).

La zone d'étude de ce plan comprend 320 000 hectares qui font partie du district de Panama, San Miguelito, Arraiján, La Chorrera, Chepo et Capira sur le Pacifique et du district de Colón sur l'Atlantique, ces districts ayant une population de 1 135 000 habitants (1995) répartis dans 60 corregimientos(arrondissement) ; il convient de mentionner qu'en 1995, la surface existante des zones urbaines correspondait à 49 000 hectares. Ce plan de projection du développement à l'horizon 2020 prévoyait de nouvelles zones de développement urbain d'une superficie de 10 000 hectares.

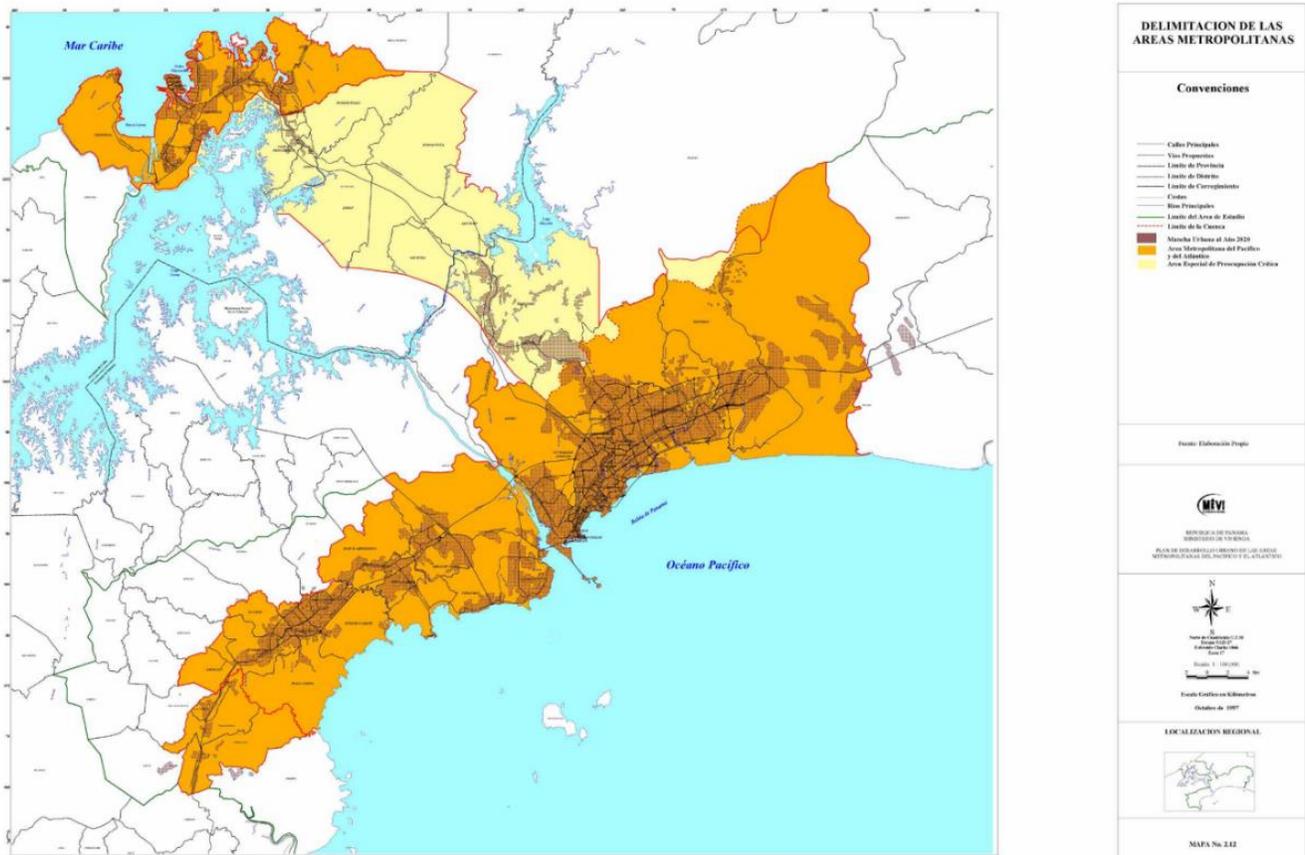


Figure 40- carte périmètre plan aire métropolitaine 1997

Source : MIVIOT, 1997

L'ancienne zone Canal, en divisant le pays en deux, a entraîné de manière décisive la fragmentation **des aires métropolitaines du Pacifique et du Atlantique**, par le biais d'un système rectiligne d'axes routiers a contribué à établir le modèle caractéristique de développement linéaire qui règne jusqu'à aujourd'hui. En même temps, en renforçant la suprématie de l'axe urbain terminal Panama-Colón, la présence du canal a souligné la dépendance du reste du pays de ces deux villes, établissant ainsi les "aires métropolitaines" (MIVIOT, 1997)

L'aire métropolitaine du Pacifique: se caractérise par sa forme allongée, avec une empreinte urbaine continue de plus de 80 kilomètres de long et un largeur moyenne de 9 kilomètres. Le canal

de Panama a été un élément structurant dans son développement urbain, car il divise les provinces de Panama et Panama Ouest, déterminant ainsi la physionomie de la ville, dont l'expansion allongée vers les périphéries a réussi à se consolider avec les processus d'occupation informelle du sol à la suite de la migration de la campagne vers la ville. Dans les années 60, l'une des plus grandes zones réception urbaine a été San Miguelito, un corregimiento du district de Panama qui est aujourd'hui district. L'aire métropolitaine du Pacifique abrite 44 % de la population du pays, bien qu'il ne représente que 4 % de la superficie totale du pays, est présenté comme un indicateur de la haute Concentration de population existante dans la zone. (BID, ALCADIA PANAMA, p. 31)

L'aire métropolitaine de l'Atlantique : est entièrement située dans le district de Colón et se compose de six des quatorze corregimientos del district, avec une superficie de 56,520 ha. correspondant à 48% du district. Il est divisé en trois secteurs : la ville de Colon qui a avec une distance de 62km à la ville de Panama et est composée par les corregimientos de Barrio Norte et Barrio Sur, les zones inversées constituées par le corregimiento de Cristóbal et la Periferia formée par les corregimientos de Cativá, Sabanitas et Puerto Pilón. La superficie totale du district de Colón est de 1,179.9 km², mais sa zone métropolitaine est réduite à 565.2 km². En 2010, cette zone comptait un total de 154, 204 population, qui correspond à 75% du total du district. D'ici 2035, la population métropolitaine de l'Atlantique devrait augmenter jusqu'à 334,107 habitants en 2035. (MIVIOT, CONSORTIUM POT, 2016, p. 14)

L'histoire de la ville de Colón est beaucoup plus tardive que celle du Panama. La colonie a été fondée en 1852 comme Navy Bay (rebaptisée Aspinwall avant de devenir Colón en 1890) et a été la conséquence de la construction du chemin de fer transístmico. Après la fin de la construction du canal de Panama, l'impact de la création de la zone dite du canal a eu des effets plus dévastateurs sur le développement urbain de la ville de Colón que dans le cas de la ville de Panama. Bien que ce travail a stimulé la croissance économique et a conduit à d'importantes améliorations dans le domaine des infrastructures et de l'assainissement, le processus naturel d'urbanisation a été gravement compromis, les objectifs fixés étant presque immédiatement atteints limites d'expansion potentielle de la ville. Aujourd'hui, les efforts publics et privés en cours visent à restaurer l'importance de la ville comme la deuxième plus grande ville du pays, favorisant un ordre structurel plus raisonnable dans la zone métropolitaine, en vue d'assurer un développement durable des ressources naturelles et touristiques et améliorer les conditions de vie. (MIVIOT, 1997)

En ce qui concerne **la dimension logement**, les données les plus remarquables indiquées dans le plan sont présentées :

- Offrir les incitations nécessaires pour que le marché puisse maintenir l'offre de logements à la plupart des de la population, à tous les niveaux économiques et être choisis en fonction de la localisation, du coût et de la qualité.

- Gérer et réglementer les établissements informels existants et empêcher la création de nouveaux établissements informels
- Fournir les services d'infrastructure de base et l'équipement communautaire, à la plupart des populations.
- Promouvoir le développement de projets résidentiels dans les les régions à faible revenu, conjointement avec l'État.

La dimension mobilité :

- Poursuivre le développement des transports en commun de déplacer la population vers ses centres d'emploi avec des connexions aux différents axes de développement de manière efficace
- Promouvoir le développement de centres de concentration d'activités en concurrence avec la zone centrale
- Planifier les utilisations des sols et les demandes dans les zones avoisinantes servies par les transports en commun
- Obtenir un accès maximum aux zones résidentielles, commerciales, de services communautaires et centres d'emploi pour la plupart des population (Relation vie, loisirs, travail)

La dimension environnement :

- Conserver, protéger et restaurer les ressources physiques et biologiques de toute la zone métropolitaine.
- Limiter et réglementer le développement urbain dans les zones de haute sensibilité environnementale et zones vulnérables.
- Rénover les zones urbaines et non urbaines ont été détériorées et affectées
- Développer les zones d'utilisation agricole en préservant les conditions environnementales
- Sauver et exploiter les littoraux marins, pluvieux et lacustres pour les loisirs publics
- Contenir et réglementer tout développement au sein de la zone protégée du bassin hydrographique du canal
- Permettre, protéger et conserver l'usage récréatif dans les zones parcs dans la zone métropolitaine
- Limiter le développement à proximité des forêts de galerie et rivières

La dimension coordination:

- Ce plan doit servir de guide pour l'élaboration des politiques et aux niveaux national, régional et local, dans la mesure où les entités, les municipalités et les organisations doivent prendre des initiatives pour la planification de la croissance urbaine.

Révision et mise à jour du plan de développement urbain de la aires métropolitaine du Pacifique et de l'Atlantique, 2016

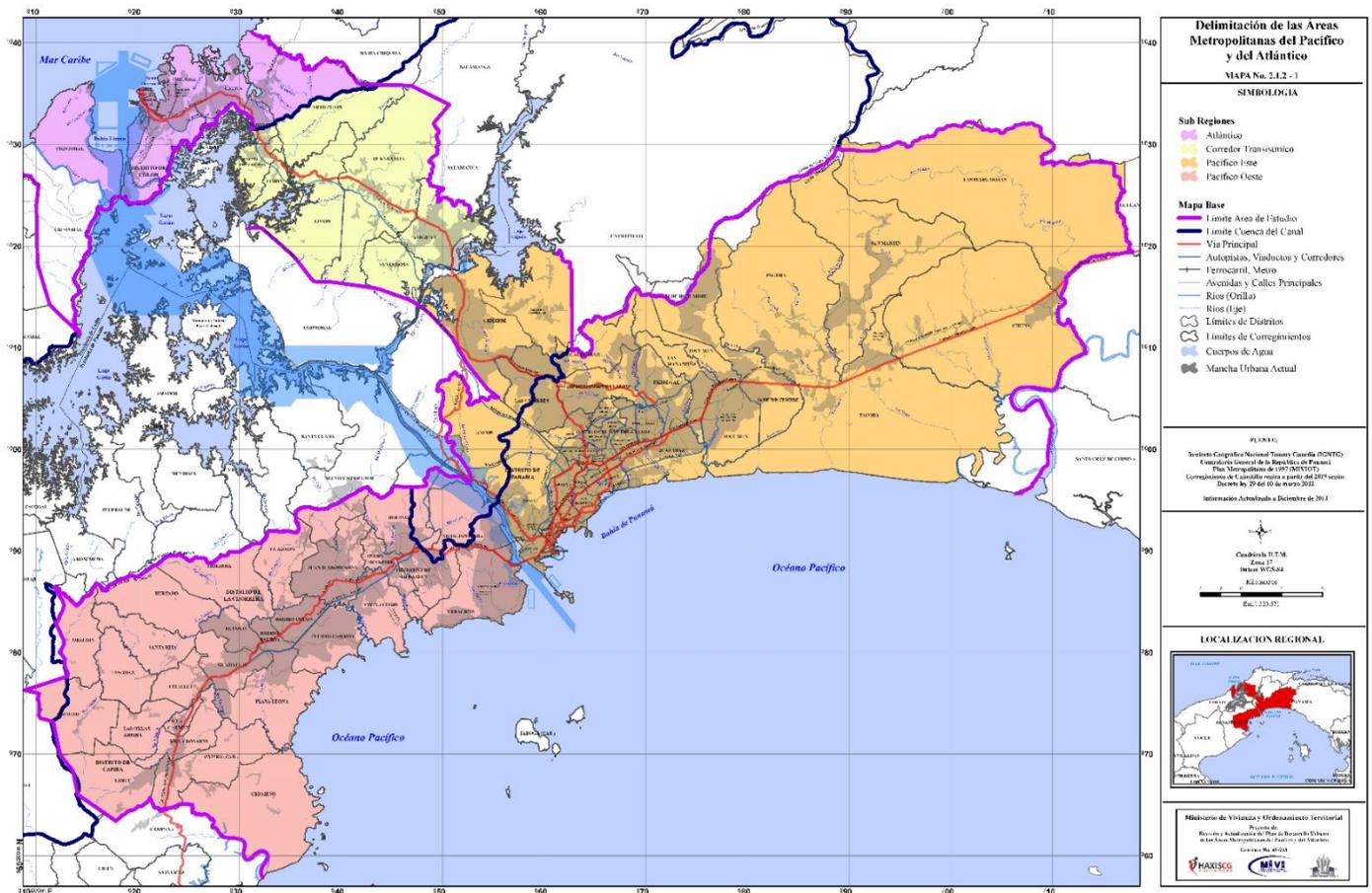


Figure 41- carte périmètre plan aire métropolitaine mise à jour 2016

Source : MIVIOT, 2016

Dix-huit ans après sa formulation, le faible niveau de respect des propositions qui y sont formulées et la nécessité urgente d'orienter le développement urbain des aires métropolitaines du Pacifique et de l'Atlantique pour mieux contrôler la détérioration galopante de la qualité de vie dans la région" (Rapport de révision et actualisation du plan métropolitain de 1997, p.3)

Son examen a commencé en 2015 et est mis à jour en 2016 avec une vision stratégique à l'horizon 2035 et continue de mettre l'accent sur les deux objectifs fondamentaux déjà fixés dans le plan de

1997 : contrôler l'expansion urbaine, décentralisation et supplémentaire ajoute l'objectif durabilité, afin de la protection des ressources naturelles, mieux se préparer au changement climatique.

En ce qui concerne **la dimension planification urbaine durable**, les données les plus remarquables indiquées dans le plan sont présentées :

- Éviter l'occupation des sols de manière incontrôlée
- La mobilité durable et intégrée aux utilisations des sols
- La restructuration urbaine verte
- Les densités moyennes
- L'efficacité énergétique dans les tissus urbains. Ceci en plus de réduire la consommation d'énergie, tout en réduisant émissions de CO₂ et d'autres substances provenant du gaspillage énergétique
- Un aménagement mixte d'usage des sols
- La perméabilité du territoire et le maintien de la connectivité écologique des systèmes écologiques

La dimension logement :

- Établir une nouvelle politique gouvernementale de développement urbain et de logement, et donc de déterminer les priorités à long terme urbanisation de terrains pour l'expansion des villes d'un manière plus contrôlée.
- La réduction du nombre de logements unifamiliaux, qui occupent de vastes étendues de terre et exigent des coûts élevés des infrastructures, au lieu d'augmenter les densités de logement le sol urbain existant, afin d'optimiser les investissements les infrastructures, les services communautaires et l'aménagement du territoire efficace.

La dimension mobilité :

- La stratégie de mobilité urbaine vise à réduire le trafic motorisé. Toutefois, le rôle de la planification est essentiel en fonction des mesures visant à mobilité des piétons et des vélos.
- Un modèle urbain compact et raisonnablement densifié, organisée en interne de manière à réduire mobilité urbaine de longues distances.
- L'organisation interne, qui implique une réglementation mixte utilisation des sols, passe par l'amélioration de la mobilité des piétons et vélos, sur le véhicule, dans les déplacements courts et quotidiens. Et dans les déplacements à distance, c'est le transport en commun.

La dimension environnement :

- Introduction du critère de connectivité et de perméabilité écologique. Pour cette raison, il est nécessaire d'empêcher la formation barrières générées par les espaces urbains. Cela implique création de couloirs verts continus reliant les espaces naturels.
- Organiser l'espace ouvert d'un point de vue fonctions de durabilité par leur contribution à la réduction des risques environnementaux tels que les inondations, la prévention du changement climatique, et comme espaces où générer des équipements urbains associés au recyclage et à la collecte sélective des déchets

3.3 Des actions en lien avec les 17 objectifs de développement durable

Cette section vise à présenter les plans, programmes et projets existants d'un point de vue actuel, mais aussi en faisant référence aux éléments précédemment présentés dans les plans métropolitains. Afin de décomposer les actions alignées sur ces objectifs, les informations sont regroupées en 4 agendas : environnemental, social, économique et de gouvernance.



Figure 42- schéma 17 objectifs de développement durable

Source : ethicvie.com

<p>L'agenda environnement et résilience</p> <p>ODD 6,7,11,13,14,15</p>	<p>Objectifs alignés</p>
	<p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> • « La nécessité de protéger et de conserver les ressources en eau, tout en créant des espaces de loisirs et de tourisme naturaliste, définis dans le Plan de 1997, une vision actuelle des espaces ouverts, crée de nouvelles fonctions qui doivent être incorporées. » • « Gérer l'espace ouvert du point de vue des fonctions de durabilité à travers sa contribution à la réduction des risques environnementaux tels que les inondations, comme la prévention du changement climatique, et comme espaces où générer des équipements urbains liés au recyclage et à la collecte sélective des déchets » • « L'efficacité énergétique dans les tissus urbains. Ceci, en plus de réduire la consommation d'énergie, réduit parallèlement les émissions de CO2 et d'autres substances dérivées du gaspillage énergétique. » • « La stratégie institutionnelle promeut l'initiative existante de création d'une unité technique spécialisée pour la coordination et l'administration du plan métropolitain. Cette stratégie tient compte de la nécessité d'organiser et de réglementer la participation des citoyens aux processus de planification et en particulier à l'administration du Plan métropolitain. » • « Dans le cadre des politiques de développement, il propose : "des limites claires des bassins fluviaux et en particulier du bassin hydrographique du canal. » <p>Plan stratégique national avec la vision de l'État Panama 2030 Aligné le développement national avec les objectifs de développement durable</p>

	<p>Depuis 2004, les actions menées dans le domaine de l'environnement ont fait l'objet de plusieurs volets. À partir de là, les politiques environnementales sont organisées en stratégies, plans et politiques. Les trois derniers gouvernements ont présenté, dans le cadre de leurs plans et stratégies, des mesures pour faire face à la question environnementale. Parmi les documents les plus importants figurent : Stratégie nationale pour la biodiversité; Politique nationale pour les zones humides; Stratégie nationale pour le système national des zones protégées; Plan national pour la sécurité de l'eau; Plan national pour l'énergie Panama; Stratégie nationale sur les changements climatiques. Il convient de souligner que ces politiques de protection sont en cours de mise en œuvre et d'intégration dans le cadre des politiques publiques. (Consejo de la Concertación, 2017, p. 51)</p> <p>Résolution nº 732 de 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Établissant les conditions et les procédures d'élaboration et de traitement des plans et schémas d'aménagement du territoire pour le développement urbain et rural, au niveau local et partiel, en ajoutant des critères pour la gestion globale des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique, qui permettent un développement durable »
 <p>15 VIE TERRESTRE</p>	<p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <p>Dans le cadre de son objectif de planification urbaine durable : « Éviter l'occupation inutile du sol, et promouvoir l'expansion de la tache urbaine existante »</p> <p>« La restructuration urbaine écologique . »</p> <p>« La perméabilité du territoire et le maintien de la connectivité écologique des systèmes écologiques. »</p> <p>« Prioriser le réaménagement des espaces déjà occupés, au-dessus d'une expansion non désirée. »</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Du Rapport Résultats des Nations Unies au Panama 2022, il convient de souligner les points suivants : - La Stratégie nationale d'accès universel à l'énergie de 2022, qui est alignée sur le Programme de transition énergétique, les ODD et l'Accord de Paris et NDC - L'installation de 6880 m2 de systèmes de chauffe-eau solaires pour environ 108 projets pour le secteur public et privé dans le cadre du projet thermosolaire
	<p>Plans précédemment présentés dans la chronologie urbaine tels que : le Plan d'action Panama durable sur l'aire métropolitaine du Pacifique (2015), Révision du Plan de développement urbain des aires métropolitaines Pacifique et Atlantique(2016), Politique d'aménagement du territoire(2019)Plan d'aménagement du territoire du district de Panama (2021)</p> <p>Ces 4 instruments de planification sont des éléments stratégiques dans la reproduction de stratégies durables sur le territoire panaméen, tous dans leurs différentes saisons ont montré une direction d'améliorations en termes de mobilité-transport, logement (mettant l'accent sur les inégalités évidentes dans les établissements informels), l'environnement,</p> <p>De Panama peut être mis en évidence le sujet de la mobilité, il suit une voie d'évolution dans son système de métro qui a actuellement 2 lignes fonctionnelles et un 3 tronçon en construction.</p> <p>Dans l'ancien gouvernement, l'accent a été mis sur la rénovation urbaine, avec des transformations dans le quartier de Calidonia et d'autres quartiers de la ville.</p>
	<p>Le rapport volontaire Panama 2017 souligne les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des actions pertinentes ont été menées entre 2004 et 2016, compte tenu de la politique des zones humides, de la conservation des océans et de la pêche durable • En termes d'actions publiques : <ul style="list-style-type: none"> o La nouvelle loi nationale sur la pêche. Le Panama s'est engagé à travailler à la promulgation de la nouvelle loi nationale sur la pêche en incorporant le concept de pêche durable qui a été discuté dans le cadre d'un dialogue national sur la pêche. ou Projet IKI, "Projet de conservation et de réservoirs de carbone"

	<p>dans les mangroves et les aires protégées du Panama" (Gouvernement de la République du Panama , 2017)</p> <p>Le deuxième Rapport national volontaire sur les ODD 2020 met en évidence les actions publiques de 2 plans décrits ci-dessus dans la chronologie urbaine :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le PEN 2030 (Plan stratégique national pour l'État, Panama 2030) de 2017 qui axe son axe 3 sur la durabilité environnementale par la mise en œuvre de normes et d'accords internationaux pour la conservation des ressources côtières et marines• PEG 2020-2024(Plan stratégique du gouvernement "Unir la force") vise à réviser la réglementation en vigueur en matière de pêche, mariculture <p>Du Rapport Résultats de l'ONU au Panama 2021</p> <p>Dans sa section chiffres met en évidence le pourcentage de 30% d'augmentation de la superficie mariale protégée au Panama, ce qui en fait un leader mondial bleu et réalise ainsi l'initiative climatique mondiale 30x30. (PNUD Panama, 2021)</p> <p>Les rapports révisés montrent une terminologie clé, dans laquelle ils menaient des mots tels que "protection et préservation". Il est également notoire les actions conjointes des institutions chargées de la conservation des océans, des mers et des ressources marines du Panama : Panama Maritime Authority(AMP), Panama Water Resources Authority (ARAP) et L'autorité du canal de Panama(ACP); les actions du milieu associatif sont également mises en évidence, comme par exemple : L'Association "Marea Verde" avec le projet pilote "BOB" sur la rivière Matías Hernánd</p>
--	--

	<p>Le Panama fait face à de grands défis au niveau de l’approvisionnement, car de nombreuses régions du pays connaissent actuellement de graves problèmes d’approvisionnement.</p> <p>En matière d’assainissement, il faut renforcer les actions au niveau des fleuves car beaucoup d’entre eux ne sont pas très pollués.</p>
<p>Conclusions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Panama a montré une évolution des actions de plus en plus orientées vers la globalité de la notion de durabilité, le pays ne fait pas seulement des efforts vers la protection de l’environnement, mais à plusieurs niveaux du terme durable. • Le Panama suit une voie de continuité en créant des plans qui a une vision de planification pour 2030, 2040. En termes de ce programme a montré un chemin stratégique depuis le gouvernement précédent 2014-2019 et le courant 2019-2024 • Selon le Rapport des Nations Unies au Panama : "À 2025, le Panama est résilient et dispose de politiques publiques mises en œuvre pour l’adaptation et l’atténuation du changement climatique, la neutralité de la dégradation des terres, la protection de la biodiversité, la gestion intégrée de l’environnement et la réduction des risques de catastrophes et de crises sanitaires, avec une approche territoriale, interculturelle, des droits de l’homme, de genre, et de vie". 	
<p style="text-align: center;">Agenda Social</p>	
	<p>Le Gouvernement central met en œuvre des stratégies telles que le Plan ruche qui oriente ses actions en faveur des personnes vivant dans la pauvreté</p> <p>Les efforts sont orientés vers les zones les plus vulnérables, parmi lesquelles certaines zones des aires métropolitaines, des comarcas et des zones de l’intérieur du pays (Région Occidentale et Centrale). Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d’étendre et d’améliorer les programmes de protection sociale et l’assistance spéciale afin de pouvoir fournir l’aide requise après une analyse des besoins économiques spécifiques par région, afin d’améliorer leur qualité de vie et de mettre en valeur leurs ressources naturelles.</p>

	<p>Le Gouvernement collabore avec des groupes de recherche nationaux et internationaux pour produire et diffuser des connaissances et des systèmes alimentaires sains et durables, et renforcer la base agro-alimentaire technologique nationale pour contribuer à la sécurité alimentaire et sa mise en œuvre appropriée dans 4 lignes de recherche : nutrition, système alimentaire, santé publique et agro-industrie.</p> <p>Deux exemples qui peuvent être mis en évidence dans les résultats du Rapport des Nations Unies au Panama 2022 sont : 2 guides pour la Méthodologie Ecoles de Terrain pour Agriculteurs (ECA) : Guide ECA du Caféculteur et Guide ECA du Facilitateur" et Coopération Technique FAO-Café Durán pour la production et la commercialisation du café dans les communautés autochtones.</p> <p>À cet égard, le Panama accorde également une attention particulière aux communautés autochtones.</p>
	<p>Le gouvernement doit travailler sur des programmes qui garantissent l'accès universel à des services de santé de qualité, la disponibilité des médicaments, promouvoir des actions socio-éducatives en matière de prévention des maladies infectieuses, traitement et prévention d'autres problèmes de santé publique.</p>
 	<p>Le Panama examine actuellement la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination, y compris la parité des sexes dans la vie politique, publique et économique.</p>
<p>Agenda économique ODS 4, 8, 9, 12</p>	



Plan de Panama ,1968

- Dans la section "Schéma de développement des utilisations des sols et recommandations", il est fait référence au point 2 :

« Renforcer l'équipe d'hommes qui devra construire le corps de ce nouvel organisme proposé, au moyen de bourses à la charge de l'IFARHU, par des études ou des formations spécialisées. Cette équipe professionnelle doit comprendre des planificateurs régionaux, des urbanistes (urbanisme), des économistes, des géographes, des sociologues, des ingénieurs de la circulation, des ingénieurs de la santé, des administrateurs publics et des avocats. »

Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016

- Passer d'une aire métropolitaine «Monocentrique» à «Policentrica»

Grâce au concept de nœuds urbains comme approche des voies vers la décentralisation qui génèrent un maillage durable de l'emploi, cet objectif a été présenté dans le plan de 1997 et reste latent dans l'actualisation de 2016.

En 1997, les avantages suivants ont été cités en proposant la création de nœuds urbains : "Meilleur accès aux sources de travail", "réduction du temps de mobilisation entre le foyer et le travail", "meilleur accès aux services communautaires", "Réduction de la pollution de l'environnement dans les Aires Métropolitaines", " meilleure occasion d'effectuer des investissements immobiliers dans d'autres parties du territoire métropolitain."Informe de resultados de Naciones Unidas de Panamá,2021

En 2021, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre avec le Gouvernement pour ramener les enfants à l'école et réduire les risques d'abandon scolaire et d'exclusion. (Naciones Unidas Panamá, 2021)

Parmi ses actions, nous soulignons :

- Distribution de comprimés électroniques pour assurer le suivi des cours à distance

	<ul style="list-style-type: none"> - « Avec le Ministère de l'Éducation, le pilotage de Study Sin Hambre a repris au profit des enfants des Mines de Herrera - Le système des Nations Unies a accompagné la conception de programmes axés sur la formation à l'emploi et à l'entrepreneuriat, parmi lesquels le Plan de transformation et d'amélioration intégrale INADEH - Le développement du programme Talents sans frontières destiné aux Panaméens et aux réfugiés pour améliorer leur employabilité.
	<p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <p>Dans la section des avantages produits de la mise en œuvre du plan, il est cité :</p> <p>"Emplois générés : Si nous supposons avec prudence que la mise en œuvre du plan sur 30 ans générerait en moyenne un millier d'emplois par an, et ceux-ci sont payés à un revenu annuel moyen de B/. 6.498 (avec leur augmentation annuelle de 1%) la valeur des nouveaux emplois générés par le projet s'élèverait à B/. 151 millions en 30 ans." (MIVIOT, CONSORCIO POT, 2015, pág. 62)</p> <p>Rapport de l'ONU sur les résultats de 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 2022, le plan de relance socio-économique de COVID-19 a été mis en œuvre, identifiant les groupes les plus touchés. Le Plan a mis l'accent sur "le renforcement des capacités des populations autochtones et paysannes aux ressources limitées, soutenues par les activités agricoles et les MPME "des outils d'appui à l'agriculture familiale ont été fournis, adaptées aux besoins de la zone et des mécanismes facilitant la commercialisation ont été inclus. - Ces initiatives "ont renforcé les capacités pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle" principalement dans les régions autochtones. <p>Dans le cadre de l'appui à la numérisation de l'agriculture, une étude prospective "sur l'analyse de l'offre et de la demande de</p>

	<p>solutions technologiques innovantes appliquées aux finances et à l'agriculture" a été réalisée. (Naciones Unidas Panamá, 2022, pág. 15)</p> <p>Plan Colmena⁶</p> <p>Stratégie nationale établie par la loi 297 du 27 avril 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement, coordination, participation citoyenne et institutions alignées pour lutter contre la pauvreté et les inégalités - L'action est priorisée dans 63 districts regroupant 300 circonscriptions
	<p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <p>Dans le cadre des politiques de développement, il cite :</p> <p>« Proposer la recherche technologique afin de produire des solutions de logement, des équipements communautaires et d'infrastructure capables de réduire la consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, de matières toxiques et de promouvoir le recyclage »</p> <p>Dans sa section du plan d'investissement, dans le cadre des programmes de planification et de gestion de l'environnement, il cite :</p> <p>« Contribuer au développement, au transfert et à la diffusion des écotecnologies. »</p>
	<p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <p>Dans sa section du plan d'investissement, dans le cadre des programmes de planification et de gestion de l'environnement, il cite :</p>

⁶Plan Colmena: Stratégie multisectorielle visant à promouvoir les processus de développement territorial en renforçant la politique publique et les institutions de l'État dans les zones de pauvreté et de vulnérabilité en articulant une série de services visant à répondre aux besoins fondamentaux de l'être humain, aux niveaux local et territorial (sitio web: <https://www.gabinetesocial.gob.pa/plan-colmena-panama/>)

	<p>"Poursuivre les actions visant à améliorer la gestion de la qualité environnementale et l'utilisation durable des ressources naturelles. "</p> <p>"Contribuer à modifier les modes de consommation et de production non viables"</p>
<p>Agenda de Gouvernance</p>	
	<p>Plan national de coopération de la République du Panama (Panama COOPERA 2030)</p> <p>Dans le cadre de l'ODD 16, le plan cite les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "éduquer l'ensemble de la population aux valeurs de paix et à l'éradication de la violence", - "poursuivre, punir et condamner toutes les formes de violence, y compris les mauvais traitements, l'exploitation, la traite et la torture, en particulier les femmes et les enfants, en protégeant les victimes" - "promouvoir l'État de droit et garantir l'accès à la justice pour tous" - "lutter contre toutes les formes de criminalité organisée" - "poursuivre et punir toute forme de corruption" - "assurer la transparence et la responsabilité du service public dans les institutions" - "renforcer les mécanismes nationaux de surveillance, en particulier les institutions d'audit et la fonction de contrôle du pouvoir législatif." (Ministerio de Relaciones Exteriores, 2017, págs. 55,56)
	<p>Plan national de coopération de la République du Panama (Panama COOPERA 2030)</p> <p>Dans le cadre de l'ODD 17, le plan cite les actions suivantes :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - "Rendre les procédures administratives et les services aux citoyens plus efficaces et de qualité, en les modernisant et en y intégrant l'utilisation des TIC" - "Mettre en place des systèmes de suivi et d'évaluation permettant de mesurer les progrès accomplis, de partager et de diffuser les expériences transférables à d'autres environnements" - "Encourager et établir des canaux et des capacités pour la participation des citoyens à la prise de décision publique" - "Promouvoir des partenariats efficaces entre les donateurs, les institutions publiques, le secteur privé, les établissements universitaires et la société civile dans l'élaboration des politiques." (Ibid, pág. 62) <p>Révision et mise à jour du Plan de développement urbain de la région métropolitaine Pacifique et Atlantique, 2016</p> <p>Dans sa section plan d'investissement, en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes, nous soulignons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement de la gestion interinstitutionnelle par la création de programmes de formation des ressources humaines - Création de procédures facilitant la mise en œuvre des législations et réglementations du Plan métropolitain - Renforcer la capacité des gouvernements locaux à gérer et à mettre en œuvre les objectifs proposés
--	---

Table 5- Mesures prises par le Panama pour atteindre les 17 objectifs de développement durable

Source: divers documents cités dans le tableau

Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023

Conclusion

L'objectif principal de ce mémoire était de répondre aux questions suivantes : comment la prise en compte du passé considéré comme un héritage et indicateur d'évolution de planification urbaine, nous permet de construire une vision stratégique qui mette en relation le passé, le présent et le futur ? et comment l'articulation de ces temporalités nous guidera vers un chemin de transformation urbaine mieux structurée et un avenir plus durable ?

À partir de cette première, le contenu structure une réflexion qui croise les différentes réalités des aires métropolitaines des pays de l'Amérique centrale en exposant leurs défis, leur évolution historique en matière de planification, l'expansion urbaine et leurs stratégies actuelles vers un développement durable. Parmi les termes présentés dans le texte, nous pouvons remarquer trois : « laboratoire », « opportunité », « collaboration ». En prenant ces trois termes, nous comprenons que pour atteindre des transformations de plus en plus significatives, il faut être ouvert à l'expérimentation de nouveaux mécanismes de gestion de villes, voir dans la crise une opportunité et l'indispensable de générer des actions conjointes entre acteurs nationaux et alliances internationales à la recherche de meilleures solutions ou de « bonnes pratiques » afin de prévenir les risques futurs, de réduire la vulnérabilité et de construire des villes plus résilientes.

À partir du site de la UN-HABITAT « la résilience » est définie comme : « la capacité de tout système urbain et de ses habitants à affronter les crises et leurs conséquences, tout en s'adaptant positivement et en se transformant pour devenir pérenne. Ainsi, une ville résiliente évalue, planifie et prend des mesures pour se préparer et réagir à tous les aléas – qu'ils soient soudains ou à évolution lente, prévus ou non. Les villes résilientes sont donc mieux à même de protéger et d'améliorer la vie des gens, de sécuriser leurs acquis, de promouvoir un environnement favorable aux investissements et de favoriser les changements positifs. » (UN-HABITAT, s.d.)

Tout au long des 3 parties de ce document, nous mettons en évidence qu'il existe des outils urbains (cadre réglementaire, institutions et plans urbains à leurs différentes échelles territoriales) qui régissent un chemin évolutif en matière d'urbanisme. Cependant, nous sommes confrontés à un double réalité paradoxal, qui se présente comme une alerte rouge, qui nous indique que malgré l'existence d'instruments de planification, nous sommes confrontés à un problème d'impact plus important : le défi de générer des processus de mise en œuvre efficaces avec des processus de synergie réussie entre les multiples acteurs urbains.

la planification urbain vue à partir de plans qui exposent des stratégies, qui reconnaissent les faiblesses du territoire, les dures héritages du passé et qui présentent la composante future à travers des scénarios spatialisés en cartographie, sont un excellent outil et représentent en même temps un investissement important pour les gouvernements, il faut donc, reconnaître que ce n'est pas la seule solution aux dynamiques territoriales auxquelles sont confrontées aujourd'hui les villes ; nous devons aller plus loin et réussir à intégrer tous les outils urbains dans un système efficace de résultats.

L'histoire urbaine vécue par les villes s'impose comme un défi, la reconnaître comme un élément structurant, englobant une série de scénarios complexes, est l'une des chemins à suivre pour la création d'un avenir plus durable. La mise en œuvre de l'Agenda 2030 et les actions menées par chaque pays d'Amérique centrale, en vue d'atteindre ses 17 objectifs de développement durable, est un autre chemin à suivre, car elle structure un système d'action urbain où se conjugue la dimension environnementale, sociale, économique et de gouvernance et d'alliances, par conséquent, même si le maximum n'a pas été atteint en 2030, les pays s'assurent d'aller sur une bonne chemin d'identification et d'action face aux grands sujets et problèmes urbains actuels ; pour réussir dans les actions opérationnelles requises pour la correcte la gestion des villes et d'être mieux préparé dans la logique urbaine qui doit être de plus en plus intégrer comme un système où toutes ses parties doivent être alignées et avancer de manière interconnectée, réduisant les écarts entre elles.

Bibliographie

RAPPORTS ET THESE

Instituto de Vivienda Urbanismo(IVU). (1968). *Plan de Panamá*. Panamá.

ALCALDÍA DE PANAMÁ. (2021, juillet 7). *Gaceta Oficial publica Aprobación del PLOT*. Consulté le septembre 24, 2023, sur <https://dpu.mupa.gob.pa/gaceta-oficial-publica-aprobacion-del-plot/>

Apoyo Urbano. (2023). *Informe Plataformas Colaborativas Metropolitanas Centroamérica*.

BID, ALCALDÍA DE PANAMÁ. (2016). *Informe final: estudio de crecimiento urbano*. Panamá.

BID, ALCALDÍA DE PANAMÁ. (2016). *Plan de Acción: Panamá Metropolitana Sostenible, Humana y Global*. Panamá. Consulté le avril 20, 2023

BID, NDF. (2015). *Tegucigalpa y Comayagua Capital Sostenible, Segura y Abierta al Público*. Distrito Central, Honduras.

Boucheron, P. (2021). *Métropoles en Longue Durée les leçons d'histoire*. Paris, La Défense Cedex: Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines(POPSU).

Conadur; Segeplán. (2014). *Plan Nacional de Desarrollo K'atun: nuestra Guatemala 2032*. Guatemala, Centro América.

Consejo de la Concertación, P. (2017). *Plan Estratégico Nacional con Visión de Estado Panamá 2030*. Panamá: ALBACROME, S.A.

Gabriel Lanfranchi, Mercedes Bidart. (mayo de 2016). *Gobernanza metropolitana en América Latina y el Caribe*. Buenos Aires, Argentina: Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento(CIPPEC).

Gobierno Nacional, Metro de Panamá, Cal y Mayor Asociados, IBI Group. (2015). *PLAN INTEGRAL DE MOVILIDAD URBANA(PIMUS)*. Panamá.

GRUPO BANCO MUNDIAL. (2018). «*Estudio de la urbanización en Centroamérica: Oportunidades de una Centroamérica urbana*». Washington, DC 20433. Consulté le Juillet 11, 2023

Henríquez, R. A. (2006). *Propuesta Para Un Modelo De Desarrollo Portuario Por Medio* . Panama.

INVU . (2013). *Vivienda y equipamiento social* . Costa Rica.

IVU. (1968). *Plan de Panamá*. Panamá.

- Lungo, M. (2004). Expansión urbana y regulación de la tierra en Centroamérica: antiguos problemas, nuevos desafíos. Dans M. Lungo, *El rostro urbano de América Latina*. Buenos Aires : CLASCO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales .
- Lungo, M. (1999). Gestión de la tierra y planificación urbana en San Salvador y Panamá. Lincoln Institute Research Report. San salvador, El Salvador.
- Mario, L. (2000). Ciudad grande, país pequeño: los desafíos de la gestión metropolitana en Centroamérica. Buenos Aires: CLASCO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- Meza, N. A. (2018). *Inversión extranjera y metropolización. Los casos de la Gran área metropolitana, Costa Rica y el área metropolitana Pacífico, Panama*. History, Université Sorbonne Paris Cité.
- Ministerio de Relaciones Exteriores. (2017). *Plan Nacional de Cooperación De La República de Panamá*. Panamá.
- MIVAH. (2013). *Plan Nacional de Desarrollo Urbano para la Gran Área Metropolitana 2013-Dimensión de Gestión*. Costa Rica.
- MIVAH. (2013). *Plan Nacional de Desarrollo Urbano para la Gran Área Metropolitana 2013-Dimensión Vivienda y Equipamiento Social*. Costa Rica.
- MIVAH. (2013). *Plan Nacional de Desarrollo Urbano para la Gran Área Metropolitana 2013-Dimensión de Gestión*. Costa Rica.
- MIVIOT, BID, EPYPSA. (2019). *Política Nacional de Ordenamiento Territorial de Panamá*. Panamá.
- MIVIOT, CONSORCIO POT. (2015). *Revisión y Actualización del Plan de Desarrollo Urbano*. Panamá: Panamá, República de Panamá.
- MIVIOT, CONSORCIO POT. (2016). *FORMULACION DEL PLAN METROPOLITANO PARA EL PACIFICO Y DEL ATLANTICO - Informe 4 Volumen I*. Panamá.
- Naciones Unidas Panamá. (2021). *Informe de resultados Naciones Unidas en Panamá 2021*. Panamá.
- Naciones Unidas Panamá. (2022). *Informe de resultados Naciones Unidas en Panamá* . Panamá.
- ONU-HABITAT. (2023). *Caja de herramienta para la mejora de asentamientos precarios en Centroamérica y República Dominicana*. Ciudad de México.
- Universidad Nacional de Ingeniería; Apoyo Urbano. (2022). *Clima Urbanización y Metropolización*. Nicaragua.
- Uribe, A. (s.d.). El plan brunner para la ciudad de Panamá. *Revista Arquitectura 8, Universidad de Chile*, 20-21.

Vásquez, J. M. (2016). *La Prospectiva Territorial en América Latina y el Caribe*. Santiago, Chile: Universidad del Valle.

Orozco, R., Vargas, C., Vargas, A. & Aguilar, J. (2015). Crecimiento de las principales áreas metropolitanas de Centroamérica. Informe final de investigación para el Quinto Informe Estado de la Región. San José, Costa Rica: Programa Estado de la Nación.

Torres, M. (2008). La construcción de la nueva capital de Belice, Belmopán. Jornadas Estudiantiles Latinoamericanas.

SITES INTERNET – WEBOGRAPHIE

Arab, N. (2007). À quoi sert l'expérience des autres ? Bonnes pratiques et innovation dans l'aménagement urbain. *Espaces et Sociétés* 4(n 31), 33-47. Consulté le septembre 18, 2023, sur <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-4-page-33.htm#:~:text=Il%20sert%20%C3%A0%20orienter%20les,jour%20avec%20les%20exp%C3%A9riences%20exog%C3%A8nes.>

CEPAL. (s.f.). *Plataforma Urbano y Ciudades de América Latina y el Caribe*. Obtenido de <https://plataformaurbana.cepal.org/es/instrumentos/planificacion/politica-nacional-de-ordenamiento-territorial-de-panama-pnot>

CEREMA. (14 de Janvier de 2020). *Un guide pour mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans les territoires*. Recuperado el 20 de aout de 2023, de <https://www.cerema.fr/fr/actualites/guide-mettre-oeuvre-objectifs-developpement-durable-odd>

Chitti, M. (2016, juin 9). *La circulation nord-sud de modèles, idées et pratiques urbanistiques*. Consulté le juin 24, 2023, sur vrm le réseau de recherche et de connaissances sur la ville et l'urbain: <http://www.vrm.ca/la-circulation-nord-sud-de-modeles-idees-et-pratiques-urbanistiques/>

COAMSS OPAMSS. (2022, juin 15). *Clima urbanización y metropolización*. Consulté le juillet 10, 2023, sur https://opamss.org/sv/ova_doc/clima-urbanizacion-y-metropolizacion/

CREAMOSGUATE. (s.d.). *Creamos Metrópolis*. Consulté le août 19, 2023, sur <https://creamosguate.com/metropolis>

Cunha, J. M., & Vignoli, J. R. (2009). Crecimiento urbano y movilidad en América Latina. *Revista Latinoamericana de Población*, 27-64. Consulté le septembre 10, 2023, sur <https://www.redalyc.org/pdf/3238/323827368003.pdf>

Daniel Béhar et Aurélien Delpirou, « Réformes institutionnelles et gouvernance métropolitaine en France et en Italie : un nouvel avenir pour la planification territoriale ? », *Métropoles* [En ligne],

23 | 2018, mis en ligne le 22 janvier 2019, consulté le 12 juillet 2023. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/6577> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/metropoles.6577>

DREAL PACA. (2020, avril). *Présentation des définitions, démarche et outils de prospective existants Exemples associés d'exercices prospectifs*. Consulté le septembre 20, 2023, sur DREAL Paca: https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fiche2020drealpaca_presentation_demarches_outils_prospective.pdf

Emilio Duhau. (2012, novembre 15). *SociologieS* [Online]. doi:<https://journals.openedition.org/sociologies/4193?lang=en>

Estado de la Nación. (2015). *Capítulo6: Ordenamiento Territorial: implicaciones para el desarrollo humano*. Récupéré sur <https://repositorio.conare.ac.cr/rest/bitstreams/ba68de1b-de32-4547-8998-6b98ee5742c5/retrieve>

Exbalin, A. (2021, juin 10). *L'Amérique latine, un condensé d'urbanités*. Consulté le juillet 16, 2023, sur métropolitiques: <https://metropolitiques.eu/L-Amerique-latine-un-condense-d-urbanites.html>

Genevois, S. (2020, novembre 24). *La ville du quart d'heure en cartes et en schémas*. Consulté le août 28, 2023, sur cartonumerique.blogspot.com/2020/11/ville-du-quart-d-heure.html

INED. (16 de septembre de 2023). *Tous les pays du monde*. Obtenido de https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/tous-les-pays-du-monde?lst_continent=904&lst_pays=916

LDV Studio Urbain. (2019, Février 25). *La Cité Jardin : une recette encore d'actualité*. Consulté le septembre 25, 2023, sur Demain la Ville by BOUYGUES IMMOBILIER : <https://demainlaville.com/la-cite-jardin-une-recette-encore-dactualite/>

MIVIOT. (22 de diciembre de 1997). Obtenido de Plan de Desarrollo Urbano de las Areas Metropolitanas del Pacífico y del Atlántico/ VOLUMEN III: <https://www.miviot.gob.pa/urbanismo/4URBANISMO/urbanismo/volumen3/antecedentes3.html>

MIVIOT. (1997). *Plan de Desarrollo Urbano de las Áreas Metropolitanas del Pacífico y del Atlántico*. Obtenido de https://www.miviot.gob.pa/urbanismo/4URBANISMO/urbanismo/volumen%20IIa/antecedentes_2.html

MIVIOT. (s.f.). *Ministerio de Vivienda y Ordenamiento Territorial*. Obtenido de Antecedentes: <https://www.miviot.gob.pa/logo-y-organigrama/>

- NeighbourhoodIndex. (s.f.). *The Opportunity Districts-Guatemala City's Urban Development Plan 2020-2050*. Consulté le 20 septembre 2023, de <https://neighbourhoodindex.org/index/7ce45fc2-1942-477d-be4c-3d49eff2aa19/>
- Nicolas-Artero, C., Fuster-Farfán, X., & Velut, S. (2021). Introduction. Contestée, appropriée et déposée : la place de la nature dans les villes latino-américaines. *Cahiers Des Amériques Latines*, 97. Consulté le 24 de septembre, 2023, de Open Edition Journals: <https://journals.openedition.org/cal/13080>
- Observatoire du design_urbain. (s.d.). *Amérique Latine: comment les villes innovent*. Consulté le juillet 16, 2023, sur <https://obs-urbain.fr/amerique-latine-comment-les-villes-innovent/>
- PNUD Panama. (9 de junio de 2021). *Panamá aumenta 30% sus áreas marinas protegidas logrando la meta de la iniciativa climática global 30X30*. Obtenido de <https://www.undp.org/es/panama/press-releases/panam%C3%A1-aumenta-30-sus-%C3%A1reas-marinas-protegidas-logrando-la-meta-de-la-iniciativa-clim%C3%A1tica-global-30x30>
- TEC I Tecnológico de Costa Rica. (29 de Septiembre de 2017). *Por un Plan GAM que mejore el ordenamiento urbano*. Obtenido de <https://www.tec.ac.cr/hoyeneltec/2017/09/29/plan-gam-mejore-ordenamiento-urbano>
- UN-HABITAT. (s.d.). *La résilience urbaine*. Consulté le septembre 26, 2023, sur <https://unhabitat.org/fr/node/3774>
- Vargas-Bolaños, C., Orozco-Montoya, R., Vargas-Hernández, A., & Aguilar-Arias, J. (2019). Metodología para la determinación del crecimiento de la mancha urbana en las capitales de la región centroamericana (1975-1995-2014). *Revista Geográfica De América Central*, 1(64), 59 - 91. Récupéré sur <https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/geografica/article/view/13177/18410/>

ARTICLES REVUES

- Baldares, T. M. (2011). *Plan Regional Urbano de la Gran Área Metropolitana de Costa Rica: avances y desadíos*.
- Brenes Mata, E., & Rodríguez Soto, F. (2008). Propuesta de Desarrollo urbano Costarricense Antecedentes, Alternativas y Desafíos. *Revista Geográfica de América Central*, vol. 1, núm. 41, 2008, pp. 1-44, 44.
- Hernández, R. R. (2023). Prospectiva Territorial en América Latina: Retos y perspectivas para México en el siglo XXI. *Eutopía, Revista de Desarrollo Económico Territorial No.23*, 213-235. doi:DOI: 10.17141/eutopia.23.2023.5929

Lieberherr-Gardiol, F. (2007, mars). Durabilité urbaine et gouvernance, enjeux du xxiè siècle. (ERES, Éd.) *Revue Internationale des sciences sociales*, 373 à 385. doi:DOI10.3917/riss.193.0373

Rivera, C. N. (2017). Gestión territorial: el tema pendiente en la planificación territorial en Honduras y Centroamérica. *REVISTA CIENCIAS ESPACIALES, VOLUMEN 10, NÚMERO 2 OTOÑO, 2017*, (5-23).

Smith, C. A. (1991). El Patron de urbanización de Centroamerica en el siglo XIX. *Anuario de Estudios Centroamericanos* 17(1), 21-49.

Williams, J. (2004). Sistemas Urbanos en América Latina: Globalización y Urbanización. *Cuadernos de Geografía*(13), 41-58.

OVRAGES

Desjardins, X. (2020). *Planification Urbain la ville en devenir*. France : Armand Colin

Rosales, Hugo. (2020) Ciudad de La Chorrera: Crecimiento y forma urbana. Panamá.

Rosales, H. (2022). *REarquitectura de las normas de desarrollo urbano*. Panamá: CEHAH.

Pascal, B., Serge, B., & Catherine, B. (2013). *Dictionnaire de géographie*. Paris: HATIER.

DOCUMENTS JURIDIQUES

Asamblea Nacional. (1941).

Ley 78(De 23 de junio de 1941) Por la cual se reglamentan las urbanizaciones en la República de Panamá

Panamá: Gaceta Oficial: 08551

Asamblea Nacional. (1943).

Ley 120(De 2 de abril de 1943) “Por la cual se modifica el artículo 6º de la ley 78 de 1941. (por la cual se reglamentan las urbanizaciones en la República de Panamá).”

Panamá: Gaceta Oficial: 09076

Asamblea Nacional. (1944).

Ley 54 (De 22 de agosto de 1944)” Por el cual se crea el banco de urbanización y rehabilitación.”

Panamá: Gaceta Oficial: 09486

Asamblea Nacional. (1953).

Ley 3(De 20 de febrero de 1953)” Por la cual se crea el instituto de fomento económico como institución del estado.”

Panamá: Gaceta Oficial:12006

Asamblea Nacional. (1958).

Ley 17(De 29 de enero de 1958) “Por la cual se funda y organiza el Instituto de Vivienda y Urbanismo(IVU).”

Panamá: Gaceta Oficial:13.469

Asamblea Nacional. (1973).

Ley 9(De 25 de enero de 1973)” Por la cual se crea el Ministerio de Vivienda”

Panamá: Gaceta Oficial 17276

Asamblea Nacional. (1973).

Ley 16(De 28 de febrero de 1973) “Por la cual se crea y se organiza el Ministerio de Planificación y Política Económica”

Panamá: Gaceta Oficial 17295

Asamblea Nacional. (1985).

Ley 3(De 20 de mayo de 1985) “Por la cual se establece un régimen de intereses preferenciales en ciertos préstamos hipotecarios.”

Panamá: Gaceta Oficial 20312

Asamblea Nacional. (1994)

Ley 1(De 3 de febrero de 1994) “Por la cual se establece la legislación forestal en la Republica de Panamá, y se dictan otras disposiciones.”

Panamá: Gaceta Oficial 22470

Asamblea Nacional. (1997)

Ley 21(De 2 de julio de 1997) “Por el cual se aprueba el plan regional para el desarrollo de la región interoceánica y el plan general de uso, conservación y desarrollo del área del canal.”

Panamá: Gaceta Oficial 23323

Asamblea Nacional. (2006)

Ley 6(De 1 de febrero de 2006) “Que reglamenta el ordenamiento territorial para el desarrollo urbano y dicta otras disposiciones.”

Panamá: Gaceta Oficial 25,478

Asamblea Nacional. (2015)

Ley 66(De 29 de octubre de 2015) “ Que reforma la ley 37 de 2009. Que Descentraliza la Administración Pública, y dicta otras disposiciones.”/ Panamá: Gaceta Oficial No.27901-A

Liste des figures

Figure 1- schéma corrélation entre urbanisation, mondialisation et métropolisation	3
Figure 2- Carte données démographiques par pays d'Amérique central.....	5
Figure 3- Carte des aires métropolitaines pays d'Amérique central.....	10
Figure 4- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Panama City, Panama, années :1979, 1997 et 2015	15
Figure 5- Comparaison de la croissance tâche urbaine de San José, Costa Rica, années :1979, 1997 et 2014	16
Figure 6- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Tegucigalpa, Honduras, années :1975, 1995 et 2014	17
Figure 7- Comparaison de la croissance tâche urbaine ville de Guatemala, Guatemala, années :1976, 1996 et 2014	18
Figure 8- Comparaison de la croissance tâche urbaine de San Salvador, Salvador,, années :1976, 1996 et 2014	19
Figure 9- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Managua, Nicaragua,, années :1976, 1996 et 2014	20
Figure 10- Comparaison de la croissance tâche urbaine de Belmopan, Belize,, années :1976, 1996 et 2014	21
Figure 11- schéma processus et outils de planification Costa Rica.....	22
Figure 12- schéma corrélation entre 3 actions processus de la prospective.....	24
Figure 13- schéma Distances appropriées pour le modèle CDI Sources : Rapport Plan Gam 2013 volet urbain régional p. 11	26
Figure 14- schéma axes et variables du Plan national de développement.....	29
Figure 15- carte division politique administrative au Panama	31
Figure 16- schéma les enjeux de la ville durable	35
Figure 17- les 17 objectifs de développement durable	37
Figure 18- parc de la Tête d'Or, Lyon	41
Figure 19- schéma conceptualisation du modèle villes de 15 minutes	42
Figure 20- schéma la ville du quart d'heure	43
Figure 21- diagramme les trois aimants- Ebenezer Howard, 1898 Source : souslesjupesdelametropole.wordpress.com	45
Figure 22- logos des partenaires actuels et échange collectif	50
Figure 23- Carte localisation géographique de la ville de Guatemala.....	52
Figure 24- Carte zones urbanisées.....	53
Figure 25- Carte avec l'identification des espaces verts ayant une valeur environnementale.....	54
Figure 26- Carte avec l'identification des territoires d'opportunité	55
Figure 27- Page de couverture atlas centraméricain métropolitain.....	56
Figure 28- Carte normative de classification des sols	58
Figure 29- schéma des stratégies pour mettre en œuvre.....	59
Figure 30- carte traitements urbanistiques.....	60

Figure 31- carte planimétrie du district de Panama.....	62
Figure 32- schéma modèles de référence aux niveaux international et national	63
Figure 33- schéma cycle d'activités réalisé pour la collecte de documents Réalisation : CERRUD María, IAUGL – Master UA, 2023.....	65
Figure 34- carte Croissance historique des limites administratives de la Ville de Panama.....	67
Figure 35- Tâche urbaine aire metropolitane du pacific 1609-2014	68
Figure 36- carte politique et d'intensité d'utilisation des sols année 1968.....	82
Figure 37- carte de l'aire métropolitaine ville de Panama, 1968.....	83
Figure 38- carte schéma de développement de l'utilisation des sols et de la circulation 1995	84
Figure 39- carte localisation régionale des aires métropolitaines du Panamá plan 1997.....	86
Figure 40- carte périmètre plan aire métropolitaine 1997	87
Figure 41- carte périmètre plan aire métropolitaine mise à jour 2016	90
Figure 42- schéma 17 objectifs de développement durable.....	92

Liste des tableaux

Table 1- données démographiques de pays d' Amérique Central	6
Table 2- L'évolution de la croissance urbaine données de pays d' Amérique Central	6
Table 3- les défis en matière de développement Amérique Central	9
Table 4- chronologie évolution de la planification urbaine Panama	79
Table 5- Mesures prises par le Panama pour atteindre les 17 objectifs de développement durable	103

ANNEXE

Annexe 1 : entretiens

Entretien avec l'architecte Farah UREÑA DUCASA, de la Direction de la planification urbaine et d'aménagement du territoire de la municipalité de Panama. Jeudi 13 juillet à 16h15 heure française, 9h15 heure de Panama par vidéoconférence.

1- Que pouvez-vous me dire sur les plans de gestion actuels de l'aire métropolitaine ?

Dans la ville de Panama, le district de Panama a un plan d'aménagement du territoire (PLOT) approuvé par accord municipal. La ville de Panama compte 26 corregimientos et actuellement la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire DPU-OT élabore et révisé le Plan Partiel du Corregimiento de San Francisco, un correctif croissant et dynamique du centre-ville.

INTERVIEWER : J'ai travaillé sur une Chronologie du Panama concernant l'évolution de l'urbanisme et parmi mes données, je dois que dans 2019 la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire a été publiée et en 2021 ils ont publié le Plan Local d'Aménagement du Territoire du district de Panama, c'est-à-dire que, d'après ce que vous m'avez dit, les instruments de planification existent, mais pour l'instant, les premières étapes de la mise en œuvre ne sont pas en cours, car en premier lieu, la participation citoyenne pose problème.

INTERVIEWÉE : C'est correct. Le plan d'aménagement local est valable et est en cours d'exécution à partir de ces dates.

2- Pouvez-vous citer des bonnes pratiques de gestion ?

En tant que tel, on estime qu'il y a beaucoup de lacunes dans cette partie étant donné qu'il n'y a pas une grande équipe comme il se doit pour gérer une ville entière comme celle que nous avons. Si de nombreuses demandes de certificats d'utilisation des sols sont traitées dans la mesure des possibilités et des ressources humaines. En ce qui concerne les changements d'affectation des sols prévus par la loi, le Conseil de planification se réunit et est soumis à la consultation des citoyens.

INTERVIEWEUSE : C'est compliqué parce que le District a des réalités différentes, pas seulement le zonage, ils vont en rencontrer d'autres et ils essaient de voir tellement de choses à la fois. Cela étant, nous pouvons donc définir que la bonne pratique est que les vérifications avec les conseils de planification et les réunions sont en cours pour améliorer les processus de participation et d'inclusion citoyenne. Sur la base de ce qui précède, je me permets de vous demander : Comment fonctionnent ces conseils de planification ?

INTERVIEWER : C'est compliqué parce que le district a des réalités différentes, pas seulement le zonage, ils vont se réunir avec d'autres et ils essaient d'examiner beaucoup de choses en même temps. Ceci étant, nous pouvons définir que la bonne pratique est qu'ils effectuent des vérifications avec les conseils de planification et des réunions pour améliorer les processus de

participation et d'inclusion des citoyens. Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais vous demander : comment fonctionnent ces conseils de planification ?

INTERVIEWÉE : Le Conseil se réunit chaque semaine en fonction du volume de demandes. Tous les districts ne sont pas dotés de conseils de planification.

INTERVIEWEUSE : J'ai justement lu un article qui parlait des Conseils de Planification comme quelque chose de nouveau et qui en effet tentent de les augmenter dans le Territoire Panaméen. Je vais aller plus loin.

3- Quel rôle jouent la gouvernance et la participation citoyenne dans votre système de gestion ?

Si le citoyen est intégré grâce à la participation citoyenne, ses processus peuvent être encore améliorés pour atteindre une pleine effectivité et alignement entre les plans et ce que les citoyens veulent.

4- Si l'on prend en compte le passé, considérez-vous qu'il y a eu un événement qui a déclenché la transition vers une gestion plus durable dans votre aire métropolitaine ?

Oui, la loi 37 sur la décentralisation date de 2009 et a été modifiée par la loi 66 de 2015 qui incorpore des ressources fiscales et fait une distribution solidaire aux municipalités.

Cette loi de 2015 confère à la municipalité de Panama sa compétence au niveau local, le Ministère du logement et de l'aménagement du territoire (MIVIOT) est responsable au niveau national et régional. Le gouvernement local, conjointement avec l'organe exécutif, a fait des efforts pour que les actions se concrétisent.

INTERVIEWEUSE : Dans ce cas, nous avons pu voir qu'en 2015, la décision d'améliorer l'organisation au niveau municipal a été quelque chose qui a poussé, mais aussi que ce qui me dit qu'il y a une dépendance avec le MIVIOT, Vous avez un Plan Local, mais il doit toujours être approuvé par eux.

INTERVIEWÉE : La municipalité de Panama a établi son plan local d'aménagement du territoire, dans le cas d'autres municipalités qui n'ont pas le personnel qualifié et ne disposent pas d'un outil comme un plan local d'aménagement du territoire si elles dépendent des lignes directrices de MIVIOT.

INTERVIEWER : C'est vrai, plus dans les processus d'urbanisme parce qu'il y a beaucoup des acteurs impliqués, par conséquent, un dialogue constant est nécessaire.

5- Si nous prenons la question de la décentralisation en tant que telle : pensez-vous qu'à partir de 2023, nous serons sur le chemin de l'amélioration des processus et que nous verrons les résultats de cette loi ?

INTERVIEWÉE : En partie parce que nous sommes actuellement dans une période de transition et préélectorale, nous espérons que d'ici 2024, nous pourrions mettre en place des stratégies souvent complexes en raison du nombre d'intérêts en jeu, mais nous savons enfin qu'il y a une direction à suivre.

INTERVIEWEUSE : Dans les forums en ligne, il a été identifié comme étant une constante dans plusieurs pays d'Amérique centrale : par conséquent, des efforts sont faits dans le milieu collectif pour organiser des entretiens avec des professionnels afin que ces situations soient partagées d'une manière ou d'une autre, il est constaté qu'il n'y a pas une réalité unique d'un pays et qu'il existe des plates-formes pour que ces professionnels puissent partager également leurs idées, leurs points de vue sur les choses qui peuvent être faites différemment. Il y a des pays qui, s'ils ont réussi, malgré toute cette gestion politique, se déconnecter un peu de cela et faire des choses différentes mais qui reconnaissent que c'est difficile. Les bonnes pratiques d'autres pays sont partagées pour voir comment est le processus de gestion, mais en gardant à l'esprit que les systèmes politiques diffèrent selon les régions.

INTERVIEWÉE : S'il est très positif d'avoir le soutien et l'échange de situations vécues par d'autres collègues d'autres pays. L'incitation à atteindre le niveau d'autres pays est motivante. Le fait est que nous aurons une année difficile car il est d'un temps pré-élections ce qui, ce qui implique des changements dans les postes de direction et très probable priorités des agendas, etc.

La pression ou l'opposition de certains secteurs a influencé et influe fortement sur le développement de projets où des efforts considérables ont été déployés pour recueillir des informations et des études techniques. Il est très important, dans la prise en compte de la participation citoyenne, que les citoyens disposent de toutes les informations correctes et pertinentes, car la promotion et l'approche de celles-ci sont essentielles.

1- À la lumière des Objectifs de Développement Durable initiés en 2015 par les Nations Unies qui comprennent des objectifs stratégiques de logement, établissements humains, espaces publics, mobilité, égalité, entre autres, avec une vision d'ici 2030. Pensez-vous que, dans l'un de ces objectifs, il y a des indicateurs au Panama que nous sommes sur la bonne chemin pour atteindre ces objectifs?

Je pense que nous avons avancé dans le **ODD 11** villes durables grâce à la mobilité et l'innovation technologique avec le métro de Panama, avec une alternative propre, durable et moderne.

Actuellement, le métro de Panama a 2 lignes, est en cours d'exécution à la ligne 3 à l'ouest de la ville.

Mise en œuvre de l'ODD 17 des partenariats sont en cours avec l'État ou des entités indépendantes telles que l'Autorité du canal de Panama qui dirige un Comité interinstitutionnel du bassin hydrographique du canal de Panama (CICH /sigles en espagnol) avec la participation de divers acteurs tels que le ministère de l'Environnement (MI AMBIENTE), le ministère de la Santé (MINSAsigles en espagnol), le ministère du Gouvernement et de la Justice, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF/ sigles en espagnol sigles en espagnol), la fondation Natura et Caritas Archidiocésaine. Cette commission a d'autres sous-commissions auxquelles participent la municipalité de Panama, le Ministère du logement et de l'aménagement du territoire (MIVIOT/ sigles en espagnol), l'Institut des aqueducs et des égouts nationaux (IDDAN/ sigles en espagnol) et le Ministère des travaux publics (MOP/ sigles en espagnol) dans le but de protéger le bassin hydrographique du canal de Panama.

Entretien avec l'architecte, urbaniste Hugo ROSALES, professeur titulaire en charge des cours de design architecturale et d'urbanisme à l'Université du Panama dans la période 1976-2019 ; actuellement conseiller technique indépendant et écrivain. Jeudi 20 juillet à 16h30 heure française, 9h30 heure de Panama par vidéoconférence.

1- Que pouvez-vous me dire sur les plans de gestion actuels de l'aire métropolitaine ?

Comme vous l'avez mentionné le dernier plan pour l'aire métropolitaine qui comprend la ville de Panama, La Chorrera, Arraijan et Capiro était de l'année 1997, est un plan de développement qui a identifié les besoins d'investissement des écoles, centres de santé, transport, l'infrastructure, mais cela a été mis en place par le gouvernement central, n'a pas été correctement suivi, donc il y avait des lacunes dans les questions de mise en œuvre et les résultats attendus. Les investissements qui sont faits n'obéissent pas à ce type de logique. À l'heure actuelle, le thème de l'aire métropolitaine est abandonné parce qu'en vertu des lois d'aménagement du territoire de 2006, ce sont désormais les municipalités qui ont l'autonomie pour élaborer leurs propres plans, dans ce cas d'aménagement du territoire et avec le thème de la décentralisation des fonds du gouvernement central vers les municipalités, les municipalités réalisent les investissements d'œuvres communautaires mais pas sur la base d'un plan intégral de l'aire métropolitaine. Alors, le thème de la zone métropolitaine a perdu de sa pertinence, en fait le District de Panama a son propre PLOT(2021), le District de Chorrera et Arraiján sont en train d'élaborer un plan, qui est déjà en cours de construction.

INTERVIEWEUSE : Dans la mise à jour 2016 du plan de 97, dans l'introduction est indiqué que malgré avoir l'outil n'a pas donné le bénéfice attendu

D'après ce que vous nous avez dit sur Arraiján et Chorrera, il y a une date pour la mise en œuvre de ce plan ? ou il est encore en cours ?

Pour cela, l'ordre a déjà été donné de procéder, l'entreprise concernée a commencé le travail. Le maire du district de La Chorrera a indiqué dans les médias que maintenant en décembre va attribuer le Conseil de planification municipale qui sera chargé de donner suite au plan, sans un Conseil de planification le plan ne pourrait pas être approuvé. Je comprends que les termes de référence indiquent que l'entreprise doit terminer cela dans une période de neuf mois, mais habituellement, ils demandent une prolongation peut être remplie dans un an jusqu'à ce que ce plan est déjà terminé. Le problème qui se pose est que, à partir de mai, ce sont des élections et même si le même parti politique a été élu, il est possible de modifier la structure administrative. Ici à La Chorrera il est discutable si les Autorités Municipales vont être réélues ou non alors il y a une incertitude, il y a un avenir incertain quant à l'officialisation et l'achèvement de ce Plan de La Chorrera et Arraiján .

INTERVIEWEUSE : J'ai trouvé très intéressant ce que vous avez mentionné à propos de l'intégralité, c'est-à-dire qu'au lieu de ressembler au terrain global de l'aire métropolitaine, nous le voyons au niveau local et bon cela ne maintient vraiment pas la même route de ne pas avoir un territoire avec une cohérence territoriale.

2- Que pensez-vous des processus de gestion ?

La question de la gestion comporte deux composantes qui ne sont pas nécessairement fusionnées. Le premier est la gestion du projet et du programme d'investissement dans l'ordre de l'amélioration de la qualité de vie de la population. Cela se fait séparément de l'autre ingrédient de la gestion, qui est la gestion normative en termes d'utilisation des sols et de réglementation pour la croissance de la ville. Ce sont deux types de démarches qui sont séparées et dans de nombreux cas ne sont pas alignées.

La loi exige que lors de l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire, le plan doit inclure les projets, les investissements et les moyens de financement et les délais dans lesquels ils doivent être mis en œuvre pour exécuter le plan d'aménagement

Le cabinet de conseil répond à cette exigence, mais certains cas diffèrent des processus de gestion d'investissement au niveau de l'État et de la municipalité.

3- Quel rôle jouent la gouvernance et la participation citoyenne dans votre système de gestion ?

C'est une question très critique ici dans le pays et cela se reflète dans les élections. La plupart des représentants des citoyens ne sont pas réélus, mais les gens en cherchent d'autres. Les maires et les représentants qui sont souvent appelés conseillers ne sont pas réélus. Nous avons des lacunes dans ce secteur et les processus d'intégration des habitants doivent être améliorés.

4- Si l'on prend en compte le passé, considérez-vous qu'il y a eu un événement qui a déclenché la transition vers une gestion plus durable dans votre aire métropolitaine ?

Le thème de la gestion durable a évolué de manière perceptive, mais très lente. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu un événement particulier qui ait produit ou provoqué un tournant où les choses auraient changé radicalement. Ce moment de l'histoire de la gestion de la planification ici au Panama, je ne l'ai pas remarqué. Il y avait autrefois le (INRENARE Institut National des Ressources Naturelles Renouvelables) après cela est devenu une Autorité de l'Environnement et est maintenant appelé (MI AMBIENTE) qui a un niveau de Ministère. Cela semble être un processus de gestion favorable, mais la loi environnementale n'a pas été mise à jour. Le thème des études d'impact environnemental pour assurer des projets durables a été abordé de manière progressive. Ce qui varie un peu, c'est que lorsque le MIVIOT a été réformé avec son nouveau ministère (2009) au terme de l'année, il a été exigé que toutes les dispositions prises par le Gouvernement central pour intégrer dans la gestion de ses plans les critères de durabilité et les thèmes de mesure de prévention du changement climatique.

5- ¿Y a-t-il un secteur prioritaire en termes de rénovation métropolitaine ?

Contrairement à ce qui est fait dans les pays plus développés, il y a des partenariats entre la ville et de grandes zones de la ville sont rénovées, les zones dites prioritaires à la rénovation urbaine qui ont été prises en charge à l'époque 70 ou 80 dans le cas de Chorrillo, Ici, au centre de la ville, on appelle ça des zones délabrées. Il n'y a pas de projets de rénovation urbaine dans les années 70 et 80. Dans le cas d'autres zones ou secteurs de l'aire métropolitaine qui ont un degré de détérioration on pourrait mentionner les établissements informels ou ceux que l'on appelle les bidonvilles, mais ce n'est pas non plus un processus de rénovation totale si les autorités ne font pas un processus d'amélioration de la zone est Boca la Caja, établissement informel qui a été amélioré en termes de légalisation. Les propriétaires de leur terrain et de leur maison, mais les gens n'acceptent pas qu'il y ait une rénovation, que des bâtiments soient construits parce que cela signifie une expulsion et ils ne veulent pas en sortir. C'est un obstacle parce que les gens ne sont pas très enclins à quitter la zone, même si cette zone est très détériorée. Près de l'Université de Panama, il y a une autre colonie informelle, quelques bâtiments ont été construits mais la colonie est en mauvais état car il n'a pas été possible de la rénover complètement. Quant aux autres lieux de l'Area Metropolitana, ni à La Chorrera, ni à Arraijan, on détecte des zones dites très anciennes qui pourraient être considérées comme des zones en déclin, s'il est vrai, qu'il y a des zones qui ont une dégradation urbanistique par rapport à la qualité spatiale et aléatoire, qui ont certains secteurs au Panama pourquoi ils sont appelés petits villages ou un grand village où les maisons sont en mauvais état, il y a un mélange de statut social, de classe moyenne, de classe supérieure, les riches, les personnes les plus humbles, alors cela se reflète dans le statut du logement mais personne ne pense ou entreprendre un type de rénovation ou de réforme à ces secteurs de la Chorrera. Nous pouvons remarquer que en 2015 a été faite une proposition au niveau académique,

proposition très idéalisée dans le secteur de Calidonea et qui faisait ensuite partie d'une étude par des spécialistes étrangers qui ont présenté des propositions pour sa réforme.

À la lumière des Objectifs de Développement Durable, que pensez-vous de la situation actuelle au Panama?

Les 17 objectifs de développement durable, il y a un des villes durables en termes de meilleure qualité de l'espace et de la gestion des services d'éducation, santé, mobilité des transports, cela est séparé du thème de la gestion de l'aménagement du territoire et de la voirie, c'est-à-dire que les plans établissent l'utilisation des sols mais n'identifient pas le nombre d'écoles à construire, combien de centres de santé doivent être construits ou des investissements sont identifiés pour ce type de projet qui est fait chaque année par l'entité } Panama par rapport à d'autres pays disons que nous sommes bien alignés, si l'on compare l'indice de mobilité, le thème du métro, nous sommes l'un des pays les plus avancés parmi les pays d'Amérique latine, mais ces choses ne font pas partie de plans globaux et ne font pas non plus partie de plans expressément formulés pour atteindre les objectifs de développement durable, mais ce sont des réalisations qui ont été réalisées dans la mesure des possibilités d'exécution du budget d'investissement du gouvernement central. Alors c'est comme dire s'il faut atteindre cet objectif que nous allons là-bas, mais pas tout un corps de 20 institutions vouées à réaliser expressément ces objectifs, mais les choses continuent à se faire autant que possible que l'économie le permet et certains de ces objectifs progressent, mais pas nécessairement en synergie totale et en termes de calendrier idéal.

Entretien avec Mme. Silvia Rosales-Montano, Présidente de l'ONG Apoyo Urbano. Le mercredi 28 juin à 9h25 en vidéo conférence

1- Que pouvez-vous me dire sur les plans de gestion actuels de l'aire métropolitaine ?

Le point de vue depuis Lyon

Les années 60 donnant l'exemple de la réflexion de 60 ans de construction métropolitaine, livre publié grâce à la célébration nationale des agences d'urbanisme en France

La rétrospective planificatrice des années 70 comme vision de l'État en France avec l'objectif de créer des territoires d'équilibre (concentration, environnement et agriculture) le concept de villes satellites

Le point de vue depuis l'Amérique Central

Planification indicative, non opérationnelle, pouvoir privé

Guatemala 2014 signaux de planification indicative (programme K'Atun)

Salvador 2021 planification qui prend en compte le passé depuis les années 50 et analyse qu'il y a aujourd'hui

2- Pouvez-vous citer des bonnes pratiques de gestion ?

L'innovation dans les processus de réflexion métropolitaine par le dialogue des acteurs

3- Quel rôle jouent la gouvernance et la participation citoyenne dans votre système de gestion ?

Salvador : Maire et pression politique

Participation citoyenne très faible en Amérique centrale

France : dispositifs très collaboratives

4- ¿Y a-t-il un secteur prioritaire en termes de rénovation métropolitaine ?

Je préfère ne pas sectionner, je choisis de voir le territoire dans sa globalité. C'est une réalité que les thèmes s'interpellent : quartiers précaires dans des zones à risque ou sols naturels qui ne doivent pas être utilisés

5- Selon vous, quelle est la meilleure contribution à la mise en œuvre des 17 ODD ?

Donne une voie d'analyse et se concentre vers des décisions et des actions plus claires

6- Compte tenu des attentes de développement et des héritages passés, pensez-vous qu'il soit possible d'inventer un modèle urbain réussi ?

Cela dépendra de l'approche qui sera donnée à la fin de la crise, ce qui peut être vu à partir d'une occasion si vous suivez une bonne voie de gestion, mais à la fois comme un risque mais réussit à s'assumer et contrer avec des actions urbaines conformes aux défis territoriaux qui s'expriment dans de multiples hiérarchies. Générer des espaces de réflexion dans un environnement de spécialistes, peut guider la difficulté de bonnes pratiques et ainsi connaître les mécanismes qui permettent de mettre en œuvre correctement les modèles de référence.

Crise : comme de bonnes nouvelles opportunité si elle est faite sur la bonne voie de gestion ou crise come un risque.

Annexe 2 : notes de conférences en ligne période de stage

Ruralidad Metropolitana– APOYO URBANO

13/04/2023

Conferencistas	Sujetos evocados
<p>Conferencia Marcela Gaitan</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Funciones ecológicas - Trabajo colaborativo entre los municipios con importancia ecológica con un visión de escala territorial: área rural / área metropolitana
<p>Conferencia Arq. Yolanda Bichar El Salvador</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Instrumentos de urbanización - Concepto de zonas rurales, marginales, zonas agrícolas - Rural: agricultura y ganadería, comprometida con la sostenibilidad alimentaria, arbolada con áreas protegidas e hidráulicas
<p>Conferencia Mario Masilla Guatemala</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Corredores interoceánicos - Reclasificación ciudades - Migración del interior a la ciudad - Zonas periurbanas - Proceso aglomeración - Crecimiento desordenado - Precios del suelo - Ciudades dormitorio - Suelo urbano, suelo rural: visión vinculada con la ciudad
<p>Silvia Rosales Apoyo Urbano Lyon</p>	<ul style="list-style-type: none"> - COVID →transformación del suelo - Rural un espacio vacío → no son parte del sistema como una visión Nacional tomando en cuenta su función ecológica - Imaginar Agro-Urbana - Indicadores paisajes urbanos, paisajes rurales (espacios frágiles)

	<ul style="list-style-type: none"> - Recomposición del territorio con el valor de lo rural - Enfoque y procesos de reflexión metropolitana Nicaragua, El Salvador, Guatemala - Francia 2,000 habitantes para ser considerado urbano
<p>Blanca Azucena Trana Rivera Nicaragua zona de Managua</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Relación campo – ciudad - Espacio urbano rural puede ser un sistema aleado
	<ul style="list-style-type: none"> - Ciudades archipelago, ciudades fortificadas - Urbano : lugares con servicios - Precariedad ligada + a las zonas urbanas - La necesidad de actualizar el marco legal
<p>Conferencia Fernando Cordova México</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organización vivienda / nivel urbano - Sistema urbano rurales - Lógica territoriales - Zonas periferica ofertas de vivienda - Política de equipqmiento áreas alejadas - Precariedad : calidad de vida
<p>Conferencista Boris Fuentes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Esquema director - Care-mobility - Eco-barrios - Noción prospectiva(Metroplan 80 razón histórica) , retrospectiva

Consulta Metrópolis Vivienda-Hábitat

Capítulo CA 2da CIHALC

Fecha de evento: martes 25 de julio 17h00, Francia.

Notas por: Maria C. Cerrud.

28/7/2023

Claudia Mondragón – ONU Habitat

- Centroamérica tiene mucho que decir...
- La importancia de encaminarnos hacia Ciudades Sostenibles y Resilientes.

Arq. Héctor García Curiel - Coordinador General del Comité Organizador CIHALC

- Hace hincapié sobre el liderazgo de México.
- Aspectos a resaltar de América Central: crecimiento disperso, agendas compartidas.
- La importancia que existe en generar documentos de discusión y análisis.

Jean-Roch Lebeau - Innovaterra, Guatemala

- Crisis: lo que ha golpeado a la región.
- Se debe entender el paso del tiempo para comprender la historia de planificación urbana y su contexto actual de crisis.
- Se resalta la importancia de la planificación integrada y la respuesta organizada multi-actor.
- Laboratorios de innovación: mutación de proyectos con la ayuda del capital privado.
- Las consideraciones que se deben tener en el sujeto de espacio público e infraestructuras.
- La búsqueda de la fórmula de financiamiento público.

Comentarios de El Salvador

- Se hizo énfasis en su esquema director.
- La inclusión de políticas de seguridad para regular las pandillas.
- El desafío de concretar las acciones a corto plazo.

Martin Smolka

- El reto de producir “vivienda social” y el tema crítico de la infraestructura y servicios.

Hugo Gómez, Guatemala

- En cuanto al marco legal se tienen 80 años sin que las políticas de vivienda y ordenamiento territorial avancen por el peso político.

Luis Fernando Castillo -.USAC, Guatemala

- Espacios vacíos con la idea de regeneración.
- “Comunidades climáticas inteligentes” concepto transferido de académicos en México.
- La importancia de entender lo urbano, rural y periurbano.

Silvia García-Municipalidad de Guatemala

- Visión cinturón de prosperidad concepto aplicado en el Gran Distrito Verde.
- Ley de interés preferencial no termina de fluir.

Edler Castellanos - UNAH, Honduras

- Remarcación sobre la población que ha emigrado del campo a la ciudad.
- La cuestión de vivienda sin planificación.
- Infraestructuras necesarias y la falta de espacios públicos.

- Materiales implementados en la construcción de vivienda muchas veces no están adaptados al clima.
- Ley de Ordenamiento Territorial que data de hace 20 años.
- Los problemas crecientes luego del cambio de gobierno.

Marcela Galán - UNI, Nicaragua

- Afrontar los problemas de manera más holística.
- Marco legal y sus problemas de implementación.

Brenda Antúnez – GOAL-Internacional, Honduras

- El valor que existe en las zonas deshabitadas y el potencial de espacios públicos.
- La importancia de definir perímetros urbanos municipales.
- Se debe fomentar la educación multiescalar: urbanismo entendible para el ciudadano y las diferentes jerarquías de actores.

Dra. Silvia Rosales Montano - Apoyo Urbano, Lyon

- La constante de una huella sufrida.
- La mención a los movimientos del neourbanismo y neoliberalismo.

Alex Renderos - UCA, hábitat para la Humanidad, El Salvador

- La importancia del esquema director como instrumento de planificación.
- Asentamientos informales en tejidos urbanos degradados.
- Los asentamientos muchas veces no se detectan en imágenes satelitales por lo cual es importante el trabajo de campo para identificarlos en su totalidad y posterior realizar los protocolos necesarios para digitalizar los datos (SIG: Sistema de información geográfica).
- La atención que debe darse a las mallas verdes, azules y grises.

Carlos Barillas - Innovaterra, Guatemala

- La incongruencia territorial frente a la falta de enfoque de visión territorial de conjunto.
- Proyectos de vivienda social pero desconectados de los centros urbanos.
- Se resalta la importancia de una Política de Vivienda y de Ordenamiento Territorial.
- El rol de la empresa privada para la ayuda de vivienda y precariedad.
- Los esfuerzos son muy pocos, muy tímidos...
- Se debe hacer un análisis fino para valorizar la utilización de terrenos vacíos “vacíos urbanos” “regenerar suelo”

Boris Funes – COAMSS-OPAMSS, El Salvador

- La experimentación de planes pilotos existe, pero se enfrenta a la problemática de mecanismos de financiamiento.

Erick Mazariegos – Oficio Colectivo, Costa Rica

- 43% del territorio cuenta con planes de ordenamiento territorial.
- Costa Rica procura darle el valor al ecosistema y áreas verdes en la ciudad.
- En cuanto al cambio continuamente se busca mejorar los espacios naturales y se intenta mejorar los procesos de implementación, traspasando los estudios y planes realizados a acciones directas.
- Se debe dar atención a la idea de plan piloto, ya que esta es una idea demostrativa no implica exactamente la solución concreta.
- Fondos pequeños verdes para mejorar el espacio hábitat.

Franco Mendoza - BANHV, Costa Rica

- La importancia de los procesos de comunidades y participación ciudadana.
- La ciudad que se expande y la cuestión de propiedad del suelo...
- La estrategia de bonos y métodos para canalizar la expansión.

Maria Cristina CERRUD CANDELARIA, 2023
Institut d'Aménagement et Urbanisme de Lille, Université Lille 1, mémoire de fin d'étude du Master
2 Urbanisme et Aménagement, spécialité, CADD, 131 page.

Titre : L'évolution de la planification urbaine des métropoles d'Amérique centrale : vers un chemin stratégique en matière de développement durable

Mots clefs : métropolisation, aire métropolitaine, urbanisation et planification urbaine

Key-words : metropolisation , metropolitan area, urbanization and urban planning

Résumé :

L'Amérique centrale est actuellement la deuxième région du monde à s'urbaniser le plus rapidement, avec des taux d'urbanisation qui augmentent à un rythme sans précédent. Ses villes font face à des dynamiques de développement qui présentent des scénarios divers entre défis et opportunités. Selon les prévisions, au cours de la prochaine génération, 7 Centraméricains sur 10 vivront dans des villes, ce qui représente 700 000 nouveaux citoyens par an au cours des trois prochaines décennies. Au rythme actuel d'urbanisation, la population urbaine de la région doublera d'ici 2050, ce qui représentera plus de 25 millions de nouveaux habitants dans les villes. Face à cette projection de croissance future, une bonne mise en œuvre du développement durable est nécessaire et urgente. (GRUPO BANCO MUNDIAL, 2018, p. xiii)

L'objectif principal de ce mémoire était de répondre aux questions suivantes : comment la prise en compte du passé considéré comme un héritage et indicateur d'évolution de planification urbaine, nous permet de construire une vision stratégique qui mette en relation le passé, le présent et le futur ? et comment l'articulation de ces temporalités nous guidera vers un chemin de transformation urbaine mieux structurée et un avenir plus durable ?

Tout au long des 3 parties de ce document, nous mettons en évidence qu'il existe des outils urbains qui régissent un chemin évolutif en matière d'urbanisme. Le contenu structurera une réflexion une réflexion qui croise les différentes réalités des aires

métropolitaines des pays de l'Amérique centrale en exposant leurs défis, leur évolution historique en matière de planification, l'expansion urbaine et leurs stratégies actuelles vers un développement durable.

Central America is currently the second fastest urbanizing region in the world, with urbanization rates increasing at an unprecedented rate. Its cities face development dynamics that present diverse scenarios between challenges and opportunities. Over the next generation, 7 out of 10 Central Americans are projected to live in cities, representing 700,000 new urban dwellers per year over the next three decades. At the current pace of urbanization, the region's urban population will double by 2050, representing more than 25 million new inhabitants in cities. Faced with this projection of future growth, a good implementation of sustainable development is necessary and urgent. (GRUPO BANCO MUNDIAL, 2018, p. xiii)

The main objective of this thesis was to answer the following questions: how taking into account the past considered as a heritage and indicator of evolution of urban planning, allows us to build a strategic vision that connects the past, the present and the future? and how will the articulation of these temporalities guide us towards a more structured urban transformation path and a more sustainable future?

Throughout the 3 parts of this document, we highlight that there are urban tools that govern an evolutionary path in urban planning. The content will structure a reflection that crosses the different realities of the metropolitan areas of the countries of Central America by exposing their challenges, their historical evolution in terms of planning, urban expansion and their current strategies for sustainable development.